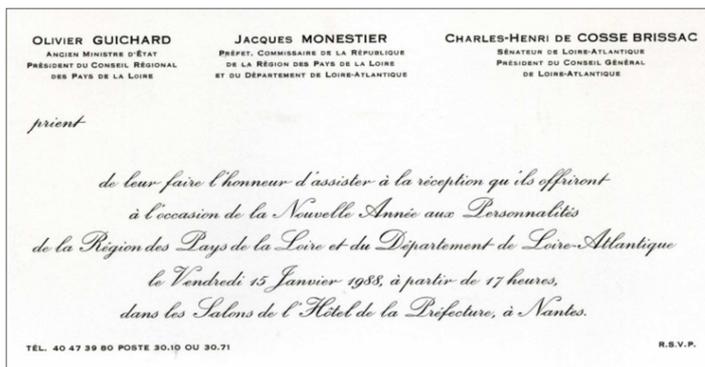
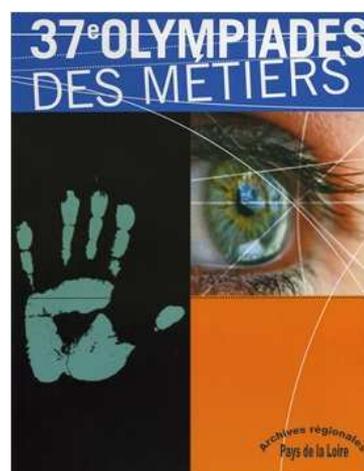
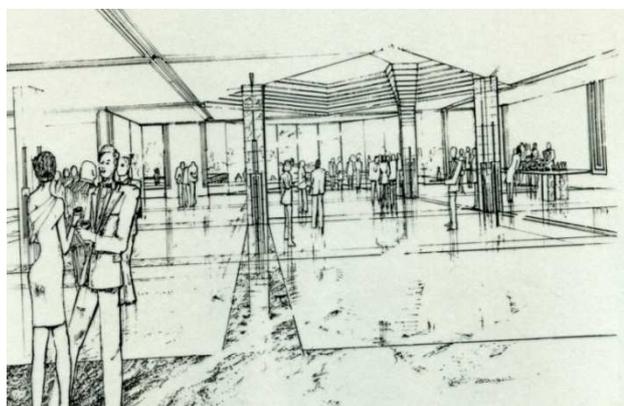


# Guide des Archives régionales des Pays de la Loire

Disponibles au 1<sup>er</sup> janvier 2017



Réalisation par Fabrice Descamps et Justine Wallet, archivistes,  
Mise à jour par Séverine Ménét, attachée de conservation du patrimoine

Sous la direction d'Agnès Dejob, attachée de conservation du patrimoine,  
responsable des Archives régionales

Juillet 2017

**Page de présentation, documents des Archives régionales des Pays de la Loire :**

- 460PR 1**     Affiche des 37<sup>e</sup> Olympiades des métiers (2002)
- 35W 159**    Croquis d'avant-projet de l'Hôtel de Région du Cabinet d'architecte Durand-Ménard-Thibault (1983)
- 34W 205**    Casette audio de la chanson « Pays de la Loire » (1996)
- 25W 46**     Carte de vœux (1988)

# INTRODUCTION

## 1. Un guide pour les Archives régionales

Les Archives régionales se définissent comme l'ensemble des documents produits ou reçus par les services de la région dans l'exercice de leur activité, par les établissements régionaux et d'autres organismes satellites de la région, depuis que les lois de décentralisation (1982-1983) « dites lois Defferre<sup>1</sup> » ont créé la collectivité territoriale<sup>2</sup> régionale. Ces lois ont confié aux régions la responsabilité de ces archives. Le fonds d'archives de la région Pays de la Loire a pu dès lors se constituer, composé en majeure partie de documents administratifs transmis au service chargé des archives sous forme de versement<sup>3</sup>. Certaines, un peu antérieures, sont issues de l'Établissement public régional (EPR)<sup>4</sup>, installé en 1974, dépendant alors du préfet de région. Cet établissement a précédé la collectivité territoriale autonome.

Comme pour tout service d'archives, il est permis aux Archives régionales de recevoir des dons ou autres entrées par voie extraordinaire<sup>5</sup>, sortant du cadre du simple versement administratif. Il s'agit de documents produits ou reçus par des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé, collectés en application d'un contrat passé avec la Région. C'est ainsi que l'un des anciens présidents du Conseil régional<sup>6</sup> (1974-1998), Olivier Guichard, lui a confié par convention un fonds mêlant papiers personnels et documents issus de ses différentes fonctions et mandats publics. De même, plusieurs organismes « satellites » de la Région (comité des œuvres sociales (COS), association du personnel, organismes à qui la Région a confié la gestion de missions de service public), lui ont remis leurs archives. Depuis 2007, les Archives régionales ont, en outre, entrepris une collecte de témoignages oraux d'agents régionaux sur le point de partir à la retraite. Seuls les instruments de recherche portant sur des entretiens dont le témoin a signé une convention de don d'archives avec la Région sont disponibles et cités dans le guide. En 2014, enfin, une bibliothèque historique recensant près de 300 publications (ouvrages, périodiques, dossiers documentaires, etc.) a été créée.

Les Archives régionales ont souhaité ajouter aux nombreux outils de recherche dont elles disposent, portant sur de petits ensembles de documents, un guide synthétique<sup>7</sup> proposant « un état sommaire et un état des inventaires, ainsi qu'un historique du dépôt et des fonds qui y sont conservés »<sup>8</sup>. Ce guide a pour objectif de faciliter l'orientation des lecteurs, en leur procurant une vue d'ensemble sur le fonds et en identifiant les ressources et les instruments de recherche disponibles accessibles au 1<sup>er</sup> juillet 2014. Il a vocation à être actualisé régulièrement en raison de l'accroissement des archives, mais aussi des futures campagnes de reclassement des archives intermédiaires<sup>9</sup> et des éliminations réglementaires<sup>10</sup>.

---

<sup>1</sup> Du nom de Gaston Defferre, Ministre de l'Intérieur du gouvernement Mitterrand : loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.

<sup>2</sup> Appelées aussi collectivités locales, les collectivités territoriales apparaissent, la première fois, dans la Constitution de 1946. Jusqu'à la loi constitutionnelle n°2003-276 du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République, ces deux expressions sont employées de manière équivalente dans le langage courant. Mais depuis, seule l'expression « collectivité territoriale » figure dans le Constitution et est juridiquement fondée.

<sup>3</sup> Voir le glossaire en annexe.

<sup>4</sup> Voir la table des sigles et acronymes de l'ensemble du guide en annexe.

<sup>5</sup> Voir le glossaire en annexe.

<sup>6</sup> Voir la liste chronologique des présidents du Conseil régional en annexe.

<sup>7</sup> Voir le glossaire en annexe.

<sup>8</sup> NOUGARET (Christine), GALLAND (Bruno). *Les instruments de recherche dans les archives*, Paris : La Documentation française, 1999, p. 132.

<sup>9</sup> Voir le glossaire en annexe.

<sup>10</sup> Les éliminations réglementaires respectent les prescriptions des circulaires émises par le Service interministériel des Archives de France (SIAF). La sélection des documents à détruire est énumérée dans un bordereau d'élimination, qui peut être réalisé soit par le service en charge des archives, soit par le service de la région.

Ce guide répertorie et décrit sommairement, pour chaque entité productrice d'archives, les sous-séries<sup>11</sup> entrées : de subdivisions des séries<sup>12</sup> issues du cadre de classement utilisé aux Archives régionales des Pays de la Loire<sup>13</sup>. Ces sous-ensembles sont destinés soit à la conservation définitive, soit à des révisions, tris et peut-être regroupements ultérieurs. Il permet d'aider le lecteur à s'orienter dans le fonds, d'effectuer un premier repérage par rapport à ses centres d'intérêt grâce au classement par domaine de compétences<sup>14</sup> et par service, personne ou organisme producteur.

Il a été conçu à partir des outils ou instruments de recherche disponibles, qui sont :

Noms des instruments de recherche	Séries <sup>15</sup>	Descriptions
Bordereau de versement <sup>16</sup>	PR W	Listes descriptives de documents confiés au service chargé des archives rédigées par les services versants.
Répertoire numériques détaillés <sup>17</sup>	W Num	Listes descriptives de documents confiés au service chargé des archives établies par les archivistes après retraitement des documents.
Inventaire chrono-thématiques ou fiche d'analyse synthétique	AV	
Catalogue de la bibliothèque historique	ARB	Liste descriptive des publications de la bibliothèque historique du service chargé des archives rédigées par les archivistes.

Ces instruments de recherche sont disponibles sur place, dans la salle de lecture du Centre de ressources<sup>18</sup> du Conseil régional, et pour quelques-uns sur les pages dédiées aux Archives régionales du site internet de la collectivité territoriale<sup>19</sup>. Ils peuvent donc, dans un deuxième temps, aider le lecteur à affiner sa recherche.

## 2. Présentation des producteurs d'archives faisant partie du fonds

Pour comprendre la composition du fonds d'archives de la région des Pays de la Loire, présenté dans ce guide, il faut évoquer l'histoire de ses producteurs. Le principal est, bien sûr, la région des Pays de la Loire.

### 2.1. LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE

#### CRÉATION DES RÉGIONS FRANÇAISES

Avant la Révolution de 1789, le royaume de France est divisé en provinces. Ce type de division administrative disparaît au profit de la création de quatre-vingt-trois départements par l'Assemblée constituante le 15 janvier 1790. Il faut attendre le <sup>xx</sup>e siècle pour voir naître sur le territoire des entités administratives ressemblant aux régions que nous connaissons. L'arrêté ministériel du 5 avril 1919 institue dix-sept groupements économiques régionaux réunissant les chambres de commerce. Créés par le ministre du Commerce, Étienne Clémentel, ces groupements communément appelés « Région Clémentel » ont pour but d'organiser l'économie de guerre. Elles sont dissoutes après la guerre.

<sup>11</sup> Voir le glossaire en annexe.

<sup>12</sup> Voir le glossaire en annexe.

<sup>13</sup> Voir le cadre de classement utilisé aux Archives régionales des Pays de la Loire en annexe.

<sup>14</sup> Voir le glossaire et les domaines d'activité principaux et secondaires des producteurs d'archives en juillet 2014 en annexe.

<sup>15</sup> Les séries représentées par une lettre de l'alphabet sont issues du cadre de classement utilisé par les Archives régionales des Pays de la Loire. Se référer à la partie 3.1. Cotation et traitement du Guide. Voir aussi le cadre de classement utilisé aux Archives régionales des Pays de la Loire en annexe.

<sup>16</sup> Voir le glossaire en annexe.

<sup>17</sup> Voir le glossaire en annexe.

<sup>18</sup> Créé en 2009, le Centre de ressources est un espace partagé entre plusieurs fonds : les Archives régionales, la documentation générale et la documentation du patrimoine.

<sup>19</sup> [www.paysdelaloire.fr/services-en-ligne/archives-regionales/](http://www.paysdelaloire.fr/services-en-ligne/archives-regionales/)

La loi-cadre du 14 août 1954<sup>20</sup> met en œuvre « un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social ». Son décret d'application du 11 décembre<sup>21</sup> crée ainsi les « Comités d'expansion économique », chargés de mettre au point le développement économique local, et prévoit des commissions régionales de coordination. Les conseils généraux, les régions économiques, les chambres des commerces ou des personnalités privées peuvent alors demander la création de ces dernières.

Un décret du 30 juin 1955<sup>22</sup> officialise les dispositions de la loi Edgar Faure traçant vingt et une régions métropolitaines, leurs limites étant fixées par l'arrêté du 28 novembre 1956<sup>23</sup>. La carte des régions métropolitaines est désormais tracée (ce n'est que plus tard que la Corse sera séparée de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et les régions d'outre-mer créées). Le territoire des Pays de la Loire regroupe cinq départements : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée<sup>24</sup>.

L'évolution se poursuit avec la définition des « Programmes d'action régionale » pour promouvoir le développement économique dans des circonscriptions à l'échelle régionale et de mettre fin à l'opposition traditionnelle Paris/province.

Suite à la constitution de la V<sup>e</sup> République, des plans régionaux de développement économique et social d'aménagement du territoire voient le jour. Vingt et une « Circonscriptions d'action régionale » (CAR) sont créées par les décrets des 7 janvier 1959 et 2 juin 1960<sup>25</sup> sous la responsabilité des préfets de région. Des « Commissions de développement économique régional » (CODER) sont également mises en place en 1964 avec, en leur sein, des élus et des responsables économiques et professionnels. Ces commissions donnent un avis consultatif sur les questions relatives au développement économique et à l'aménagement du territoire. Elles demeurent subordonnées aux préfets de régions qui sont, par le décret du 14 mars 1964<sup>26</sup>, chargés de mettre en œuvre la politique d'aménagement du territoire.

À la fin de cette décennie, un projet développant le rôle des régions lancé par le président De Gaulle prévoit la création d'une nouvelle collectivité territoriale, la région, dont l'exécutif serait attribué au préfet de région, mais dont l'animation serait assurée par un conseil régional participatif. Ce projet est rejeté par les Français lors du referendum du 27 avril 1969. Les régions vont être créées malgré tout, mais ce rejet explique que leurs compétences demeureront au départ limitées et qu'elles ne disposeront pas tout de suite de personnel en propre et qu'elles ne sont pas des collectivités territoriales. Les Établissements publics régionaux (EPR) installés par la loi du 5 juillet 1972<sup>27</sup> se voient dotés en effet du statut de « personne morale » mais le préfet reste titulaire du pouvoir exécutif régional. Les EPR disposent d'un organe décisionnel, le conseil régional, composé d'élus locaux, et d'une assemblée consultative, le « Comité économique et social » (CES), qui rassemble des membres représentant la société civile (organisations syndicales, professionnelles, associatives). Les régions actuelles en sont l'émanation directe.

La Corse est séparée par décret de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 1970.

En 1976, Olivier Guichard remet son rapport intitulé « Vivre ensemble » à Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, avec des propositions novatrices en matière de décentralisation : institution d'un contrôle de légalité de l'État sur les futures collectivités territoriales, réforme des finances locales, création de communautés de villes ou de communautés urbaines. Il inspirera les réformes suivantes.

---

<sup>20</sup> Loi n°54-809 du 14 août 1954 relative au redressement financier : mise en œuvre d'un programme d'équilibre financier d'expansion économique et de progrès social.

<sup>21</sup> Décret n°54-1231 du 11 décembre 1954 relatif à l'institution de comités d'expansion économique et de commissions régionales de coordination.

<sup>22</sup> Décret n°55-873 du 30 juin 1955 relatif à l'établissement de programmes d'action régionale.

<sup>23</sup> Arrêté du 28 novembre 1956 relatif à la définition du cadre du programme d'action régionale.

<sup>24</sup> Voir la carte de la région des Pays de la Loire en annexe.

<sup>25</sup> Décret n°59-171 du 7 janvier 1959 portant harmonisation des circonscriptions administratives de la France métropolitaine en vue de la mise en œuvre des programmes d'action régionale et décret n°60-516 du 2 juin 1960 portant harmonisation des circonscriptions administratives.

<sup>26</sup> Décret n°64-251 du 14 mars 1964 relatif à l'organisation des services de l'État dans les circonscriptions d'action régionale.

<sup>27</sup> Loi n°72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions.

La loi du 2 mars 1982, première des lois de décentralisation dites « Defferre », donne à la région son statut de collectivité territoriale, au même titre que le département et la commune, et lui attribue une compétence générale de promotion du développement régional. Les départements d'outre-mer sont concernés par cette réforme ; le nombre de régions sera ainsi porté à vingt-six (avec la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane). Le pouvoir exécutif, auparavant exercé par le préfet de région, est transféré au président du conseil régional. Les régions sont toujours dotées des deux mêmes organes délibératifs : le conseil régional et le comité économique et social (CES) (consultatif). La loi du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, leur confie le développement économique, social, culturel et scientifique régional, ainsi que l'aménagement du territoire sur leur ressort. Centre d'impulsion, la région ajoute ses moyens financiers à l'effort des autres collectivités publiques pour tout équipement d'intérêt commun. Les premières élections régionales au suffrage universel direct ont lieu en 1986 et les suivantes en 1992, 1998, 2004 et 2010. Une série de textes complètera son statut et ses missions peu à peu, notamment sur le champ de la formation professionnelle et de l'apprentissage et des transports collectifs (1993<sup>28</sup>, 2002<sup>29</sup>). À noter, la loi du 5 janvier 1988<sup>30</sup> dite « d'amélioration de la décentralisation » précise les champs d'interventions économiques des collectivités locales et le champ de contrôle des Chambres régionales des comptes (CRC). Elles affirment aussi peu à peu leur rôle de chef de file dans le domaine économique.

La loi sur les libertés et responsabilités locales du 13 août 2004<sup>31</sup> – dite « acte II » de la décentralisation – organise un important transfert de nouvelles compétences de l'État aux régions, départements et communes, renforçant principalement celles des premières notamment en matière de coordination du développement économique, de responsabilité de l'ensemble de la formation professionnelle et de gestion de ports et aéroports. La gestion des personnels techniques des lycées leur est transférée pour ces établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ). Cette loi suit le vote d'une loi qui modifie le 28 mars 2003<sup>32</sup> la Constitution pour consacrer l'existence des régions en sus des communes et départements.

En 2009, Mayotte change de statut en devenant une région française.

Par la suite, la loi sur la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010<sup>33</sup> – appelée parfois « acte III » de la décentralisation – renforce de nouveau les compétences des régions en matière de développement économique et de formation professionnelle et accroît aussi les compétences dans le domaine des transports. La région en devient même chef de file. Les modes de scrutin des collectivités territoriales sont modifiés.

Enfin, en janvier 2014, François Hollande, le président de la République, annonce vouloir réduire le nombre de régions. Le mouvement de « modernisation de l'action publique territoriale » amorcé sous sa présidence s'appuie en effet sur un nouveau mouvement législatif en faveur de la décentralisation. Plusieurs lois adoptées de 2014 à 2015 réorganisent le paysage administratif et les compétences régionales :

- La clause générale de compétence des départements et régions – qui signifie que ces collectivités disposent d'une capacité d'intervention qui n'est pas limitée par une énumération de compétences – et qui avait été rétablie par la loi du 27 janvier 2014 sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) est à nouveau supprimée (loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)). La loi NOTRe précise : "Le conseil régional a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région, le soutien à l'accès au logement et à l'amélioration de l'habitat, le soutien à la politique de la ville et à la rénovation urbaine et le soutien aux politiques d'éducation et l'aménagement et l'égalité de ses territoires, ainsi que pour assurer la préservation de son identité et la promotion des langues régionales, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes".

---

<sup>28</sup> Loi quinquennale n°93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle.

<sup>29</sup> Loi n°2002-73 du 17 janvier 2002 relative à la modernisation sociale et la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

<sup>30</sup> Loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation.

<sup>31</sup> Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

<sup>32</sup> Loi constitutionnelle n°2003-276 du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République.

<sup>33</sup> Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales.

- La carte régionale a été redessinée par la loi du 16 janvier 2015 : passage à 13 Régions par fusion de plusieurs Régions existantes au 1<sup>er</sup> janvier 2016 (la Région Pays de la Loire n'est pas concernée).

De nouvelles compétences sont confiées aux régions : renforcement du rôle en matière d'aides aux entreprises, définition d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), animation des pôles de compétitivité ; coordination des acteurs du service public de l'emploi sur son territoire ; en matière d'environnement, définition du plan régional de prévention et de gestion des déchets et rôle de coordination renforcé concernant la gestion de l'eau et la protection de la ressource ; autorité organisatrice de l'intégralité de la mobilité interurbaine, organisation des services non urbains principaux ; élaboration d'un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet).

### **LES COMPÉTENCES RÉGIONALES AUJOURD'HUI**

Les régions, en plus d'une série de compétences obligatoires énumérées par la loi, disposaient jusqu'en 2015 d'une clause générale, qui leur permettait d'intervenir dans d'autres domaines si elles estiment aller dans le sens de l'intérêt régional. Cette clause les a amenées à développer des actions complémentaires aux actions obligatoires (prenons comme exemple les actions éducatives à destination des lycéens, qui viennent en complément de la compétence obligatoire de construction et d'équipement des lycées). Elle a pu également les conduire à développer des actions plus éloignées de leur cœur de compétences légales (comme, par exemple, la santé avec le financement accordé à des maisons de retraite du territoire).

Les activités de l'administration régionale résultent de la mise en œuvre des compétences ainsi énumérées :

- aménagement du territoire ;
- apprentissage ;
- culture ;
- développement économique ;
- éducation ;
- enseignement supérieur ;
- financement des fonds structurels européens (FSE) ;
- formation professionnelle ;
- recherche ;
- relations internationales ;
- santé ;
- sport ;
- tourisme.

Précisons également que la région peut exercer des compétences à titre exclusif ou partagé. Pour le secteur culturel, par exemple, les compétences peuvent, au final, être :

- exclusives et obligatoires, comme la conservation et la mise en valeur des archives régionales ;
- exclusives et facultatives, comme les crédits de gestion des travaux des monuments historiques ;
- partagées et facultatives, comme la gestion financière des musées.

Il n'existe pas de compétences partagées et obligatoires.

Elle dispose par ailleurs d'une marge de manœuvre qui lui permet de conduire des politiques plus ou moins volontaristes par domaine, selon ses besoins.

Comme expliqué ci-dessus, la réforme territoriale en cours risque de transformer en profondeur la répartition des compétences entre les différentes collectivités territoriales.

Une présentation des compétences se situe dans les différentes introductions de chaque domaine d'activité du guide. Aussi le lecteur peut-il s'y référer pour mieux les appréhender.

### **FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE**

Les activités énumérées ci-dessus sont exercées, selon un dispositif mettant en jeu les élus et les services régionaux.

Le conseil régional est l'assemblée principale. Ses membres sont élus depuis mars 1986 au suffrage universel direct pour un mandat de six ans, comme nous y avons déjà fait allusion. Les conseillers régionaux élisent le président du conseil régional. Celui-ci réunit l'assemblée qu'il préside et dont il assure la police et l'exécution des délibérations. Il est le chef de l'administration régionale. Le conseil régional règle les affaires de la région. Il élabore son règlement intérieur qui détermine notamment le nombre, les compétences et le mode de fonctionnement de ses commissions. Il est habilité à discuter et à adopter le budget. La commission permanente est une émanation du conseil régional, composée du président et de vice-présidents ainsi que d'un ou plusieurs autres membres. Le conseil peut lui déléguer une partie de ses fonctions, à l'exception de celles concernant le vote du budget. La commission permanente délibère sur l'attribution des aides régionales après avis des commissions sectorielles appelées aussi commissions thématiques.

À cela s'ajoute le Conseil économique, social et environnemental régional (CESER). Il résulte des transformations successives du Comité économique et social (CES) créé par la loi du 5 juillet 1972<sup>34</sup>, remplissant une mission consultative auprès des instances politiques de la région. La loi du 6 février 1992<sup>35</sup>, relative à l'administration territoriale de la République, transforme ce comité en Conseil économique et social régional (CESR). La loi du 25 juin 1999<sup>36</sup> l'intègre au sein des conférences d'aménagement et de développement du territoire. Il donne son avis sur les Schémas régionaux d'aménagement du territoire et sur certains schémas de services collectifs. À l'adoption de la loi du 12 juillet 2010<sup>37</sup>, le CESR devient le CESER. La présence de cette chambre reste une singularité dans le paysage territorial français, puisque les autres collectivités ne disposent pas d'une institution équivalente. Il est composé de représentants des entreprises et des secteurs professionnels non-salariés, de représentants des organisations syndicales de salariés, de représentants des organismes qui participent à la vie collective et de personnalités qui concourent au développement de la région. Le décret du 27 janvier 2011<sup>38</sup> redéfinit sa composition et les modalités de renouvellement de ses membres. Le CESER émet des avis sur différentes composantes de la planification stratégique régionale (contrats État-Région, schémas directeurs, plans stratégiques, etc.) et les différentes étapes budgétaires. Il se prononce sur les bilans d'actions de l'État et la région. Il peut également être saisi de manière facultative par le président du conseil régional de demandes d'avis ou d'études sur toute question à caractère économique, social ou culturel et d'intérêt régional. Enfin, il initie la conduite d'études sur toute question à caractère économique, social ou culturel.

L'exécution des décisions, dont le président du conseil régional est responsable, nécessite l'existence de services administratifs. Dès l'origine, l'on pouvait distinguer des services fonctionnels – aussi nommés « ressources » ou « supports » – créés pour accompagner et appuyer l'action de l'administration en gérant ses moyens, des services opérationnels mettant en œuvre les politiques publiques. Les uns comme les autres, de taille réduite à l'origine (« missions », « services » ou autre petites entités), ont peu à peu évolué en directions. Leurs noms et leurs contours ont pu évoluer, mais la répartition correspond globalement, à part pour les directions fonctionnelles, aux domaines d'intervention<sup>39</sup> de la région énumérés dans la partie précédente. Cependant, des choix politiques sont perceptibles dans la mise en avant de telle ou telle compétence faisant l'objet d'une volonté politique soutenue, ou encore à travers les regroupements opérés entre domaines d'activités, qui ont pu varier entre les régions et au fil du temps, et en modifiant sensiblement le sens donné à une compétence. En Pays de la Loire, par exemple, le secteur recherche était liée au développement économique jusqu'en 2004, date à laquelle il en a été séparé pour rejoindre le secteur de l'enseignement supérieur dans une direction commune. Ce choix reflète également la mise en avant d'une compétence considérée comme particulièrement stratégique. Une direction chargée de

<sup>34</sup> Loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions.

<sup>35</sup> Loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République.

<sup>36</sup> Loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

<sup>37</sup> Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant un engagement national pour l'environnement.

<sup>38</sup> Décret n°2011-112 du 27 janvier 2011 relatif à la composition et au renouvellement des CESER.

<sup>39</sup> Voir le glossaire en annexe.

l'environnement apparaît à la même époque ; l'on voit bien comment l'organigramme reflète certaines orientations politiques concernant le territoire.

L'organigramme évolue donc, au gré des politiques mais aussi, tout simplement, du développement et de la structuration des services. Ainsi la fonction de gestion des archives apparaît-elle comme une entité dans l'organigramme en 1990. Certaines fonctions s'autonomisent, des services changent d'intitulé, que ce soit pour marquer une modification de leurs missions ou non. C'est une des raisons pour lesquelles la première clé d'entrée du guide est le domaine d'activité principal des directions plutôt que les directions elles-mêmes.

Le lecteur peut se référer à la sélection de différents organigrammes du Conseil régional depuis 1983 en annexe.

## 2.2. LES AUTRES PRODUCTEURS

Le guide présente des documents émanant de quelques autres producteurs, personnes physiques ou morales dont les archives sont entrées par d'autres voies que le versement, et que nous présenterons très rapidement.

- Organismes satellites
  - o Le premier Comité des œuvres sociales (COS) était une association, de 1990 à 1999, en charge des prestations sociales destinées aux agents de la Région. En 2008, un nouveau COS est créé pour gérer les mêmes prestations sociales et les activités ludiques des agents ;
  - o l'Association du personnel de la région des Pays de la Loire (APRPL) était responsable des prestations sociales et activités ludiques proposées aux agents de la Région de 1999 à 2008. Elle a repris une partie des missions du premier COS ;
  - o le Syndicat interdépartemental du bassin de la Maine (SIBM) était un syndicat mixte en activité de 1980 à 2000. Il était chargé d'animer et coordonner la politique d'aménagement sur les rivières navigables du bassin de la Maine, et de promouvoir le tourisme fluvial sur ces voies d'eau ;
  - o l'Association Atlantech était un groupement d'intérêt public (GIP) financé par la Région de 1988 jusqu'à sa dissolution en 2008. Elle menait des activités de recherche et développement en sciences humaines et sociales. Ses quatre missions étaient la sauvegarde du patrimoine technologique et scientifique, les relations internationales (conception de salons par exemple), université virtuelle des Pays de la Loire et la valorisation de la recherche ;
  - o l'Association Eurouest développait un large réseau d'information européenne dans la Région à l'aide de nombreux outils (lettres, revues, etc.) de 1989 à 1998. Elle a aussi géré les programmes de bourses scolaires pour le compte de la collectivité.
  - o l'association Ouest Atlantique, en activité de 1974 à 2013, regroupant d'une à trois régions selon les périodes, chargée initialement du développement industriel de l'Ouest en lien avec la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), et de la promotion économique du territoire, notamment à l'international.

- Olivier Guichard (1920-2004)

Ancien président du conseil régional des Pays de la Loire de 1974 à 1998. Il a également assuré de nombreux autres mandats et fonctions publics : député de la Loire-Atlantique de 1967 à 1997, maire de La Baule-Escoublac de 1971 à 1995, ministre du Plan et Aménagement du territoire de 1968 à 1969, etc. Il avait également des responsabilités politiques au sein des partis comme L'Union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République (UDR) et Rassemblement pour la République (RPR) par exemple.

- Agents partant en retraite et volontaires pour témoigner de leur parcours à la région des Pays de la Loire. Une quinzaine d'entretiens a pu être réalisée à la date de ce guide.

Les documents qui ont intégré la bibliothèque historique sont pour l'essentiel extraits de sous-ensembles d'archives classés ; ils ne rentraient pas dans le périmètre de définition des archives, c'est-à-dire des documents produits ou reçus dans le cadre de l'activité des services. Il s'agit de documentation – publication, périodique, dossier documentaire, etc. – de provenances diverses conservée pour sa rareté et parce qu'elle présente un intérêt en complément des archives, c'est-à-dire lorsque l'information contenue touche aux particularités de la Région et de ses départements, à l'histoire locale, politique et administrative, ou encore à l'exercice des compétences de la Région, sans qu'elle ait pour autant sa place au sein des archives régionales.

### 3. Mode d'entrée et traitement des archives

Les archives produites reflètent les activités des producteurs, et leur mode d'entrée dépendent du statut de ces derniers.

#### 3.1. ARCHIVES : COTATION ET TRAITEMENT

Ce guide est composé pour l'essentiel de la description des archives produites par les services administratifs dans le cadre de l'exercice des compétences de la Région et confiées aux Archives régionales, évoquées plus haut. Ces services produisent en effet des documents en lien avec leurs domaines d'activité. Ils les confient peu à peu aux Archives régionales selon un délai variable et c'est ainsi que le fonds se constitue. Ces archives, entrées par la voie ordinaire du versement, font l'objet des bordereaux de versements rédigés par leurs soins. Les services administratifs ne disposant pas de grands locaux de préarchivage versent ainsi régulièrement pour la plupart les documents relatifs aux actions qui se sont achevées : les dossiers clos. Les Archives régionales sont ensuite chargées de les retrier au fur et à mesure de l'arrivée à échéance de leur utilité administrative, pour ne conserver que les documents présentant un intérêt historique, en appliquant la réglementation sur le tri des archives régionales. Par exemple, des opérations de tri et de reclassement ont été effectuées parmi les documents de fonctionnement et budgétaires, comme les factures, les offres non retenues des marchés publics, les bulletins de salaire, etc. Ces opérations de traitement expliquent la non-continuité des numéros d'articles<sup>40</sup> au sein de certains versements.

Les ensembles d'archives reclassés par les archivistes sont intégrés en continu dans la série W, que les Archives régionales des Pays de la Loire ont choisi de consacrer aux archives historiques, c'est-à-dire que ces archives sont conservées définitivement. Les autres attendent leur retraitement dans une autre série continue, la série PR, consacrée au préarchivage. Il peut arriver que les versements rejoignent directement la série W si l'on est certain d'avance que les dossiers seront tous conservés définitivement. La série Num est utilisée seulement pour la cotation des reproductions numériques, dont l'existence facilite la consultation de documents volumineux tels que les maquettes et panneaux de concours d'architecture et aussi utilisée pour les copies de documents numérisés sonores.

Les archives entrées par voie extraordinaire, dont la nature a été expliquée plus haut, se voient appliquer le même principe de cotation – préarchivage (série PR) et archives historiques (série W) – à l'exception des enregistrements de témoignages oraux d'agents partis en retraite, regroupés dans la série AV, destinée spécifiquement aux documents audiovisuels entrés par cette voie.

Le volume des fonds varie depuis quelques années entre 3 et 5 kilomètres linéaires<sup>41</sup>, au gré des accroissements et des campagnes de traitement au cours desquelles de nombreuses éliminations et opérations de classement et reconditionnement sont réalisées. Le nombre de témoignages oraux, peu volumineux en espace, mais représentant tout de même au moment de l'élaboration de ce guide 37 heures et 24 minutes d'enregistrement, a également vocation à augmenter régulièrement.

#### 3.2. DOCUMENTS DE BIBLIOTHEQUE

La bibliothèque historique complémentaire du fonds, est classée dans la série dédiée ARB (« Archives régionales – Bibliothèque »). Les publications sont classées selon les différents formats existants dans le fonds. La bibliothèque ne fait pas l'objet d'une politique de collecte par acquisitions régulières, les variations de volume demeureront donc assez rares.

---

<sup>40</sup> Voir le glossaire en annexe.

<sup>41</sup> Voir le glossaire en annexe.

#### 4. Présentation du guide

Ce guide a vocation à être actualisé régulièrement, notamment pour ce qui concerne les notices relatives à la série de préarchivage<sup>42</sup>. C'est un des éléments déterminants des choix de présentation qui ont été opérés.

##### 4.1. PLAN DE CLASSEMENT

Le guide est présenté selon le plan de classement le plus cohérent intellectuellement possible, à savoir en trois parties qui correspondent aux modes d'entrées :

- les archives entrées par voie de versement ;
- les archives entrées par voie extraordinaire ;
- la documentation entrée en bibliothèque historique.

Dans les deux premiers chapitres, la présence de préarchivage a contraint à adopter un plan de classement très souple, en prévision des mises à jour à venir, d'une part, et, d'autre part qui permette de présenter clairement des documents qui n'ont pas encore été totalement structurés intellectuellement.

##### - ARCHIVES ENTRÉES PAR VOIE DE VERSEMENT

À l'intérieur de l'ensemble formé par les archives entrées par versement, les services fonctionnels et les services opérationnels ont été distingués. Au niveau inférieur, les versements des archives ont été regroupés selon le domaine d'activité<sup>43</sup> des services producteurs – qu'il s'agisse, concrètement, de « directions » ou de « services », ou encore d'entités ayant d'autres appellations (cabinet du président du Conseil régional,...). Dans ce cas de figure, il a fallu parfois regrouper ceux qui relevait d'une même direction – le lecteur ne doit donc pas être surpris de trouver en face des sous-titres du niveau « direction » tantôt une série de versements, et tantôt une série de services ayant eux-mêmes procédé à des versements.

##### **Cas particuliers :**

- Il arrive aussi que certains producteurs soient intervenus dans plusieurs domaines d'activité. Pour aider le lecteur à repérer tous les ensembles d'archives pouvant toucher à un même thème, tout en respectant le contexte de production des archives<sup>44</sup>, nous avons alors laissé le(s) versement(s) dans le chapitre consacré au domaine d'activité principal du producteur, tout en ajoutant un renvoi vers le chapitre consacré alors à ce qui peut être considéré comme son domaine d'activité « secondaire ». Aussi, en complément d'information, un tableau des différents domaines d'activité principaux et secondaires de chaque producteur a-t-il été présenté en annexe.
- Par ailleurs, pour faciliter l'orientation du lecteur à travers les modifications successives de l'organigramme des services de la Région, il a été décidé d'incorporer chaque producteur dans la rubrique consacrée à son dernier rattachement hiérarchique.
- De même, les producteurs qui ont simplement changé d'intitulé sont présentés sous leur intitulé le plus récent. Une chronologie, au niveau du nom du producteur, est présentée pour aider le lecteur à comprendre cette évolution.
- Quelques versements sont également le résultat de traitements provisoires de vrac où plusieurs producteurs ont été identifiés. Destinés à être retraités, ils ont été provisoirement enregistrés comme versements du service chargé des Archives régionales ; des renvois vers les domaines d'activité des producteurs réels permettent de guider le lecteur vers d'autres sources d'informations présentes dans les fonds.
- Des renvois vers les notices descriptives de la série Num précisent à partir de quels versements ont été effectuées les reproductions numériques.

---

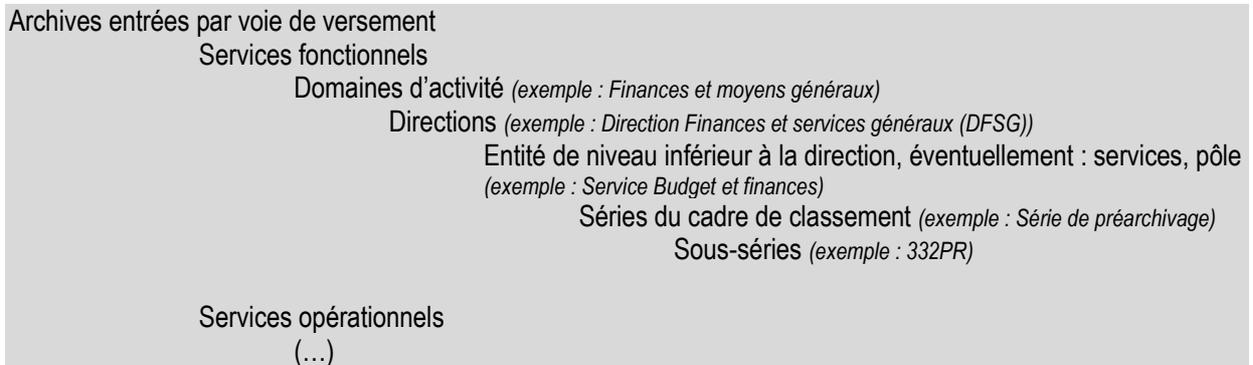
<sup>42</sup> Voir le glossaire en annexe.

<sup>43</sup> Voir le glossaire, les domaines d'activité des producteurs d'archives et les nombres de cotes par domaine d'activité et par type de service en annexe.

<sup>44</sup> Voir le glossaire en annexe.

Aux niveaux inférieurs, les entrées ou autres sous-ensembles d'archives sont répertoriés systématiquement par série<sup>45</sup> (Num, PR, W), puis par sous-série, dont le numéro dépend de l'ordre chronologique d'entrée ou de reclassement. Les entrées d'archives les plus anciennes ne concernent donc pas forcément les documents les plus anciens.

Pour accompagner le lecteur à se repérer, voici une schématisation de la première partie du plan de classement du présent guide :



Pour ne pas multiplier les sous-niveaux de ce plan de classement et pour faciliter les mises à jour ultérieures du guide, les sous-séries n'ont pas été regroupées par objet, bien qu'elles auraient pu l'être dans quelques cas.

Enfin, les introductions des rubriques consacrées aux domaines d'activité présentent toujours, la nature du domaine d'activité, une énumération des directions en charge du domaine et ayant versé des documents.

#### - ARCHIVES ENTRÉES PAR VOIE EXTRAORDINAIRE

La deuxième partie du guide concerne les archives d'organismes satellites, d'Olivier Guichard et des témoignages oraux d'agents ayant travaillé à la Région. Le lecteur peut se référer à la première partie de l'introduction pour de plus amples explications sur ces producteurs.

La cotation des entrées ou sous-ensembles constitués par reclassement est régie selon les mêmes que les archives entrées par voie de versement, soit les séries PR et W. Néanmoins, la particularité de cette partie réside dans l'existence de la série AV, correspondant réglementairement, comme expliqué plus haut, aux documents audiovisuels entrés par voie extraordinaire, pour les témoignages oraux des agents de la région partis en retraite.

De plus, des renvois entre les deux premières parties du guide sont effectués puisque les domaines d'activité correspondent aux activités exercés par les organismes satellites, Olivier Guichard et les anciens agents de la Région.

#### - DOCUMENTATION ENTRÉE EN BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE

La troisième partie décrit la bibliothèque historique des Archives régionales cotée exclusivement dans la série ARB. Les sous-séries correspondent aux formats des publications. Cependant, le catalogue de la bibliothèque historique existant les regroupe intellectuellement par grands thèmes. Aussi convient-il au lecteur de se référer à l'instrument de recherche disponible en salle de lecture pour connaître les thèmes évoqués par ces documents, par ailleurs très nombreux, ce qui explique qu'il n'y ait pas été mise en place de système de renvois avec les autres chapitres tel que ceux qui ont été insérés dans les autres parties du guide.

---

<sup>45</sup> Voir le cadre de classement utilisé aux Archives régionales en annexe.

S'il souhaite consulter les publications produites par la Région, comme *Le Magazine régional* par exemple, le lecteur doit se référer à la partie consacrée aux archives entrées par voie de versement puisqu'elles ont été réalisées dans le cadre de l'activité des services régionaux.

#### 4.2. PRESENTATION DES FICHES OU « NOTICES » DE DESCRIPTION

La rédaction d'une fiche ou notice de description par sous-série, imposée par le plan de classement du guide adopté (pour permettre le retrait ou l'intégration de nouvelles sous-séries), présente l'avantage de faire correspondre les fiches ou notices décrivant chaque sous-ensemble avec un unique instrument de recherche. La provenance des archives mentionnées reste également claire. Par contre, les regroupements intellectuels entre notices ne sont pas tous établis, puisque la réalité physique des ensembles de documents prime.

Pour ces trois parties, chaque sous-série d'archives conservée fait en effet l'objet d'une notice de description identifiable par une référence alphanumérique ou groupe de cotes composée de trois éléments :

- le numéro de sous-série (qui est souvent le numéro du versement) ;
- la série de classement (PR, W, Num, AV ou ARB) ;
- les numéros du groupe d'articles.

Une analyse sommaire s'y rattache du type [Objet principal. - Objet secondaire, action(s) : typologie documentaire.]. La description comporte également les dates du document le plus ancien et du document le plus récent de la sous-série, les différents délais de communicabilité<sup>46</sup> applicables au groupe d'articles, son métrage linéaire et désigne l'instrument de recherche disponible en salle de lecture.

Pour accompagner le lecteur à se repérer, voici une schématisation des analyses archivistiques présentes dans le guide :

**Groupe de cotes**    Objet principal. - Objet secondaire, action(s) : typologie documentaire.

Nom de l'instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Métrage linéaires
---	----------------	-----------------	-------------------

La discontinuité de la cotation dans certains versements s'explique par des événements divers comme le retrait de certaines boîtes d'archives pour retour dans les services versants, un reclassement partiel ou des éliminations réglementaires, comme expliqué plus haut. Le métrage linéaire indiqué correspond donc au métrage linéaire présent dans le fonds au 1<sup>er</sup> juillet 2014 et non nécessairement au métrage linéaire entré à l'origine.

Voici un récapitulatif des systèmes de renvois entre notices :

- renvois entre un service producteur et les chapitres consacrés à ses domaines d'activité secondaires ;
- renvois entre les quelques versements enregistrés provisoirement au nom du Pôle Archives régionales et les chapitres consacrés à leurs véritables producteurs ;
- renvois entre les références de documents originaux et celles de leurs reproductions numériques ;
- renvois entre les descriptions d'archives entrées par voie extraordinaire et les chapitres consacrés aux domaines d'intervention des archives entrées par voie de versement.

Ils s'articulent sous forme de tableau dans les différents chapitres du guide.

<sup>46</sup> Voir les différents délais de communicabilité des archives publiques en annexe.

### **5. Intérêt des fonds et orientations de recherche offertes**

La collectivité étant de création récente, la plupart des archives régionales sont postérieures à 1982. Les archives publiques les plus anciennes, provenant de l'activité des ancêtres de l'administration actuelle, c'est-à-dire la mission régionale et EPR, peuvent remonter aux années 1960 et 1970. Le fonds d'archives régionales est une source incontournable pour appréhender l'histoire politique et institutionnelle contemporaine au niveau régional, mais aussi aux niveaux national et même international. Il témoigne du processus de décentralisation des compétences publiques.

Les archives produites et reçues par les directions chargées des politiques publiques et par le CESER peuvent servir de support à des études d'ordre économique et social. Leur lecture aide à la compréhension des politiques d'aménagement du territoire (industrialisation, infrastructures, développement agricole, restructuration du commerce et de l'artisanat), des réflexions engagées dans ce domaine, des stratégies opérées et des actions menées. La lecture des archives régionales permet de suivre également les stratégies mises en place en matière de formation professionnelle par la collectivité territoriale et les organismes de formation affiliés, la politique régionale vis-à-vis de l'emploi. À l'échelle européenne, on peut s'intéresser à l'action de coopération des Pays de la Loire avec d'autres régions dans différents domaines (échanges scolaires et culturels, partenariats touristiques, etc.). Des études peuvent être menées quant à la participation de la Région à des réseaux interrégionaux (Assemblée des régions d'Europe et Conférence des régions périphériques). Concernant l'éducation, les archives régionales témoignent des évolutions des pratiques éducatives dans l'enseignement secondaire : l'émergence des filières technologiques et professionnelles, l'introduction des technologies de l'information et de la communication par exemple. Une analyse des formes et des pratiques culturelles ligériennes peut être réalisée. Les sources relatives à la communication font apparaître le message que la Région souhaite faire passer au public. Il s'agit de susciter son intérêt quant aux actions engagées par l'institution, démontrer sa légitimité dans le champ institutionnel français et donner du sens à l'appartenance au territoire.

Les entretiens auprès de futurs retraités des services du Conseil régional (série AV) constituent une source originale afin d'appréhender l'histoire du Conseil régional à travers le point de vue des acteurs, les relations entre agents et l'accroissement des domaines de compétences régionales. Les thèmes abordés sont les suivants : itinéraire personnel du témoin, domaines d'activités, vision de l'institution et de l'administration régionale pendant la carrière, l'histoire du personnel et des métiers.

À noter également la consultation possible du fonds Olivier Guichard, considéré parfois comme le père de l'aménagement du territoire et figure politique majeure des années 1970 aux années 1990 tant sur le plan local que national. Les documents permettent donc de découvrir plus précisément le contexte d'évolution de la Région. Olivier Guichard fut également un témoin privilégié de la mise en place de la V<sup>e</sup> République aux côtés d'hommes et de femmes politiques marquants (le général De Gaulle, Georges Pompidou, etc.). Les archives émanant de ses différents mandats permettent de s'immerger dans la vie politique française contemporaine et de comprendre les remous qui l'ont marquée (alternance politique, cohabitation, etc.) du point de vue d'un gaulliste. Ce fonds constitue un apport essentiel pour comprendre la mise en place d'un nouvel aménagement du territoire français et de différentes mesures qui ont abouti aux lois de décentralisation.

### **6. Délais de communicabilité, conditions d'accès, conditions de reproduction, droits d'exploitation**

Le guide indique pour les archives publiques les délais de communicabilité conformes aux règles applicables aux archives publiques (article L. 213-2 du code du patrimoine), quel que soit son lieu de conservation. En principe, tout document public est communicable immédiatement sauf s'il comporte une information dont la communication porte atteinte à un secret que la loi entend protéger ou à la sécurité publique. À chaque type de secret correspond un délai<sup>47</sup>.

---

<sup>47</sup> Voir les différents délais applicables aux archives régionales en annexe.

Une communication avec occultation ou disjonction de certaines informations mettant en jeu la sécurité publique ou un des secrets protégés par la loi<sup>48</sup> est parfois envisageable ; elle peut même être recommandée si l'occultation ne dénature pas le sens du document ou ne nuit pas à l'intérêt de la communication.

Pour obtenir une dérogation à ces délais légaux, il convient de déposer une demande aux Archives régionales avec les cotes et l'analyse des documents demandés. La demande doit être motivée (établissement de droits, recherche historique, etc.). Les Archives régionales se chargent ensuite d'instruire la demande auprès des services compétents (service, direction ou organisme versant) et du Service interministériel des Archives de France (SIAF).

La communicabilité des documents entrés par voie extraordinaire (archives privées, témoignages oraux recueillis par les Archives régionales) n'est pas toujours régie par la réglementation décrite en annexe. Les délais indiqués sont alors fixés par des conventions établies avec le donateur ou le témoin.

L'accès aux Archives régionales s'exerce par consultation gratuite sur place. Elle peut être refusée si la préservation du document ne le permet pas. La délivrance de reproductions doit être compatible avec les possibilités matérielles du service et la bonne conservation des documents. Sont exclus de la reproduction les documents fragiles ou en mauvais état. Des copies sont délivrées aux frais de la personne qui en fait la demande, selon les tarifs de reproduction des documents administratifs en vigueur<sup>49</sup>. La délivrance de copie sur support numérique d'un document administratif est autorisée.

Concernant la réutilisation des documents dont la Région détient les droits, elle est encadrée par plusieurs textes législatifs et par le règlement général de réutilisation voté par le Conseil régional. Pour plus d'information, le lecteur peut se référer à notre réglementation pour prendre connaissance de ces conditions.

## **7. Sources complémentaires**

Les sources complémentaires sur les sujets d'étude que les Archives régionales permettent d'aborder se révèlent trop nombreuses pour permettre une présentation exhaustive dans ce guide. C'est pourquoi nous nous bornerons à présenter quelques lieux de conservation d'archives. Les répertoires détaillés existants portant sur des ensembles spécifiques proposent des sources complémentaires plus détaillées.

Les **Archives départementales de Loire-Atlantique** conservent les archives de la Mission régionale, service du préfet de Région des Pays de la Loire chargé, jusqu'aux lois de décentralisation et la mise en place d'un personnel régional, de préparer et exécuter les décisions de l'assemblée (époque de l'EPR). Une partie des archives de cette première phase de l'existence de la Région y est donc présente.

La consultation des archives plus récentes des services déconcentrés de l'État donne le point de vue de ce dernier sur les actions communes, les cofinancements (les contrats de plan par exemple) et partenariats. On peut citer à ce sujet les archives du Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR), du Rectorat de Nantes et des autres directions régionales. Ces archives historiques sont versées à terme aux Archives départementales de leur siège. Pour les périodes récentes, elles sont conservées par ces administrations elles-mêmes.

La Région entretient également des relations avec des **établissements publics** comme par exemple le Port Autonome de Nantes-Saint-Nazaire qui dispose de son propre service d'archives.

Elle travaille en lien avec diverses collectivités territoriales (conseil général, communes, communautés de communes, syndicats intercommunaux). Les archives produites par ces collectivités font mention des actions entreprises par la Région sur le territoire ligérien et des relations qu'elle alimente avec elles. De même, leurs

---

<sup>48</sup> Conformément à l'article 6 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

<sup>49</sup>Au titre de la loi du 17 juillet 1978 modifiée par la loi du 12 avril 2000 et ses décrets d'application.

archives sont conservées soit dans le service d'archives correspondant s'il existe (archives départementales, communales voire intercommunales), soit par les services administratifs.

Les **services d'archives des régions** partenaires des Pays de la Loire conservent des sources complémentaires sur leurs réseaux communs, pour la coopération interrégionale par exemple et sur les regroupements dont la Région a été membre (Association des régions de France et Conférence des régions périphériques maritimes). Les archives traitant de ces derniers se trouvent dans des services régionaux.

En ce qui concerne le fonds Olivier Guichard, celui-ci peut être complété par des fonds conservés aux Archives nationales (archives de la présidence de la République, du premier ministre et des ministères) ou encore d'autres structures comme la Fondation De Gaulle ou l'Association Georges Pompidou par exemple.

# BIBLIOGRAPHIE

## 1. Collectivités territoriales

### 1.1. TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

Code général des collectivités territoriales, version consolidée au 29 mai 2017.

Loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Loi du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral.

Loi du 27 janvier 2014 sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM).

Décret n°2011-112 du 27 janvier 2011 relatif à la composition et au renouvellement des CESER.

Loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales.

Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant un engagement national pour l'environnement.

Loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie.

Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République.

Loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Loi n°2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale.

La loi n°99-587 du 12 juillet 1999 relative à l'innovation et à la recherche.

Loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

Loi quinquennale n°93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle.

Loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République.

Loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation.

Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.

Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.

Loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Loi n°72-619 du 5 juillet 1972 portant sur la création et organisation des régions.

Décret n°64-251 du 14 mars 1964 relatif à l'organisation des services de l'Etat dans les circonscriptions d'action régionale.

Décret n°59-171 du 7 janvier 1959 portant harmonisation des circonscriptions administratives de la France métropolitaine en vue de la mise en œuvre des programmes d'action régionale et le décret n°60-516 du 2 juin 1960 portant harmonisation des circonscriptions administratives.

Arrête du 28 novembre 1956 relatif à la définition du cadre du programme d'action régionale.

Décret n°55-873 du 30 juin 1955 relatif à l'établissement de programmes d'action régionale.

Décret n°54-1231 du 11 décembre 1954 relatif à l'institution de comités d'expansion économique et de commissions régionales de coordination.

Loi n°54-809 du 14 août 1954 relative au redressement financier : mise en œuvre d'un programme d'équilibre financier d'expansion économique et de progrès social.

Arrêté ministériel du 5 avril 1919 relatif à la création des 17 groupements économiques régionaux.

Décret du 15 janvier 1790 relatif à la création de 83 départements en France.

## 1.2. PUBLICATIONS

BAZOCHE, Maud. *Du morcellement communal de 1789 à l'émiettement intercommunal et contractuel de 2000*. Paris : L'Harmattan, 2002. 400 p.

BŒUF, Jean-Luc. *Les collectivités territoriales et la décentralisation*. Paris : La Documentation française, 2008, 166 p.

BONNARD, Maryvonne. *Les collectivités territoriales*. Paris : La Documentation française, 2009, 254 p.

MURET, Jean-Pierre, FOURNIER, Daniel, PEYRE Serge, et al. *Le Conseil régional : les nouveaux textes législatifs, la démocratie, la loi électorale, l'analyse financière, le budget, les actions régionales*. Paris : Syros, 1986, 299 p.

PONTIER, Jean-Marie. *La Région*. Paris : Dalloz, 1998, 408 p.

REMOND, Bruno. *La Région, une France d'avenir*. Paris : Institut de la décentralisation, 2006, 60 p.

## **2. Archives régionales**

### 2.1. TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

Code du patrimoine, version consolidée au 30 mai 2014.

Préconisations DGP/SIAF/2013/004 du 10 novembre 2013. Tri et conservation des archives produites par les régions, les établissements publics régionaux et les organismes associés aux régions.

Instruction DAF/DPACI/RES/2009/018 relative au tri et à la conservation des archives produites par les services communs à l'ensemble des collectivités territoriales (communes, départements et régions) et structures intercommunales.

Loi n°2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives.

Note DITN/RES/2003/001 du 17 octobre 2003 relatif aux guides de(s) sources et guide de recherche.

Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Circulaire AD 98-8 du 18 décembre 1998 relative au classement et la cotation des archives dans les services d'archives départementales.

Circulaire AD 79-6 du 31 décembre 1979 relative au traitement des documents des archives départementales postérieurs au 10 juillet 1940.

Note AD 7719-1649 du 7 avril 1986 relative à la conservation, classement, cotation et catalogage des documents sonores dans les archives départementales et communales.

Loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Circulaire AD 69-2 du 8 avril 1969 relatif aux guides d'archives départementales.

2.2. PUBLICATIONS

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE. *Dictionnaire de terminologie archivistique*. 2002, 37 p.

NOUGARET (Christine), GALLAND (Bruno). *Les instruments de recherche dans les archives*, Paris, La Documentation française, 1999, p. 132

**3. Revues, périodiques, publications principales de la Région**

*Le Régional*, Nantes, Région Pays de la Loire, 1988-2002.

*Le Journal des Pays de la Loire*, Nantes, Région Pays de la Loire, 1991-1999.

*Pays de la Loire magazine*, Nantes, Région Pays de la Loire, 2005-2008.

*La lettre du Conseil régional des Pays de la Loire*, Nantes, Région Pays de la Loire, 2006-2009.

*L'esprit grand ouvert*, Nantes, Région Pays de la Loire, 2009.

Service des Assemblées, *Recueil des actes administratifs*, Nantes, Région Pays de la Loire, 1974-2009.

**4. Olivier Guichard**

GRASSIN, Maurice, *Olivier GUICHARD*. Laval-Nantes : Siloë, 1996, 280 p.

GUICHARD, Olivier. *Propositions pour l'aménagement du territoire*. Paris : La Documentation française, 1986, 61 p.

GUICHARD, Olivier. *Vivre ensemble*. Paris : La Documentation française, 1976, 431 p.

# **GUIDE**

## ARCHIVES ENTRÉES PAR VOIE DE VERSEMENT

### SERVICES FONCTIONNELS

#### SERVICES ASSURANT LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RÉGIONAL, L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET LES RESSOURCES HUMAINES

Plusieurs services assurent le fonctionnement du Conseil régional, l'administration générale et les ressources humaines. Il s'agit d'abord d'accompagner le Conseil régional dans sa mission délibérative, en préparant, en publiant ses décisions, en organisant ses réunions régulières (au moins quatre par an), ainsi que celle de sa commission permanente et de ses commissions sectorielles. Son fonctionnement passe par la gestion des ressources humaines qui consiste à gérer les carrières, les définitions des postes, les recrutements, etc. L'administration générale englobe aussi, bien sûr, la logistique, la gestion, l'organisation et la coordination des activités permettant d'assurer le fonctionnement de la Région.

Plusieurs directions se sont succédé avec des appellations différentes pour assurer le fonctionnement du Conseil régional, de l'administration et des ressources humaines. Le caractère inextricable de ces domaines est lié à l'évolution de la collectivité depuis sa création et à la répartition progressive des activités entre services, directions, etc. assurant le fonctionnement de la Région au fil du temps.

Les directions ayant versées des archives sont énumérées ci-dessous :

- de 1996 à 2004, la Direction Assemblée, ressources humaines et administration (DARHA) a versé les archives relevant des trois fonctions ;
- à partir de 2005, ces fonctions se sont divisées entre différentes directions de la Région. La Direction Ressources humaines (DRH) est alors créée ;
- de 2005 à 2006, le fonctionnement du Conseil régional et de l'administration générale a été assuré par la Direction Finances et services généraux (DFSG) ;
- de 2006 à 2008, le fonctionnement du Conseil régional a été assuré par la Direction Services généraux et assemblées (DSGA) et celui de l'administration générale par la DSGA et la DFSG ;
- de 2008 à 2010, le fonctionnement du Conseil régional a été assuré par la Direction Services communs et Assemblées (DSCA) et celui de l'administration générale par la DSCA et la DFSG ;
- de 2010 à 2017, c'est à la Direction Assemblées et moyens généraux (DAMG) qu'incombe le fonctionnement Conseil régional et de l'administration générale. La DRH reste toujours la direction assurant la gestion des ressources humaines.

À noter, entre 2010 et 2017, d'autres directions participent aussi à ce fonctionnement comme la Direction Coordination et international (DCI) par exemple, mais n'ont pas versé à ce jour.

Comme expliqué dans l'introduction du guide<sup>50</sup> les différents renvois entre notices s'articulent sous forme de tableau dans les différents chapitres du guide pour compléter le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Finances et moyens généraux</b>	
	Direction Budget et services administratifs (DBSA)	365PR Indemnités et frais de déplacements des élus du Conseil régional et du CESR de 1974 à 1989.

<sup>50</sup> Se référer à la partie « 4.2. Présentation des fiches ou « notices » de description » dans l'introduction du guide.

Renvoi vers la partie		Cotes	Descriptions
	Direction Affaires financières, informatique et gestion (DAFIG)	<b>35W</b>	Dossiers des procédures et d'organisation interne de l'Assemblée, de réflexions stratégiques du service chargé des finances et des dossiers relatives aux ressources humaines de 1974 à 1998.
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sports</b>		
	Direction Culture et sports (DCS)	<b>433PR</b>	Rapports, études émanant des relations de l'Établissement public régional (EPR) puis du Conseil régional avec l'État de 1974 à 1999 et publications officielles du Conseil régional de 1986 à 2005.
		<b>1W, 8W, et 30W</b>	Publications officielles des séances plénières du Conseil régional et des commissions permanentes de 1974 à 2004.
		<b>395PR</b>	Publications régionales de la DRH et ses ancêtres de 1990 à 2005, du Service Juridique de la DARHA de 2001 à 2002 et du Service Assemblée de 1980 à 2003.
<b>398 PR</b>		Ouvrages, périodiques et publications officielles produits par les services de la Région Pays de la Loire, rassemblés par les Archives régionales (1974-2006)	
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Témoignages oraux</b>		
	Odile Martineau	<b>12AV 3</b>	Responsable du service juridique (1994-1998, 2004-2007) et responsable du service juridique, documentation et archives (1998-2002).
	Joël Leblay	<b>12AV 4</b>	Serveur, agent technique au service intérieur devenu Service chargé des interventions techniques et logistiques (SITEL) (1987-2007).
	<b>Organismes satellites</b>		
	Comité des Œuvres sociales (COS)	<b>282PR</b>	Archives relatives au fonctionnement du premier COS de 1990 à 1999.
	Association du personnel de la région des Pays de la Loire (APRPL)	<b>471PR, 52W</b>	Archives relatives au fonctionnement de l'APRPL et aux prestations sociales et activités ludiques gérées par l'association de 1987 à 2007.

### Direction Assemblée, ressources humaines et administration (DARHA)

La DARHA regroupait de 1996 à 2004 le Service Ressources humaines, le Service Coordination interne et générale, le Service Juridique, documentation, archives et le Service Assemblée.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**362PR** Serveur vocal de l'Assemblée « Cinq sur cinq ». - Projet : études, notes, documentation.

3

Bordereau de versement      **1992-1993**      immédiate      0, 10 ml

### Service Ressources humaines

Rattachements hiérarchiques successifs :

- 1992-1996 : Direction Ressources humaines, assemblée, informatique et finances (DRHAIF) ;
- 1996 : DARHA.

Ce service a repris les missions du Service Personnel qui a existé de 1991 à 1992.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

#### **Série de préarchivage**

**315PR** Gestion du personnel. - Carrières ; chômage, indemnisation ; vacataires, recrutement : bulletins de salaire, dossiers individuels, correspondance.  
10-21,  
62-87,  
91-94

Bordereau de versement      **1975-1996**      50 ans ou 120 ans      4, 25 ml

**437PR** Gestion du personnel. - Agents territoriaux ; stagiaires : dossiers individuels, bulletins de salaire.  
1-21

Répertoire numérique détaillé      **1990-1998**      50 ans      2, 42 ml

#### **Série d'archives historiques**

**12W** Gestion du personnel. - Secrétariat, fonctionnement ; effectifs ; conditions de travail ; Comité technique paritaire (CTP) ; Commission administrative paritaire (CAP) ; personnel régional, création de statut, gestion de carrières, évaluation, recrutement, formation ; paie : chronos de correspondance, dossiers individuels, journaux de paie, états liquidés, bulletins de paie, dossiers d'inscription.  
1-100

Répertoire numérique détaillé      **1968-1997**      immédiate ou 50 ans      11, 80 ml

## Direction Assemblées et moyens généraux (DAMG)

Issue d'un changement d'organisation des services en 2010, la DAMG gère jusqu'en janvier 2017 la « vie courante » de l'institution. Elle recense une quinzaine de métiers (cuisinier, chauffeur, chargé d'accueil, gestionnaire courrier,...), permettant le fonctionnement interne de la collectivité.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
<b>Série d'archives historiques</b>					
<b>37W</b> 1-62	Commissions permanentes. - Délibérations : dossiers de séances, recueils des actes administratifs (RAA), publications officielles, fiches de visas, dossiers d'organisation matérielle, rapports. Conseil régional des Jeunes (CRJ). - Mise en place, réflexion et désignation ; réunions ; productions du CRJ ; relations avec les partenaires institutionnels ; évaluation, marché public : notes, projets, revue de presse, correspondance, documentation, listes, dossiers de candidatures, procès-verbal, bilans, formulaires, dossiers d'organisation matérielle, comptes rendus, rapports, dossier d'appel d'offre et réponses.	Bordereau de versement	<b>2000-2010</b>	immédiate ou 50 ans	7, 32 ml
<b>39W</b> 1-47	Commissions sectorielles, délibérations : rapports, dossiers d'organisation matérielle, dossiers de séance, cédéroms. Association des anciens conseillers régionaux : rapports, statuts.	Bordereau de versement	<b>1998-2011</b>	immédiate ou 50 ans	5, 55 ml
<b>42W</b> 1-3	Hôtel de région, construction : dossiers techniques, plans, photographies, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1983-2001</b>	immédiate	0, 28 ml

### Service Assemblées

Rattachements hiérarchiques successifs :

- 1988-1994 : Direction générale des services (DGS) ;
- 1994-1996 : Direction Assemblée, plan, évaluations et coordination (DAPEC) ;
- 1996-2004 : DARHA ;
- 2004-2006 : Direction Finances et services généraux (DFSG) ;
- 2006-2008 : DSGA ;
- 2008-2010 : DCSA ;
- 2010-2017 : DAMG.

Ce service assure l'ensemble du processus de décision du Conseil régional (calendrier des séances, convocations des élus, suivi des votes, gestion du déroulé et secrétariat des séances, diffusion des travaux, etc.) et une fonction « ressources humaines » auprès des élus avec par exemple leurs indemnités de fonctions, de formation et leurs frais de déplacement.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**396PR** Séances plénières, enregistrement : bandes magnétiques sonores.

1-27

Bordereau de versement      **1974-1994**      immédiate      3, 05 ml

### Série d'archives historiques

**2W** Séances plénières, délibérations ; commissions permanentes spécialisées et sectorielles, délibérations ; bureau, fonctionnement ; conseillers régionaux, indemnités versées ; groupes de travail, fonctionnement : comptes rendus, documentation, rapports, décisions, avis.

1-562

Sessions, délibérations du conseil régional avant et après la décentralisation : recueils, rapports du préfet de région aux assemblées régionales.

Répertoire numérique détaillé      **1973-1998**      immédiate ou 50 ans      12, 87 ml

**13W** Séances plénières, délibérations ; commissions permanentes, délibérations : dossiers de séances, procès-verbaux, rapports, règlement intérieur, ordre du jour.

1-60

Bordereau de versement      **1990-1997**      immédiate      6, 60 ml

**17W** Séances plénières, délibérations ; commissions permanentes et sectorielles, délibérations : dossiers de séances, rapports, dossiers d'organisation matérielle, comptes rendus.

1-264

Bordereau de versement      **1986-2003**      immédiate      29, 04 ml

**18W** Commissions permanentes, délibérations ; commissions sectorielles, répartition des élus : dossiers d'organisation matérielle, dossiers de séances, rapports, panneau d'exposition.

1-23, 25-99

Bordereau de versement      **1998-2005**      immédiate      12, 64 ml

**21W** Commissions permanentes, délibérations : dossiers de préparation, rapports, fiches de visas, dossiers d'organisation matérielle, cédérom.

1-44

Bordereau de versement      **2005-2006**      50 ans      4, 84 ml

**27W** Commissions permanentes. - Délibérations : dossiers de séance, rapports, fiches de visas, dossiers d'organisation matérielle.

1-57

Bordereau de versement      **2006-2007**      immédiate      6, 55 ml

*Archives entrées par voie de versement – Services fonctionnels – Services assurant le fonctionnement du Conseil régional, l'administration générale et les ressources humaines*

<b>28W</b> 1-69	Commissions permanentes. - Délibérations : dossiers de séance, rapports, fiches de visas, dossiers d'organisation matérielle.	Bordereau de versement	<b>2008-2009</b>	immédiate	6, 90 ml
<b>31W</b> 1-54	Commissions permanentes et sectorielles. - Délibérations : dossiers de séance, fiches de visas, dossiers d'organisation matérielle, rapports.	Bordereau de versement	<b>2004-2010</b>	immédiate	5, 20 ml
<b>32W</b> 1-96	Séances plénières, délibérations ; statut des élus, gestion : rapports, dossiers d'organisation matérielle, procès-verbaux, dossiers mensuels d'indemnisation.	Bordereau de versement	<b>1994-2009</b>	immédiate	12 ml
<b>46W</b> 1-96	Séances plénières, délibérations ; commissions permanentes et sectorielles, délibérations : rapports, dossiers d'organisation matérielle, dossiers de séance.	Bordereau de versement	<b>2009-2012</b>	immédiate	11, 33 ml
<b>47W</b> 1-37	Commissions permanentes, délibérations : dossiers de séance.	Bordereau de versement	<b>2012-2013</b>	immédiate	4, 44 ml
<b>50W</b> 1-28	Commissions permanentes, délibérations : dossiers de séance.	Bordereau de versement	<b>2013</b>	immédiate	3, 36 ml
<b>59W</b> 1-50	Commissions permanentes, délibérations ; séances plénières, délibérations ; commissions sectorielles : recueils des actes administratifs (RAA), dossiers d'organisation matérielle, dossiers de séances, rapport, cédérom.	Bordereau de versement	<b>2012-2014</b>	immédiate	6, 64 ml
<b>63W</b> 1-28	Commissions permanentes, délibérations ; commissions sectorielles, délibérations : dossiers de séance, publications officielles, cédéroms, rapports.	Bordereau de versement	<b>2013-2014</b>	immédiate	3, 36 ml
<b>66W</b> 1-87	Séances plénières, délibérations ; commissions permanentes et commissions sectorielles, délibérations : dossiers de séance, recueils des actes administratifs (RAA), comptes rendus, enregistrement audiovisuel sur DVD.	Bordereau de versement	<b>2010-2015</b>	immédiate	10, 44 ml

### Pôle Secrétariat de la Présidence

Rattachements hiérarchiques successifs :

- depuis 2005 : Service Assemblées ;
  - 2005-2006 : sous le nom de Secrétariat de la présidence ;
  - 2007-2009 : sous le nom de Pôle Fonctionnement des assemblées ;
  - 2009-2015 : sous le nom de Pôle Secrétariat de la Présidence.

Le pôle gère l'agenda, les dossiers de préparation et suivi des rendez-vous du président du Conseil régional mais aussi les dossiers de séances et de réunions du Conseil régional, le suivi des actions et des affaires politiques régionales, en lien étroit avec le Cabinet du président Jacques Auxiette.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

#### **Série d'archives historiques**

**44W**  
1-88 Première mandature de Jacques Auxiette. - Réunions, manifestations et rendez-vous, préparation, suivi ; discours ; politique territoriale, contrat territorial unique (CTU), suivi : notes, correspondance, projet de texte, documents préparatoires et de synthèse, comptes rendus, chronos de discours.

Bordereau de versement      **2004-2011**      immédiate ou 50 ans      10, 74 ml

**48W**  
1-59 Première mandature de Jacques Auxiette. - Secrétariat du président ; organismes extérieurs ou stellites dans lesquels le président siège, réunion, manifestations, rendez-vous ; actions et affaires régionales, vie de la collectivité, relations interrégionales, suivi : courriers départ, documentation, correspondance, notes, convocations, ordre du jour, programmes, rapports.

Bordereau de versement      **2004-2011**      immédiate ou 50 ans      7, 60 ml

**55W**  
1-66 Première mandature de Jacques Auxiette. - Commissions sectorielles ; relations presse : notes, correspondance, projet de texte, documents préparatoires et de synthèse, comptes rendus.

Bordereau de versement      **2004-2013**      immédiate ou 50 ans      10 ml

**69W**  
1-155 Première et deuxième mandatures de Jacques Auxiette. – Suivi des actions et affaires politiques régionales, vie de la collectivité, relations interrégionales ; vie publique et secrétariat de Jacques Auxiette : notes, comptes rendus, correspondance, dossiers préparatoires remis au Président et annoté par lui. Mission gouvernementale confiée à Jacques Auxiette sur la réforme du système ferroviaire (2012-2014) : notes, comptes rendus, correspondance. Activités du directeur adjoint du Cabinet de Jacques Auxiette, suivi du projet de lycée à Beaupréau (Maine-et-Loire) (2005-2012) : échanges, notes, rapports.

Bordereau de versement      **2004-2015**      immédiate ou 50 ans      21, 9 ml

**Présidence de la Commission Culture, sport, citoyenneté et éducation populaire**

La Commission Culture, sport, citoyenneté et éducation est l'une des commissions sectorielles thématiques composées d'élus régionaux, qui préparent par leurs avis les décisions présentées au vote du conseil régional et de la commission permanente. Leur secrétariat et leur animation sont organisés depuis 2004 avec l'appui du Service Assemblées (Pôle Suivi des commissions permanentes et animation des commissions sectorielles).

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série d'archives historiques**

**70W** 1-5 Présidence de la Commission Culture, sport, citoyenneté et éducation populaire. - Conférence régionale consultative de la culture (CRCC), lancement, études, concertation, publications : notes, courriers, dossier de réunion, publications. Schémas régionaux ou départementaux en lien avec la politique régionale ; fonctionnement du groupe d'élus régionaux ; projets artistiques et sportifs du territoire : demandes de subventions, conventions, courriers, publications, enregistrements audiovisuels sur dvd.

Bordereau de versement      **2004-2015**      immédiate ou 50 ans      0, 8 ml

**Direction Ressources humaines (DRH)**

La DRH existe depuis 2004 et succède au précédent « Service du Personnel ». Sa fonction est la gestion du personnel : recrutement, rémunération, carrière, retraite, congés, formation, prévention, etc.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

**372PR** 1-129 Gestion du personnel. - Stagiaires, agents permanents et non permanents, suivi : dossiers individuels, rapports de stages, bulletins de salaire, états liquidés, courriers, notes.

Bordereau de versement      **1990-2003**      immédiate ou 50 ans      13, 60 ml

**479PR** 1-524 Gestion du personnel. - Prestations sociales ; paie : formulaires, pièces justificatives, états liquidatifs, journaux et bulletins de paie. Gestion individuelle : dossiers de personnel. Frais de déplacement : dossiers de demandes, ordres de mission permanents. Plan de mobilité, remboursement des agents : demandes individuelles, pièces justificatives.

Bordereau de versement      **1975-2014**      50 ans      77, 55 ml

## Pôle Affaires juridiques

Le Pôle a un rôle de consultant sur les questions relatives au droit, pour la rédaction et le contrôle des actes administratifs engageant la responsabilité de la collectivité par exemple. Il assure également les dossiers de contentieux de la Région. Il a connu plusieurs rattachements hiérarchiques et sous différentes appellations depuis sa création en 1992 :

- 1992-1994 : Direction Générale des services (DGS) ;
- 1994 : Direction Ressources humaines, administration, informatique et finances (DRHAIF) ;
- 1994-1996 : Direction Assemblée, plan évaluation et coordination (DAPEC) ;
- 1996-2004 : Direction Assemblée, ressources humaines et administration (DARHA) ;
- 2004-2007 : Direction Coordination, conseil et contrôle (D3C) ;
- 2007-2017 : DGS.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série d'archives historiques

**56W**  
1-37  
Contentieux clos. - Subventions ; marchés publics, garantie constructeur décennale, demandes d'annulation ; personnel, refus de changement de poste, sanction disciplinaire : requêtes, mémoires, correspondance, documents de travail, décisions de justice, exécution des décisions de justice.  
Prestation de conseil juridique. - Marchés publics : pièces contractuelles, note, correspondance, délibération.  
Affaires hors contentieux. - Examen de dossiers de subventions : délibérations, documents de travail, correspondance.

Bordereau de versement      **1982-2012**      25, 50 ou 75 ans      4, 67 ml

**72W**  
1-21  
Contentieux clos : recours gracieux, plaintes, requêtes, mémoires, documents de travail, correspondance, décisions de justice.  
Arrêtés de délégation de signature et d'organisation des services : exemplaires originaux.  
Prestation de conseil juridique, marchés publics : pièces contractuelles, note, correspondance, délibération.

Bordereau de versement      **1991-2015**      immédiate, 25 ou 75 ans      2, 63 ml

### Mission Inspection de l'administration régionale (MIAR)

Rattachée à la Direction générale des services de 2004 à 2010, la Mission Inspection de l'administration régionale avait pour missions de contribuer au bon fonctionnement de l'administration régionale et à la bonne utilisation des concours financiers accordés à des organismes tiers, par les contrôles et études effectués à la demande du président ou du directeur général des services. Son intitulé a légèrement varié pendant cette période, par la suppression du terme « Mission » à partir de 2008 et par le rattachement ponctuel du Pôle juridique entre 2007 et 2010 : « Inspection, affaires juridiques et évaluation » (IAJE). En 2010, la mission d'évaluation est rattachée à la Direction Communication interne, conseil, coordination, contractualisation et affaires européennes (D4CAE).

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

#### Série de préarchivage

**380PR** Direction Assemblées ressources humaines et administration (DARHA), fonctionnement : états et justificatifs de frais de déplacements, compte rendu de réunion, documentation. Fondation de France (archives personnelle de la responsable de la MIAR), activités : comptes rendus, correspondance, publications, notes, discours.

7

Bordereau de versement

1983-1998

50 ans

0, 1 ml

## CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL RÉGIONAL (CESER)

C'est un organe propre aux régions dont la consultation est obligatoire et préalable aux délibérations du Conseil régional pour la préparation de quatre types de documents : ceux qui sont relatifs à la préparation et à l'exécution du Plan de la Nation, le projet de Plan de la Région et son bilan annuel d'exécution, les orientations générales du projet de budget régional, et enfin les grandes orientations générales du domaine de la Région comme les schémas et programmes de développement. Il produit des études demandées par le président du Conseil régional. Il peut également s'autosaisir sur un sujet d'intérêt régional. Ses avis et études sont préparés au sein de commissions intérieures de travail et d'études. Il dispose d'un service qui organise les sessions tout en jouant un rôle de cabinet. Depuis 2010, le Conseil économique et social régional (CESR) s'est transformés en Conseil économique social et environnemental régional (CESER).

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Finances et moyens généraux</b>	
	Direction Budget et services administratifs (DBSA)	365PR Indemnités et frais de déplacements des élus du Conseil régional et du CESR de 1974 à 1989.
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sports</b>	
	Direction Culture et sports (DCS)	433PR Publications officielles de 1998 à 1999.

### Service chargé du fonctionnement du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER)

Comme le nom de la chambre a changé depuis sa création, le nom des services a aussi évolué au fil des années :

- 1972-1992 : Comité économique et social (CES) ;
- 1992-2010 : Conseil économique et social régional (CESR) ;
- depuis 2010 : Conseil économique, social et environnemental régional (CESER).

Se référer ci-dessus à la partie présentant le domaine d'intervention pour de plus amples informations sur les activités menées par le CESER.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**393PR** Séances plénières, délibérations ; bureau, délibérations ; commissions, préparation : rapports, vœux, avis, procès-verbaux, publications, comptes rendus.

1-24

Répertoire numérique

1974-2004

immédiate

2, 74 ml

*Archives entrées par voie de versement – Services fonctionnels – Conseil économique, social et environnemental régional (CESER)*

**400PR** Séances, enregistrement : bandes magnétiques sonores.

1-8

Bordereau de versement      **1974-1983**      immédiate      1, 15 ml

**402PR** Fonctionnement : chronos, cartons de réponses d'invitations.

1-8

Bordereau de versement      **1995-2000**      immédiate      0, 94 ml

**Série d'archives historiques**

**9W** Sessions, délibérations : convocations, avis, comptes rendus, procès-verbaux, correspondance.

1-140

Bordereau de versement      **1974-1999**      immédiate      15, 40 ml

**10W** Sessions, délibérations ; organismes extérieurs, relations ; groupes de travail spécialisés et temporaires, fonctionnement ; plan, préparation et exécution ; commissions, fonctionnement : chronos de courrier, procès-verbaux, comptes rendus, documentation, conventions, études, rapports, bulletins d'information, coupures de presse.

1-30

Répertoire numérique détaillé      **1968-1989**      immédiate ou 50 ans      3, 30 ml

## CABINET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL

Le Cabinet du président du Conseil régional est institué à partir de janvier 1974. Ses missions consistent à l'accompagner dans l'exercice de ses responsabilités, à préparer ses décisions et à suivre leur mise en œuvre. Le Cabinet gère l'emploi du temps du président, répond aux sollicitations et prépare ses interventions publiques.

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Communication</b>	
	Direction Communication (DCOM)	<b>33W</b> Photographies, cassettes audio, articles de journaux et communiqués de presse d'événements suivis par le Service Presse de 1984 à 1998.
	<b>Services assurant le fonctionnement du Conseil régional, l'administration générale et les ressources humaines</b>	
Direction Assemblées et moyens généraux (DAMG), Pôle Secrétariat de la présidence	<b>44W</b> <b>48W</b> <b>55W</b> <b>69W</b>	Dossiers de réunions, manifestations et rendez-vous du Président ; suivi des actions et affaires politiques régionales de 2004 à 2015 (première et deuxième mandatures de Jacques Auxiette).
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Témoignages oraux</b>	
	Jean Lelu	<b>12AV 1</b> Conseiller auprès du président du Conseil régional de 2002 à 2004.
	<b>Fonds Olivier Guichard</b>	
	<b>23W</b>	Archives produites et reçues par Olivier Guichard, président du conseil régional des Pays de la Loire de 1974 à 1998.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série d'archives historiques

**25W**  
1-265 Cabinets des Présidents de 1974 à 2004 (Olivier Guichard, François Fillon, Jean-Luc Harousseau). - Assemblée régionale, fonctionnement, affaires politiques ; représentation de la région des Pays de la Loire, vie publique locale du président et des conseillers régionaux ; missions régionales, interventions du président ; réseaux de coopérations interrégionales, coopérations et relations avec les régions françaises, Conseil de l'Europe, Communauté économique européenne (CEE), Assemblée des Régions d'Europe (ARE), coopération entre les régions méditerranéennes ; relations avec les administrés, audiences, interventions et aides financières : notes, correspondance, convocations, ordre du jour, documentation, articles de presse, affiches, comptes rendus, photographies, rapports, cartes, bandes magnétiques sonores, synthèses, conventions.

Répertoire numérique détaillé	<b>1959-2004</b>	immédiate, 50, 75 ou 120 ans	31, 05 ml
-------------------------------	------------------	---------------------------------	-----------

## ÉLUS

Les conseillers de la région sont élus pour six ans, au suffrage universel direct depuis mars 1986. Ils se réunissent en assemblée plénière et en commissions thématiques plusieurs fois par an et délibèrent les affaires et grandes orientations de la région. Les dossiers traités par les élus dans l'exercice de leurs fonctions publiques ont le statut d'archives publiques<sup>51</sup>.

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Finances et moyens généraux</b>	
	Direction Budget et services administratifs (DBSA)	<b>365PR</b> Indemnités et frais de déplacements des élus du Conseil régional et du CESR de 1974 à 1989.
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sports</b>	
	Direction Culture et sports (DCS)	<b>398 PR</b> Ouvrages, périodiques et publications officielles produits par les services de la Région Pays de la Loire, rassemblés par les Archives régionales (1974-2006)
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Témoignages oraux</b>	
	Jean Lelu	<b>12AV 1</b> Conseiller auprès du président du Conseil régional de 2002 à 2004.
	<b>Fonds Olivier Guichard</b>	
		<b>23W</b> Archives produites et reçues par Olivier Guichard, président du conseil régional des Pays de la Loire de 1974 à 1998.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**408PR** Roger Boisseau. - Vœux et félicitations ; interventions ; activités de l'assemblée du Conseil régional, votes budgétaires, publications officielles, activités par domaines de compétence : pièces administratives, plans, plaquettes, brochures, publications, notes manuscrites, coupures de presses, curriculum vitae, correspondance, discours, rapports, documentation, pièces comptables.

1-49

Bordereau de versement

1979-2000

immédiate ou 50 ans

6,81 ml

<sup>51</sup> Conformément aux articles L 212-2 et 3 et R 212-14 du Code du patrimoine.

**459PR** Roger Boisseau. - Représentation pour le Conseil régional des Pays de la Loire et le conseil municipal de la ville d'Angers ; actions menées comme élu ; implication dans des projets, aéroport Seiches-Marcé et projet d'aéroport Notre-Dame-des-Landes, Train à grande vitesse (TGV) Ouest-Atlantique ; centre hospitalier universitaire (CHU) d'Angers : articles de presse et de revues, invitations, plaquettes, cartes de vœux, correspondance, rapports, budget, bilans.

1-39

Bordereau de  
versement

**1986-2010**

immédiate

4,75 ml.

## FINANCES ET MOYENS GÉNÉRAUX

La comptabilité publique obéit à de grands principes communs fixés par la loi, en particulier celle du 22 juin 1994<sup>52</sup> modifiée, portant sur les dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités territoriales. Il faut attendre 2005, pour voir la région se doter d'une instruction budgétaire et comptable : la M71. Cette instruction prend ainsi en compte les spécificités des régions comme l'importance des contributions au financement d'équipements publics et privés par exemple. Plusieurs directions se sont succédé pour gérer les finances et les moyens généraux de la région :

- 1982-1992 : Direction Budget et services administratifs (DBSA) ;
- 1996-2002 : Direction Affaires financières, informatique et gestion (DAFIG) ;
- 2004-2010: Direction Finances et services généraux (DFSG).

De 2010 à janvier 2017, la Direction Finances, contrôle et marchés (DFCM) gère ce domaine d'intervention. La Direction Patrimoine immobilier (DPI) exerce également les activités liées à la gestion des bâtiments et moyens généraux.

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie		Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sports</b>		
	Direction Culture et sports (DCS)	<b>395PR</b>	Publications régionales de la DAFIG de 1973 à 1998
	<b>Éducation</b>		
	Direction Éducation et enseignement supérieur (DEES)		Dossiers de constructions et travaux dans les bâtiments administratifs régionaux et les établissements publics locaux d'enseignement de 1986 à 2010.
	Direction Éducation (DE)		

<sup>52</sup> Loi n° 94-504 du 22 juin 1994 modifiée, portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales.

**Direction Budget et services administratifs (DBSA)**

De 1982 à 1992, la DBSA regroupait tous les services ayant en charge la gestion des moyens techniques et financiers de la Région, dont le Service Construction de l'immeuble régional et le Service Fonctionnement des services. Elle se chargeait de l'exécution des financements attribués après délibération par le Conseil régional.
--

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

- 365PR** 1-62 Établissement public régional (EPR). - Études préparatoires aux actions ; budgets votés, étude ; comptabilité ; emprunts ; plan de l'État, préparation ; membres du Conseil économique et social régional (CESR) et élus du Conseil régional, indemnités et frais de déplacements ; immeuble régional, travaux d'aménagement, frais d'intervention : notes, études, documentation, rapports, pièces comptables, correspondance, plaquettes, conventions, arrêtés.  
Financement. - Institut national de la recherche agronomique (INRA) ; aide à l'installation de jeunes agriculteurs ; parcs naturels régionaux (PNR) ; cultures marines ; Port autonome de Nantes Saint-Nazaire ; patrimoine scolaire : pièces comptables, correspondance.

	Bordereau de versement	<b>1974-1989</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	7, 47 ml
--	------------------------	------------------	-------------------------	----------

**Direction Affaires financières, informatique et gestion (DAFIG)**

De 1996 à 2005, la DAFIG était en charge d'exécuter les financements attribués après délibération par le Conseil régional et de gérer les systèmes d'information.
---

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

- 379PR** 1-734 Direction, fonctionnement ; exécution des paiements par chapitre de fonctionnement : bordereaux de dépenses et de recettes, comptes administratifs, états de caisse, déclaration Fonds de compensation de la TVA, grand livre comptables, bilans, pièces justificatives comptables.

	Bordereau de versement	<b>1989-2004</b>	immédiate ou 50 ans	84, 90 ml
--	------------------------	------------------	---------------------	-----------

### Série d'archives historiques

**35W** Fonctionnement. - Élus locaux et hauts fonctionnaires, interventions ; organisation ; coordination interne ;  
**1-292** réseau d'échanges professionnels ; études : correspondance, notes, comptes rendus, rapports, tableaux  
de bord, cahier des charges, charte de fonctionnement, documentation, budget, dossiers de séance,  
questionnaire.  
Assemblées. - Conseil régional et Conseil économique et social régional (CESR), échanges ; procédures  
et organisation interne, réflexion : dossiers thématiques, correspondance, questionnaires.  
Ressources humaines. - Formation ; gestion collective ; gestion individuelle ; instances paritaires,  
commission administrative paritaire, Comité technique paritaire (CTP) ; bilans : rapports, articles de  
presse, tableau, notes, états liquidés, dossiers de carrières, règlement intérieur, décrets, dossiers de  
séances.  
Finances. - Réflexions stratégiques et sur le fonctionnement des services ; comptes ; Cour des comptes  
et Chambre régionale des comptes (CRC), contrôle : correspondance, enquête, questionnaire, notes,  
livres comptables, titres de recettes et mandats, comptes administratifs, études, rapports.  
Immobilier. - Immeuble de la Tour Bretagne, fonctionnement, travaux, déménagement ; immeuble  
régional, construction, entretien : notes, correspondance, bail, avenants, avis officiels, règlement  
intérieur, plans, procès-verbal, rapports, actes d'engagement, dossier de consultation des entreprises  
(DCE), certificat annuel, comptes rendus, contrat, devis, cahiers des clauses techniques et particulières  
(CCTP), extraits de délibération, recueils, notice, arrêté d'autorisation, journaux, coupures de presse,  
documentation, plaquettes, photographies, pièces contractuelles, procès-verbal.  
Informatique. - Fonctionnement ; réinformatisation des services : notes, comptes rendus, bulletin interne,  
pièces contractuelles, correspondance.  
Communication interne. - Sessions d'accueil des nouveaux agents, organisation ; journal interne,  
sondage, conception ; journal vidéo interne, conception ; produits de communication, conception :  
questionnaires, bilans, livret d'accueil, guide des services, modèle de questionnaire, comptes rendus,  
support promotionnel, publications, étude, transcription des messages, cassettes VHS.

Répertoire numérique détaillé	<b>1974-1998</b>	immédiate ou 50 ans	38, 74 ml
-------------------------------------	------------------	------------------------	-----------

## Direction Finances et services généraux (DFSG)

Composée de plusieurs services, la DFSG était en charge des marchés publics, des interventions techniques et logistiques, de la prospective financière, du budget, du contrôle et de l'expertise de l'exécution budgétaire et de la gestion interne de 2004 à 2010.

### Service Budget et finances

Rattachements hiérarchiques successifs :

- 1992-1996 : DRHAIF ;
- 1996-2002 : DAFIG ;
- 2002-2004 : Direction Finances, marchés et moyen (DFMM) ;
- 2004-2006 : DFSG.

Entre 1992 et 2006, le Service Budget et finances préparait le budget et exerçait un contrôle sur son exécution. Les missions du service comportaient aussi la gestion de la dette et les prévisions des recettes. Il participait à l'évaluation des politiques régionales du contrat de plan / contrat de projet État-Région (CPER), notamment le programme prévisionnel annuel. Enfin, il réalisait des bilans financiers annuels de ces politiques.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### **Série de préarchivage**

**332PR** Finances. - Direction, fonctionnement ; exécution de paiement par secteur d'activité de la région ; budget régional, fiscalité régionale, dotations, remboursement de sinistres et contentieux : courrier, pièces comptables, correspondance, notes.

1-634

Bordereau de versement      **1991-2002**      immédiate      71, 60 ml

### Service Gestion interne

Rattachements hiérarchiques successifs :

- 1992-1996 : DRHAIF ;
- 1996-2002 : DAFIG ;
- 2002-2004 : Direction Finances, marchés et moyen (DFMM) ;
- 2004-2006 : DFSG.

Entre 1992 et 2006, ce service s'occupait de l'entretien des bâtiments et de la maintenance des équipements des services régionaux de la Région. Il devait assurer également les moyens de fonctionnement à l'assemblée et à l'administration.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### **Série de préarchivage**

**296PR** Exécution des paiements par chapitre de fonctionnement : pièces justificatives comptables.

1-146

Bordereau de versement      **1996-1999**      immédiate      15, 85 ml

**359PR** Exécution des paiements par chapitre de fonctionnement : pièces justificatives comptables.

1-137

Bordereau de versement      **1999-2001**      immédiate      16 ml

**381PR** Exécution des paiements par chapitre de fonctionnement : pièces justificatives comptables.

1-53

Bordereau de versement      **2002**      immédiate      6, 40 ml

### Direction Finances, contrôle et marchés (DFCM)

De 2010 à 2016, cette direction se structure autour de quatre grandes entités fonctionnelles : le service stratégie, budget, dette ; le service contrôle et exécution budgétaire ; le service des marchés publics et le pôle décisionnel et système d'informations financières. S'ajoute à cette organisation le suivi de la Commission des Finances, du personnel, des affaires générales, des travaux, de la communication et de la démocratie.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**405PR** Administration générale. - Assurances, sinistres ; opérations de paiement, investissement, fonctionnement ; gestion administrative : dossiers, contrats, factures, dotation de fonctionnement, bilans.

1-78

Bordereau de versement      **1989-2003**      immédiate ou 50 ans      10, 35 ml

**406PR** Contrôle et exécution budgétaire. - Fonctionnement : bordereaux-journaux, ordres de reversement, titres annulés, déclaration de Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), dotations de décentralisation, fonds de correction des déséquilibres régionaux, grand livre comptable, lignes de trésorerie, bordereaux de recettes, comptes administratifs, compte de gestion.

1-411,  
413-883,  
885-1050

Exécution de paiement par secteur d'activité. - Finances, plan, personnel et affaires générales ; recherches, affaires interrégionales, européennes et internationales, démocratie territoriale ; aménagement, infrastructures, transports et déplacements ; action économique ; formation professionnelle, apprentissage et politiques de l'emploi ; solidarités humaines et territoriales ; éducation et enseignement supérieur ; environnement et cadre de vie ; culture, sports et loisirs : pièces justificatives comptables.

Bordereau de versement      **1987-2007**      immédiate ou 50 ans      127, 40 ml

<b>407PR</b> 1-426	<p>Fonctionnement du service Marchés publics. - Schéma directeur de l'information ; équipement mobilier, immobilier ; fournitures ; prestations matérielles de fonctionnement ; prestations intellectuelles de fonctionnement : offres non retenues, fonds de dossier, avenants, dossier de marché.</p> <p>Marchés publics en matière de communication et domaines opérationnels. - Opérations de communication ; outils ; manifestations ; prestations intellectuelles ; gestion des politiques régionales : dossier de marché, offres non retenues, objets promotionnels, publications.</p> <p>Marchés non classés. - Fonctionnement ; communication ; domaine opérationnel : notes de travail, documents préparatoires, chronos, convocations à la commission d'appel d'offre (CAO).</p>	Bordereau de versement	<b>1989-2010</b>	25 ans	59, 85 ml
<b>430PR</b> 1-444	<p>Contrôle et exécution budgétaire. - Gestion : titres de recettes.</p> <p>Exécution de paiement par secteur d'activité et par programme. - Recherches, affaires interrégionales, européennes et internationales, démocratie territoriale ; aménagement, infrastructures, transports et déplacements ; action économique ; solidarités humaines et territoriales ; éducation et enseignement supérieur ; environnement et cadre de vie ; culture, sports et loisirs ; programmes transversaux : pièces justificatives comptables.</p>	Bordereau de versement	<b>1991-2010</b>	immédiate ou 50 ans	53, 20 ml
<b>431PR</b> 1-189	<p>Marchés publics. - Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) ; services fonctionnels ; communication ; service opérationnels : pièces contractuelles ; dossier de marché, fonds de dossier.</p>	Bordereau de versement	<b>2002-2010</b>	immédiate ou 25 ans	28, 35 ml
<b>473PR</b> 1-408	<p>Exécution de paiement par chapitre budgétaire. - Investissement, services généraux d'intérêt régional ; fonctionnement, dépôts et cautionnements versés, services généraux, personnel permanent, ensembles mobiliers et immobiliers, administration générale, relations publiques, frais de fonctionnement des groupes d'élus ; gestion administrative, dotation de fonctionnement aux groupes d'élus : pièces justificatives comptables.</p>	Bordereau de versement	<b>2004-2009</b>	immédiate ou 50 ans	52, 05 ml
<b>474PR</b> 1-48	<p>Exécution de paiement par chapitre budgétaire. - Développement territorial ; apprentissage ; opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce (ORAC) ; transports ; pêche maritime ; bourse de mobilité Tope-international ; logement et cohésion sociale : pièces justificatives comptables.</p>	Bordereau de versement	<b>2004-2010</b>	immédiate	6, 45 ml
<b>476PR</b> 1-151	<p>Marchés publics. - Services fonctionnels et opérationnels régionaux, appels d'offres ouverts et marchés à procédure adaptée de plus de 500 000 euros : pièces contractuelles (originaux).</p>	Bordereau de versement	<b>2004-2015</b>	immédiate ou 25 ans	22, 60 ml
<b>486PR</b> 1-663	<p>Exécution de paiement par chapitre budgétaire. - Charges générales ; enseignement secondaire, financements européens et relations internationales, enseignement supérieur et recherche, aménagement du territoire, emploi et formation professionnelle, apprentissage, culture et sports ; communication ; programmes transversaux : pièces justificatives comptables.</p>				

		Bordereau de versement	1993-2015	immédiate ou 50 ans	86, 90 ml
<b>487PR</b> 1-663	Exécution de paiement par chapitre budgétaire. - Enseignement secondaire, financements européens et relations internationales, enseignement supérieur et recherche, développement économique ; communication : pièces justificatives comptables.				
		Bordereau de versement	1996-2012	immédiate, 25 ou 50 ans	8, 85 ml

### Direction Patrimoine immobilier (DPI)

Depuis 2010, la DPI a la charge de mettre en œuvre l'ensemble des opérations immobilières du patrimoine régional : les lycées publics, l'Hôtel de Région, les bâtiments recevant les agents dans chaque département, des propriétés de la région, des constructions dans les domaines de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle est prestataire de maîtrise d'ouvrage opérationnelle pour l'ensemble des directions ayant des projets d'opérations immobilières.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

<b>388PR</b> 1-257	Enseignement secondaire. - Établissements publics locaux d'enseignement (EPL), travaux d'aménagement ; aide à la maintenance du patrimoine immobilier, état des crédits : dossiers administratifs et techniques, pièces comptables.	Bordereau de versement	1997-2006	25 ans	27 ml
<b>411PR</b> 1-160	Établissements publics locaux d'enseignement (EPL) de Vendée. - Marchés de travaux, logements de fonction, études, expertises, honoraires, travaux d'urgences, travaux de maintenance et d'aménagement, construction, extension : dossiers comptables et techniques.	Bordereau de versement	1993-2007	immédiate	23, 70 ml
<b>412PR</b> 1-302	Établissements publics locaux d'enseignement (EPL) de Loire-Atlantique, Bâtiments d'enseignement supérieur et du Fonds régional d'art contemporain (FRAC). - Marchés de travaux, maintenance, sécurité, construction, rénovations, extension, travaux d'urgence, investissement immobiliers : dossiers administratifs et techniques, conventions.	Bordereau de versement	1989-2007	immédiate	42, 25 ml
<b>417PR</b> 1-349	Établissements d'enseignement secondaire et supérieur, Bâtiment du Fonds régional d'art contemporain (FRAC). - Marchés de travaux, construction, rénovations, extensions, aménagement, maintenance, sécurité ; équipements de centres de recherche ; investissement immobilier ; contentieux : dossiers administratifs, comptables et techniques.	Bordereau de versement	1995-2010	immédiate	50, 35 ml

<b>418PR</b> 1-131	Établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ). - Travaux, rénovations, maintenance, sécurité, d'urgence, construction, extension ; investissement immobilier ; études techniques : dossiers administratifs, comptables et techniques, diagnostic.	Bordereau de versement	<b>1991-2010</b>	immédiate	19, 55 ml
<b>428PR</b> 1-922	Établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ). - Marchés de travaux, construction, investissement immobiliers, rénovations, extensions, maintenance et sécurité, travaux d'urgence, études, expertises, honoraires, fonctionnement, équipements : plans, dossiers de financement, pièces contractuelles.	Bordereau de versement	<b>1989-2010</b>	immédiate ou 25 ans	119 ml
<b>454PR</b> 1-108	Établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ). - Marché de travaux, construction, rénovations, extension, maintenance et sécurité, travaux d'urgence : dossiers techniques, pièces de marchés, plans, études, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1993-2008</b>	immédiate	14 ml
<b>455PR</b> 1-30	Établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ). - Lycées professionnels Funay-Hélène Boucher au Mans, construction, rénovations, extension : dossiers techniques, pièces de marchés, plans, études, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1960-1990</b>	immédiate	2, 52 ml
<b>456PR</b> 1-107	Établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ). - Travaux, construction, rénovations, extensions, maintenance et sécurité ; études techniques ; investissements immobiliers : dossiers techniques, pièces de marchés, plans, études, correspondance, dossier comptables.	Bordereau de versement	<b>1991-2012</b>	immédiate	21, 20 ml
<b>470PR</b> 1-23	Établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ) de Mayenne. - Conduite de travaux : plans, planches de photographies, pièces graphique, listes.	Bordereau de versement	<b>1989-2004</b>	immédiate	2 ml
<b>480PR</b> 1-189	Établissements publics locaux d'enseignement de la Sarthe. - Marchés de travaux, construction, rénovation de logements de fonction, maintenance, sécurité, travaux d'urgence ; Fonds annuel d'intervention (FAI) ; études techniques ; dépenses d'investissement : dossiers administratifs, comptables et techniques, études.	Bordereau de versement	<b>1985-2012</b>	immédiate	25, 40 ml

**482PR** Gestion du patrimoine immobilier. - Achat ; conduite d'opération : comptes rendus, délibérations, notes, correspondance, avis des Domaines, plans, photographies, actes d'acquisition, dossiers de marchés publics et pièces comptables.  
 1-54 Assurances. - Contrats ; sinistres : contrats, avenants, correspondance, déclarations, rapports d'expertise, pièces comptables.

Bordereau de versement      **1985-2007**      immédiate ou 50 ans      7, 95 ml

**Série d'archives historiques**

**38W** Immeuble régional, construction : reportage photographique.

1

Bordereau de versement      **1984-1986**      immédiate      0, 72 ml

**51W** Établissements d'enseignement et de recherche, jurys de concours d'architecture. - École nationale Vétérinaire, École supérieure des techniques aéronautiques et de construction automobile (ESTACA), Maison de l'information et de la communication à l'Université du Maine, l'Institut de recherche thérapeutique (IRT), internat du lycée Perseigne, Institut d'économie et de management de Nantes, Cyclotron, construction extension et reconstruction : panneaux d'exposition graphiques des projets.

1-84

Bordereau de versement      **2002-2007**      immédiate      2, 49 ml

**62W** Hôtel de Région (bâtiment principal et première extension), construction ; remise en état après attentat ; rénovation : pièces contractuelles écrites, dossier des ouvrages exécutés (DOE), plans.  
 1-34 Zone d'aménagement concerté (ZAC) Beaulieu, Îlot B10 - Immeuble de bureaux, construction : dossier de consultation des entreprises (DCE), étude de projet, pièces contractuelles écrites, permis de construire, plans, dossier des ouvrages exécutés (DOE), dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO).

Bordereau de versement      **1984-2005**      immédiate      2, 5 ml

**COMMUNICATION**

Les missions de la direction et des services en charge de la communication extérieure de la région sont la conception de campagnes de communication et de supports de promotion (édition, site web, etc.), la réalisation d'opérations ponctuelles de promotion de la collectivité et de ses actions, l'animation et la coordination de l'ensemble des actions d'information et des relations publiques de la collectivité et les relations avec la presse écrite et audiovisuelle.

Avant l'apparition de la Direction Communication (DCOM) en 1991, deux services successivement chargés des relations publiques étaient rattachés au Cabinet : « Région à votre service » de 1986 à 1992, puis le Service Presse de 1992 à 2005. Ce dernier service intègre la DCOM en 2005.

**En complément sur le sujet :**

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sports</b>	
	Direction Culture et sports (DCS)	<b>397PR</b> Documents audiovisuels de promotion, de manifestation et d'émissions télévisuelles de la Région sur son territoire de 1981 à 2002.
		<b>439PR</b> Affiches de promotion des compétences de la Région, de projets culturels et sportifs, les supports signalétique et la promotion de la publication de la revue 303 Arts recherche et création de 1986 à 2005.
		<b>398 PR</b> Ouvrages, périodiques et publications officielles produits par les services de la Région Pays de la Loire, rassemblés par les Archives régionales (1974-2006)
	<b>64W</b> Œuvres littéraires d'auteurs ligériens éditées et distribuées par la Région dans le cadre du "Coffret des jeunes mariés" de 1994 à 1997.	
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Fonds Olivier Guichard</b>	
	<b>23W</b>	Archives produites et reçues par Olivier Guichard, président du conseil régional des Pays de la Loire de 1974 à 1998 : documents audiovisuels de promotion de l'institution et du territoire régional.

**Direction Communication (DCOM)**

Depuis 1991, les missions de cette direction consistent à susciter l'intérêt du public à l'action entreprise par la Région, à développer et renforcer le sentiment d'appartenance à un territoire, à promouvoir l'image de la Région par la valorisation économique, touristique, sportive et culturelle des Pays de la Loire, et enfin à faire reconnaître le rôle de l'institution régionale en informant des décisions majeures prises par l'assemblée.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

**295PR** Fonctionnement et mise en œuvre des politiques de communication : correspondance, notes, comptes rendus.  
1-36

		Bordereau de versement	1994-2000	50 ans	4, 85 ml
<b>382PR</b>	Photothèque. - Élus ; institutions ; infrastructures ; tourisme : photographies, diapositives.				
1-19					
		Bordereau de versement	1976-1999	immédiate	2, 65 ml
<b>394PR</b>	Fonctionnement et mise en œuvre des politiques de communication. - Fonctionnement, objets promotionnels ; publications officielles et promotionnelles ; éditions : drapeaux, exemplaires de supports promotionnels, agenda, publications périodiques.				
1-22					
		Répertoire numérique détaillé	1991-2006	immédiate	2, 47 ml
<b>422PR</b>	Photothèque et vidéothèque. - Reportages ; émissions : diapositives, cassettes U-matic, Betacam, VHS.				
1-19					
		Bordereau de versement	1983-2004	immédiate	6, 20 ml.
<b>449PR</b>	Fonctionnement et mise en œuvre des politiques de communication. - Stratégie de communication ; campagnes de communication ; études, organisation et suivi ; charte graphique ; éditions, suivi ; site internet, refonte ; manifestations, organisation ; Maison des Pays de la Loire à Paris, fonctionnement ; insertions publicitaires ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotions (FRIEP) ; fonds de soutien aux radios locales associatives : pièces contractuelles de marché, supports de communication, dossier préparatoire de marché, offres non retenues, dossiers de subventions.				
1-192					
		Bordereau de versement	1991-2009	immédiate ou 25 ans	20.40 ml
<b>469PR</b>	Fonctionnement et mise en œuvre des politiques de communication. - Administration générale ; finances ; partenariats et grands événements ; supports produits et reçus par la Région : supports audiovisuels, charte graphique, publications, listes, bordereaux de versement, comptes rendus, pièces budgétaires et comptables, dossier d'inscription, planning, articles de presse, cartons d'invitation, plaquettes, plans, correspondance, documentation, règlement.				
1-33, 41-47					
		Bordereau de versement	1987-2004	immédiate ou 50 ans	4, 30 ml

### Série d'archives historiques

<b>14W</b>	Photothèque. - Sports ; tourisme ; culture ; enseignement supérieur ; formation professionnelle ; industrie et économie ; agriculture ; transports ; infrastructures : photographies, diapositives, négatifs.				
1-13					
		Bordereau de versement	1970-2000	immédiate	1, 43 ml
<b>29W</b>	Salon nautique ; Salon international de l'agriculture ; Salon « Health ingredients Europe ». - Stand, conception : maquettes d'exposition 3D.				
1-3					
		Bordereau de versement	2006	immédiate	2.30 ml.

**34W**  
1-332

Fonctionnement des services. - Budget, préparation, opérations ; services et personnel, organisation, relations avec l'Observatoire interrégional du politique (OIP), colloque : comptes rendus, notes, tableaux, listes, réunion de préparation, bilan d'activités, communiqué de presse, programme, allocutions, lettres de remerciement, acte du colloque, enregistrement des interventions.

Politique régionale d'information et communication. - Stratégie de communication de la Région ; OIP, enquête ; campagnes de communication ; identité visuelle : rapports, notes, synthèse, plan, correspondance, revues de presse, affiches, charte graphique.

Éditions. - Publications régionales régulières et ponctuelles ; éditions sur Internet ; publications audiovisuelles ; publications extérieures : revues, brochures, cassette VHS, correspondance, comptes rendus, notes, conventions, coupures de presses, synopsis, support promotionnel, plaquettes, carte postale, autocollants, affiches, guides, exemplaires de publications, communiqué de presse.

Promotions et manifestations. - Action de promotion réalisées ; financement, demandes refusées : dossiers de subventions, notes internes, arrêtés, correspondance, revue de presse, dossier de presse, affiche, contrat, communiqués, lettres.

Documentation générale. - Fonds documentaire, gestion, diffusion, abonnements, commandes, informatisation, traitement des demandes ; réseau professionnel : notes, correspondance, études, cahier des charges, dossier de présentation, rapports de test, rapport, listes, bons de commande, copies des pages blanches et d'écrans du minitel, produits documentaires, tableau récapitulatif, statistiques, synthèse, programme.

Accueil du public et standard. - Activités accueil et standard ; visites scolaires, organisation : correspondance, notes, comptes rendus, résultats, études, réponses de sondages, plannings mensuels.

Répertoire numérique détaillé	<b>1987-2001</b>	immédiate ou 50 ans	39, 40 ml
-------------------------------------	------------------	------------------------	-----------

**36W**  
1-339

Fonctionnement des services. - Service Relations publiques puis Communication ; Service Documentation-organisation puis « Région à votre service », budget, personnel, locaux d'accueil du public, informatisation, communication externe, relations avec les services Documentation des autres Régions : organigramme, notes, tableaux, rapports de stage, cartes de vœux, listes, cartes, correspondance, curriculum vitae, communiqués, coupures de presse, bilan d'activités, plaquettes, comptes rendus, affiches, cahier des charges, croquis, plan, études.

Politique régionale d'information et de communication. - Élaboration ; bilans, études ; enquêtes et sondages ; campagnes de communication ; identité visuelle ; télévision, projet ; réseau de communication télématique ; réseaux locaux et interrégionaux sur l'information et la communication : notes, correspondance, coupures de presse, documents de présentation, dossier d'enquête, rapport, timbres, blason régional, coffrets de médailles, photographies, documentation, programmes, discours, listes, questionnaire.

Activités transversales. - Manifestations, actions de promotion de la Région ; éditions, publications régulières, ponctuelles et extérieures : notes, projet de rapport, listes, programmes, cartes, correspondance, discours, documentation, dossier de présentation, publications, règlement, invitations, bon de commande, coupures de presse, comptes rendus, questionnaires, rapport, dossier de presse, publications.

Activités spécifiques du Service Relations publiques. - Relations avec les médias ; actions de promotion de la communication : listes de contacts, correspondance, articles de presse, notes, comptes rendus, conventions, coupures de presse, listes des stations, dossiers de subventions, publications, communiqués de presse, programmes, textes d'interviews, exemplaires de revues, photographies, revue de presse, dossier de synthèses.

Activités spécifiques du Service Documentation-publications puis « Région à votre service ». - Gestion et diffusion de la documentation régionale ; accueil du public à l'Hôtel de Région : note, rapports, tableaux, correspondance, produits documentaires, comptes rendus, coupures de presse, photographies, catalogues, dossiers préparatoires, invitation, listes, dossiers de presse, publications, factures.

Répertoire numérique détaillé      **1974-1993**      immédiate, 25 ou 50 ans      39, 17 ml

**53W**      Enregistrements audiovisuels produits ou reçus par la Direction Communication. - Communication institutionnelle ; enregistrements témoignant de la vie de l'institution et des actions régionales ; émissions co-produites sur Internet ; enregistrements relatifs aux organismes satellites Ouest Atlantique et Orchestre national des Pays de la Loire (ONPL) : cassettes U-matic, Betacam, VHS, DV-CAM, film 35 mm, DVD.  
1-93

Repertoire numérique détaillé      **1983-2006**      immédiate      1, 75 ml

**71W**      Stratégie et campagnes de communication, études, éditions, manifestations, Maison des Pays de la Loire : notes, comptes rendus ; Fonds régional d'intervention, d'études et de promotion (FRIEP) : demande de subventions retenues ; marchés publics passés par la direction : pièces contractuelles.  
1-35

Bordereau de versement      **1999-2014**      immédiate, 25 ou 50 ans      4, 8 ml

### Mission Presse

Rattachements hiérarchique successifs :  
 - 1992-2004 : Cabinet du Président du Conseil régional ;  
 - A partir de 2004 : DCOM.  
 Son intitulé a légèrement varié : « service Presse » de 1992 à 2005, puis « mission Relations presse ». et « mission Presse » à partir de 2010.  
 Ce service était chargé d'une mission de relation avec les médias. Il prenait le relais du Service Relations publiques. Il s'agissait d'organiser la couverture médiatique des actions de la Région.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### **Série d'archives historiques**

**33W**      Évènements suivis par le Service Presse. - Reportages photographiques ; émissions radiophoniques, enregistrements ; panoramas et dossiers thématiques de presse : photographies, cassettes audio, articles de journaux régionaux, communiqués de presse, notes, allocutions, revues de presse.  
1-106

Répertoire numérique détaillé      **1984-1998**      immédiate      5, 75 ml

**49W**      Relations avec les médias. - Organisation : communiqués de presse, articles, correspondance, notes.  
1-63

Bordereau de versement      **1988-2011**      immédiate      7, 95 ml

**SYSTÈMES D'INFORMATION**

Les directions en charge des systèmes d'information ont vu leur mission se développer considérablement. Leur rôle consiste à assurer l'équipement et la maintenance du matériel informatique de la région. Leur activité de service reste fonctionnelle et transversale.

Plusieurs directions se sont succédé afin de gérer les systèmes d'information de la Région :

- 1986-2003 : Service Système d'information :
  - 1986-1990 : Direction Budget et services administratifs (DBSA) ;
  - 1990-1991 : Direction Organisation, méthodes et informatique (DOMI) ;
  - 1991-1992 : Direction Organisation, informatique et ressources humaines (DOIRH) ;
  - 1992-1996 : Direction Ressources humaines, administration, informatique et finances (DRHAIF) ;
  - 1996-2002 : Direction Affaires financières, informatique et gestion (DAFIG) ;
  - 2002-2003 : Direction Systèmes d'information et multimédia (DSIM) ;
- 2002-2004 : DSIM ;
- 2004-2006 : Direction Systèmes d'information (DSI) ;
- 2007-2010 : Direction Systèmes d'information et innovation numérique (DS2IN) ;
- 2010-2016 : Direction Systèmes d'information (DSI)

Aucune de ces directions n'a versé d'archives à ce jour.

**En complément sur le sujet :**

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Finances et moyens généraux</b>	
	Direction Affaires financières, informatique et gestion (DAFIG)	<b>35W</b> Notes, comptes rendus et dossier de marché de la réinformatisation de services de la Région de 1989 à 1990.
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sports</b>	
	Direction Culture et sports (DCS)	<b>398 PR</b> Ouvrages, périodiques et publications officielles produits par les services de la Région Pays de la Loire, rassemblés par les Archives régionales (1974-2006)

## SERVICES OPÉRATIONNELS

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La politique d'aménagement du territoire est déterminée par l'État après consultation des régions et des départements. Ce sont les lois de décentralisation qui ont donné au Conseil régional l'obligation de délibérer afin d'émettre des avis sur cette politique. La Région contribue à l'élaboration de la politique nationale d'aménagement et de développement durable. Elle élabore le « Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire » (SRADT) et propose des aides complémentaires à celles de l'État en matière de logement et d'urbanisme. Elle organise aussi les services de transport routier non urbain et ferroviaire. Elle est autorisée à réaliser et gérer les infrastructures, à réglementer les activités et à contrôler l'application des mesures, à développer l'information sur les systèmes de transport et à les organiser. La région intervient directement aussi auprès des entreprises en les aidant à mener leurs projets de développement. Enfin, elle élabore des Schémas régionaux de développement économique (SRDE). La Région peut participer à la mise en valeur d'espaces naturels et classer une zone en parc naturel régional (PNR). Enfin, des contrats de plan sont signés avec l'État (nommés contrats de projets depuis 2007) pour la programmation et le financement pluriannuels de projets importants tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir.

Voici la liste des différentes directions ayant versé des archives :

- 1992-1998 : Direction Aménagement du territoire et infrastructures (DATI) et Direction Environnement et cadre de vie (DECV) ;
- 1998-2004 : Direction Aménagement du territoire (DAT) ;
- 2004-2010 : Direction Environnement et projets de territoire (DEPT) et Direction Transports et déplacement (DTD).

Entre 2010 et 2016, les missions d'aménagement du territoire sont réparties entre la Direction Action territoriale et démocratie (DATD) ; la Direction Environnement (DEn) ; la DTD (existante depuis 2004) ; la Direction Solidarités (DS) et la Direction Prospective, schémas et développement durable (DPS2D). Certaines directions, comme la DPS2D par exemple, n'ont pas versé d'archives à ce jour.

#### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Finances et moyens généraux</b>	
	Direction Patrimoine immobilier (DPI)	388PR 411PR 412PR 417PR 418PR 428PR 454PR 455PR 456PR 470PR 480PR 38W 51W
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sport</b>	
	Direction Qualité de vie (DQV)	126PR Projet d'une aire d'autoroute, révision de la Charte du Parc naturel régional (PNR).

Renvoi vers la partie		Cotes	Descriptions
	Direction Culture et sports (DCS)	<p><b>384PR</b></p> <p><b>395PR</b></p> <p><b>441PR</b></p> <p><b>398 PR</b></p>	<p>Archives de la Mission régionale en charge de la compétence « aménagement du territoire » de 1971 à 1984.</p> <p>Publications régionales de la DAT de 1972 à 2004.</p> <p>Rapports, études, notes, dossiers techniques relatifs au Port autonome Nantes-Saint-Nazaire, à l'aménagement du bassin de la Loire et sur la politique régionale d'aménagement de Pays de 1975 à 1995.</p> <p>Ouvrages, périodiques et publications officielles produits par les services de la Région Pays de la Loire, rassemblés par les Archives régionales (1974-2006)</p>
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Fonds Olivier Guichard</b>		
		<b>23W</b>	Archives produites et reçues par Olivier Guichard, président du conseil régional des Pays de la Loire de 1974 à 1998.
	<b>Organismes satellites</b>		
	Syndicat interdépartemental du bassin de la Maine (SIBM)	<b>344PR 15W</b>	Archives du Syndicat interdépartemental du bassin de la Maine qui a coordonné une politique d'aménagement et de développement du tourisme de 1980 à 1988.
	<b>Témoignages oraux</b>		
	Jean Lelu	<b>12AV 1</b>	Témoignage de Jean Lelu, directeur de la Direction de l'aménagement du territoire entre 1986 et 1991.
	Jacques Chaudronnier	<b>12AV 7</b>	Témoignage de Jacques Chaudronnier, technicien des transports de 1985 à 2010.
	Sophie Auger	<b>12AV 11</b>	Témoignage de Sophie Auger, chargé de mission et chef de service dans les secteurs de l'aménagement du territoire et des programmes européens de 1985 à 2010.
Lucienne Gallet	<b>12AV 13</b>	Témoignage de Lucienne Gallet, gestionnaire dans le domaine de l'aménagement du territoire de 2001 à 2012.	

**Direction Aménagement du territoire et infrastructures (DATI)**

De 1992 à 1998, la DATI avait pour mission de contribuer à la réalisation des politiques régionales de développement des infrastructures et des transports. Elle intervenait également dans d'autres domaines : aménagement rural (contrats de pays, contrats d'aménagement rural) et urbain, zones industrielles portuaires, aéroport Nantes-Atlantique et amélioration de l'habitat. Un volet environnemental complète ces missions. La direction suscitait ou accompagnait les politiques de protection et de valorisation de l'environnement. Elle agissait pour la préservation des milieux naturels et la qualité des paysages. Elle favorisait une gestion équilibrée de la ressource en eau et valorisait la Loire, ses affluents et l'ensemble du réseau hydrographique du territoire.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

**124PR** Aménagement urbain et rural. - Contrat Région-Villes (CRV) ; Plans d'occupation des sols (POS) ; hydraulique agricole et assainissement rural ; Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH), candidatures ; contrats de plan, décisions de paiement ; Prime régionale pour l'amélioration de l'habitat (PRAH), décision de commission permanente ; communication routière et transports collectifs, schémas régionaux des transports collectifs, fonctionnement des conseils d'administration, schéma routier d'intérêt régional ; transports ferroviaires, conventions avec la Société nationale des chemins de fer (SNCF) ; Port autonome de Nantes-Saint-Nazaire, fonctionnement du conseil d'administration, défense contre les eaux ; transfert de voies navigables à la Région ; contrats d'aménagement rural et d'animation (CARA) : correspondance, documents financiers, dossiers de subventions, comptes rendus, notes, conventions.

1-92,  
94-155

Bordereau de versement      **1979-1993**      immédiate      15, 30 ml

**151PR** Aménagement. - Financement, hydraulique agricole ; contrats régionaux de développement (CDR), Fonds régional commerce et artisanat (FRCA), forêt et boisement, contrat Région-Villes (CRV), Fonds régional d'aménagement urbain, financement ; Primes régionales d'amélioration de l'habitat (PRAH), Opération régionale d'amélioration de l'habitat (ORAH), contrat d'aménagement du littoral ; contrat de plan, préparation, approbation, fonctionnement : dossiers de subventions, bilans d'exécution. Emploi. - Fonds régionalisé d'initiatives locales pour emploi (FRILE) : dossiers de subventions. Financement attribué. - Fonds régional d'intervention études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions.

1-94

Bordereau de versement      **1978-1995**      immédiate ou 25 ans      10,59 ml

**171PR**  
1-109 Aménagement rural et forestier. - Contrats d'aménagement rural et d'animation (CARA) ; contrats régionaux de développement (CDR) ; forêts, mise en valeur, aide au boisement des terres agricoles délaissées : dossiers de subventions.  
Hydraulique agricole. - Assainissement et irrigation : dossiers de subventions.  
Aménagement urbain. - Contrats Région-Villes (CRV) ; actions en faveur des villes : dossiers de subventions.  
Habitat et logement. - Opération programmée régionale d'amélioration de l'habitat (OPRAH), Primes régionales d'accession sociale à la propriété (PRAS) : dossiers de subventions.  
Loire et affluents. - Aménagement des eaux et levées de la Loire ; défense contre les eaux de la Loire et autres rivières ; aménagement des berges : dossiers de subventions.  
Infrastructures de communication. - Transport routier, contrat de plan, schéma routier d'intérêt régional, pont de Saint-Nazaire ; transport collectifs et ferroviaires, schéma régional des transports collectifs ; ventes de terrains de la Société nationale des chemins de fer (SNCF) ; transport aérien, Nantes-Atlantique, étude préliminaires de Notre-Dame-des-Landes ; Port autonome de Nantes-Saint-Nazaire : documentation, cartes, correspondance, coupures de presse, rapports, notes, comptes rendus.

Bordereau de versement	<b>1977-1997</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	11,70 ml
---------------------------	------------------	----------------------------	----------

**210PR**  
1-144 Aménagement rural et forestier. - Contrats régionaux de développement (CRD) ; forêt, mise en valeur et boisement ; terres agricoles délaissées, aide au boisement : actes administratifs, financement, dossier technique d'instruction, cartes, notes, rapport, correspondance, dossiers de subventions.  
Aménagement urbain. - Contrats Région-Villes (CRV), financement, élaboration : actes administratifs, plans, devis, correspondance.  
Logement. - Opération régionale d'amélioration de l'habitat (ORAH), Primes régionales à l'amélioration de l'habitat (PRAH) ; Primes régionales d'accession sociale à la propriété (PRAS) : dossiers de subventions.

Bordereau de versement	<b>1987-1998</b>	immédiate	16,15 ml
---------------------------	------------------	-----------	----------

### Service Infrastructures

Au sein de la DATI, de 1992 à 1995, ce service attribuait des subventions pour la gestion des différentes infrastructures de la Région.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### **Série de préarchivage**

**17PR**  
1-78 Infrastructures. - Port autonome de Nantes-Saint-Nazaire, travaux d'aménagement des zones industrielles portuaires ; communications routières, travaux d'aménagement, opérations de financement ; transports collectifs routiers et ferroviaires, schéma régional, réorganisation des lignes, projet de Train à grande vitesse (TGV) atlantique ; terrains de la Société nationale des chemins de fer (SNCF), ventes ; Cheviré, projet de franchissement de la Loire ; assainissement et défense contre la mer et les eaux ; aménagement hydraulique agricole : notes, plans, coupures de presse, correspondance, pièces financières, procès-verbaux, comptes rendus, rapports, dossiers de subvention.

Bordereau de versement	<b>1978-1985</b>	immédiate	7, 90 ml
---------------------------	------------------	-----------	----------

**89PR** Infrastructures. - Fonctionnement ; terrain, vente par la Société nationale des chemins de fer (SNCF) ;  
 2948-3080 remembrement, travaux ; communications routières, construction, réfection, aménagement ; plan de déplacements urbains, étude et enquête ; conseil national des transports ; Port autonome de Nantes-Saint-Nazaire, conseil d'administration, budget ; aéroport de Nantes-Atlantique ; servitudes aéronautiques ; télécommunications ; transports collectifs, études, budget ; Train à grande vitesse (TGV), étude ; établissements scolaires, constructions, travaux, réfection ; lutte contre les inondations, aménagement, travaux de barrages ; hydraulique agricole, travaux, irrigation ; assainissement : correspondance, chronos de correspondance, plan cadastral, documentation, notes, état d'avancement, conventions, arrêtés, certificats, dossiers de subventions, rapport, plan, enquête, comptes rendus, procès-verbaux, dossiers d'engagement.

Bordereau de versement      **1978-1990**      immédiate      13,18 ml

### Direction Environnement et cadre de vie (DECV)

De 1992 à 1998, la DECV était en charge de la culture, du sport et de la compétence environnementale avec pour missions la protection des espaces naturels régionaux, l'aménagement du littoral et la production d'études d'aménagement du territoire. Elle se découpait en deux services : le Service Cadre de vie et le Service Environnement/tourisme. Le premier était chargé d'allouer des subventions dans le domaine sportif et culturel et le deuxième veillait à améliorer les conditions d'accueil des personnes âgées dans les hospices. Il s'occupait également de l'amélioration des conditions d'hébergement et du financement de formations en matière de tourisme.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**132PR** Tourisme. - Tourisme fluvial et vert, financement ; Fonds d'aide au conseil et à l'innovation touristique (FACIT) ; concours de fleurissement ; pôles touristiques, fonctionnement des commissions, financement ;  
 1-148 Comité régional du tourisme (CRT), fonctionnement, budget ; châteaux, rénovation et création de chambres d'hôtes ; comité régional pour la formation des ruraux aux activités du tourisme, projets de formation ; monuments des petites communes, financement : dossiers de subventions, comptes rendus, chronos de correspondance.

Sports. - Sportifs, financement, suivi médical ; équipements, financement : dossiers de subventions, dossiers de bourses.

Santé. - Action sociale et hôpitaux, financement : dossiers de subventions.

Loisirs. - Maisons communes, financement : dossiers de subventions.

Action culturelle. - Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions.

Bordereau de versement      **1982-1992**      immédiate, 25 ou 50 ans      15,25 ml

**146PR** Environnement et tourisme. - Parcs naturels régionaux (PNR), financement et fonctionnement ; emplois  
 1-170 environnement, financement ; tourisme fluvial, financement : dossiers de subventions.

Sport et vie associative. - Financement : dossiers de subventions.

Action culturelle. - Théâtres, financement, fonctionnement : dossiers de subventions.

Bordereau de versement      **1983-1985**      immédiate ou 50 ans      17,85 ml

**156PR** Action culturelle. - Financement d'aide, patrimoine régional, équipements culturels, musées-Ecoles des Beaux-Arts, musique et danse, théâtre, lecture, cinéma, Fonds régional d'aide au développement des initiatives culturelles (FRADIC), Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions, courriers.  
 1-77  
 Tourisme. – Financement d'aide, conseil et ingénierie touristique, soutien aux hébergements et structures d'accueil, équipement en développement touristique : dossiers de subventions, courriers.  
 Sport. - Financement d'aide, Centre régional d'éducation physique et sportive (CREPS), maisons communes de loisirs, plan régional de développement du sport de haut niveau : dossiers de subventions, courriers.  
 Environnement. - Parcs naturels régionaux (PNR), statuts, constitution et révision des chartes, projet d'autoroute Nantes-Niort : notes, rapports, coupures de presse, plans, correspondance, brochures, photographies, arrêtés, chartes.

Bordereau de versement      **1987-1995**      immédiate, 25 ou 50 ans      9,65 ml

**162PR** Action culturelle. - Associations, fonctionnement ; organismes et équipements culturels, financement ; Fonds régional d'aide au développement des initiatives culturelles (FRADIC) : dossiers de subventions.  
 1-57

Bordereau de versement      **1990-1996**      immédiate ou 25 ans      5,90 ml

**170PR** Environnement. - Parcs naturels régionaux (PNR), financement ; programme de fonds régional d'action pour la Loire ; rives de la Loire et de ses affluents, actions conservatoires ; conventions régionales d'amélioration des paysages et de l'eau (CRAPE) : dossiers de subventions.  
 1-165, 167-206  
 Tourisme. - Équipements et tourisme culturel, financement ; ingénierie touristique, Fonds régional d'aide au conseil architectural et paysager, Fonds d'aide au conseil aux études stratégiques (FACES) : dossiers de subventions, études.  
 Action culturelle. - Structures culturelles à vocation régionale, fonctionnement ; organismes culturels, financement : dossiers de subvention, rapports.  
 Aide humanitaire. - Fonds régional d'aide humanitaire : dossiers de subvention.  
 Sport. - Plan régional de développement ; programme d'actions du Comité régional olympique et sportif (CROS) ; structures d'entraînement et de formation, financement ; athlètes, financement ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions.

Bordereau de versement      **1985-1997**      immédiate, 25 ou 50 ans      25,40 ml

**204PR** Tourisme. - Pôles touristiques, organisation ; ingénierie touristique : conventions, documentation, notes, correspondance, bilans, dossiers de subventions.  
 1-78  
 Sport. - Maisons communes de loisirs, financement ; plan régional au développement du sport de haut niveau, aides aux athlètes : bilans, dossiers de subventions, dossiers de bourses.  
 Patrimoine culturel. - Équipements, financement : dossiers de subventions.  
 Santé. - Hospices, amélioration des conditions d'accueil des personnes âgées : dossiers de subventions.  
 Fonctionnement de la direction : courriers, notes, bordereau d'envoi, procès-verbaux, comptes rendus.

Bordereau de versement      **1986-1998**      immédiate, 25 ou 50 ans      8,70 ml

**Série d'archives historiques**

- 4W** Action culturelle. - Convention de développement culturel ; charte culturelle de Bretagne, élaboration ; manifestations et promotion ; équipements, financement, restauration ; patrimoine, restauration ;  
**1-42** programme de fonds d'intervention culturelle ; Centre culturel de l'ouest de l'Abbaye de Fontevraud, fonctionnement, financement, travaux d'aménagement ; bourses d'aide à l'architecture contemporaine de qualité ; bourses d'aide à la création artistique : brochures, comptes rendus, dossiers de subventions, procès-verbaux, délibérations, dossiers de bourses.
- Environnement. - Site nucléaire de Basse-Loire, projet d'implantation ; littoral, aménagement ; Parcs naturels régionaux (PNR), fonctionnement, financement, révision des chartes : pièces comptables, bilans financiers, comptes rendus, dossiers de subventions, procès-verbaux, correspondance.
- Sport. - Maisons communes de loisirs, financement ; plan régional de développement du sport de haut niveau ; équipements et structures d'entraînement, financement ; Syndicat mixte des 24 heures du Mans, financement : dossiers de subventions.
- Tourisme. - Conseil et ingénierie ; comité régional du tourisme (CRT), programme d'actions, financement ; hébergements et structures d'accueil, financement ; équipements, financement : dossiers de subventions, documentation.
- Financement attribué. - Fonds régional d'intervention d'étude et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions

Bordereau de versement	<b>1968-1988</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	4,62 ml
------------------------	------------------	-------------------------	---------

**Direction Aménagement du territoire (DAT)**

La DAT a repris les missions de la DATI en lui succédant en 1998 : elle s'est chargée jusqu'en 2004 des missions régionales relatives à la mise en valeur, à la protection de l'environnement, et le développement du tourisme fluvial dans la Région.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

- 3PR** Aménagement rural. - Contrats de pays : dossiers de subventions.  
**1-32**
- |                        |                  |        |          |
|------------------------|------------------|--------|----------|
| Bordereau de versement | <b>1976-1984</b> | 50 ans | 2, 56 ml |
|------------------------|------------------|--------|----------|
- 23PR** Plans de l'État. - Contrats de plan / contrat de projet État-Région (CPER), Contrats d'aménagement rural et d'animation (CARA) : rapport, correspondance, chronos de courrier.  
**1-23**
- |                        |                  |           |          |
|------------------------|------------------|-----------|----------|
| Bordereau de versement | <b>1979-1988</b> | immédiate | 2, 26 ml |
|------------------------|------------------|-----------|----------|

<b>27PR</b> 1-22	Aménagement. - Plans d'occupation des sols (POS), révision ; cours d'eau et littoral, défense contre les eaux et les crues ; logement, politique régionale, fonctionnement des commissions ; postes et télécommunications, exécution du programme de l'établissement public régional, installations de lignes téléphoniques, modernisation ; Société nationale de sauvetage en mer (SNSM), attribution d'une subvention ; colloque « Rencontres internationales de l'Ouest », organisation ; transport routier de voyageurs, fonctionnement de la commission consultative régionale ; Port autonome de Nantes-Saint-Nazaire, amélioration du chenal et remblaiement des zones industrielles : correspondance, notes, attestation d'aptitude, comptes rendus, rapports, textes officiels, études, documentation, procès-verbaux, plans, croquis.	Bordereau de versement	<b>1972-1986</b>	immédiate	2,30 ml
<b>43PR</b> 1-4	Aménagement urbain et rural. - Politique villes moyennes, études, contrat de pays ; politique de petites villes, aide régionale ; structure urbaines et rurales, réunion : correspondance, articles de presse, documentation, rapports, bulletin d'information, comptes rendus, dossiers de préparation, dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1974-1983</b>	immédiate	0,40 ml
<b>96PR</b> 3895-4035	Aménagement. - Développement agricole, Contrats d'aménagement rural et d'animation (CARA), contrats de pays, Prime régionale à l'amélioration de l'habitat (PRAH) ; Loire, aménagement hydraulique ; villes, financement, Fonds régional d'aménagement urbain (FRAU) : dossiers de subventions, avenants, arrêtés, notes, rapports, plans. Logement. - Opérations régionales d'amélioration de l'habitat (ORAH) ; Prime régionale pour l'amélioration de l'habitat (PRAH) : règlements, dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1970-1991</b>	immédiate ou 50 ans	14,10 ml
<b>109PR</b> 5098-5163	Aménagement urbain et rural. - Contrats de pays et contrats d'aménagement rural et d'animation ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) ; Fonds régionalisé d'initiatives locales pour l'emploi (FRILE) ; hydraulique agricole ; action en faveur des villes : pièces juridiques, dossiers de candidatures, études, dossiers financiers, correspondance, avenants, comptes rendus, dossiers de subventions. Logement. - Programme de prêts à l'accession à la propriété et prêts locatifs aidés, financement : notes, correspondance, comptes rendus. Plan de l'État. - Contrats de plan / contrat de projet État-Région (CPER), préparation, projets : bilans d'exécution, correspondance, avis, rapports.	Bordereau de versement	<b>1975-1992</b>	immédiate	6,60 ml

**251PR** Aménagement rural. - Fonds régional pour le commerce et l'artisanat (FRCA) ; Opération de restructuration de l'artisanat et du commerce (ORAC) ; Contrats régionaux de développement (CRD) ; hydraulique agricole, développement ; terres agricoles délaissées, boisement : dossiers de subventions, actes administratifs, cartes, notes, plans, rapports, correspondance.  
 1-6, 12, 18-52, 68-183  
 Urbanisme et logement. - Contrats Région-ville (CRV) ; développement social des quartiers ; Opérations programmées et régionales d'amélioration de l'habitat (OPRAH) ; primes régionales à l'accession sociale à la propriété : dossiers de subventions, actes administratifs, cartes, notes, plans, rapports, correspondance.  
 Environnement. - Parcs naturels régionaux (PNR) ; aide à la création d'emploi pour l'environnement ; voies d'eau, financement de l'équipement ; contrat interrégional du bassin parisien, financement : dossiers de subventions.  
 Emploi. - Fonds régionalisé d'initiatives locales pour l'emploi (FRILE) : dossiers de subventions.  
 Financement attribué. - Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions.

Bordereau de versement	<b>1986-1999</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	19,45 ml
------------------------	------------------	-------------------------	----------

**291PR** Aménagement rural et forestier. - Terres agricoles délaissées, boisement ; industrie de première transformation du bois, financement : dossiers de subventions.  
 1-100  
 Aménagement portuaire, littoral et fluvial. - Ports, travaux ; voies d'eau ; littoral, contrats d'aménagement : dossiers de subventions, procès-verbaux, correspondance.  
 Environnement. - Tourisme fluvial, aménagement des voies d'eau ; programme de fonds régional d'action pour la Loire ; Loire et affluents, études, protection, mise en valeur, aménagement ; migrateurs, aménagement ; cales et quais de la Loire, aménagement ; conservatoire régional des rives de la Loire et de ses affluents, fonctionnement ; Syndicat interdépartemental du bassin de la Maine (SIBM), fonctionnement : dossiers de subventions, procès-verbaux, correspondance.  
 Logement. - Aide régionale à l'habitat et au logement : dossiers de subventions.  
 Infrastructures de communication. - Communications routières, liaison Nantes-Rennes, contrats de plan / contrats de projet État-Région (CPER) ; transports collectifs et ferroviaires ; transport aérien, étude, projet, extension : procès-verbaux, rapports, comptes rendus, correspondance, conventions, notes.

Bordereau de versement	<b>1984-2000</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	12,70 ml
------------------------	------------------	-------------------------	----------

**338PR** Aménagement. - Contrats régionaux de développement (CRD) ; parcs naturels régionaux (PNR), protection et mise en valeur ; contrats d'aménagement du littoral ; Loire et affluents, protection et mise en valeur ; effacement des réseaux électriques et téléphoniques ; plan régional d'élimination des déchets ; mise en place de stations météorologiques ; tourisme, équipement des voies d'eau ; études et planification : dossiers de subventions, procès-verbaux, documents techniques, pièces comptables, documents de suivi, rapports, notes, textes officiels, coupures de presse, correspondance.  
 1-57, 59-115

Bordereau de versement	<b>1984-2002</b>	immédiate ou 25 ans	14, 70 ml
------------------------	------------------	---------------------	-----------

**Direction Environnement et projets de territoire (DEPT)**

De 2004 à 2010, La DEPT a en charge à peu près les mêmes missions que ses ancêtres, hormis le développement des infrastructures et des transports confiés à la Direction Transports et déplacement (DTD).

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série d'archives historiques**

**20W** Logement. - Opérations régionales d'amélioration de l'habitat (ORAH) ; Prime régionale pour l'amélioration de l'habitat (PRAH) : dossiers de subventions.

1-12

Bordereau de versement

1995

immédiate ou 50 ans

1,30 ml

**24W** Logement. - Prime régionale pour l'amélioration de l'habitat (PRAH) : dossiers de subventions.

1-42

Répertoire numérique

1995-2000

Immédiate ou 50 ans

4,20 ml

**Direction Transports et déplacements (DTD)**

De 2004 à 2017, la DTD cherche à développer les modes de transports, améliorer la connexion des territoires et des réseaux de transport existants, à favoriser un mode de vie plus écologique en énergie, accompagne le grand port maritime de Nantes-Saint-Nazaire. Elle développe également le service public de transport régional.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

**423PR** Infrastructures. - Communications routières ; transports collectifs et ferroviaires ; Port autonome Nantes Saint-Nazaire ; aéroport ; mer : marchés à procédure adaptée (MAPA), comptes rendus, courriers, revue de presse, études, brochures, dossiers de financement, rapports.

1-90

Bordereau de versement

1975-2008

immédiate

11,25 ml

**488PR** Relations avec l'Association communautaire de l'estuaire de la Loire (ACEL). - Comités directeurs et comités techniques ; groupes de travail, études : correspondance, comptes rendus, rapports, avant-projets.

1-8

Bordereau de versement

1991-2003

immédiate ou 25 ans

1,05 ml

**Direction Action territoriale et démocratie (DATD)**

La DATD a été mise en place lors du changement d'organigramme du conseil régional des Pays de la Loire en 2010 et est activé jusqu'en janvier 2017. Elle succède à la Direction Espaces régionaux et démocratie territoriale (DERDT) qui avait été créée en 2006. Sa mission est de gérer des opérations de construction, rénovations, etc. sur le territoire régional et d'attribuer des aides dans le cadre du Contrat régional de développement (CRD) par exemple.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

**414PR** Action territoriale. - Opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce (ORAC) ; développement local des pays : dossiers de subventions.

1-55

Bordereau de versement

1990-2009

immédiate ou 50 ans

6,10 ml

**427PR** Antenne de la direction à Nantes. - Conduite d'opération dans les établissements publics locaux d'enseignement (EPL), constructions, rénovations lourdes, réfections, extensions, réaménagements, travaux de sécurité, rénovation de logement de fonction, câblage multimédia ; maintenance du patrimoine immobilier : dossiers de marchés de travaux, dossiers de maîtrise d'œuvre, procès-verbaux, dossiers de subventions.

1-196

Bordereau de versement

1995-2009

immédiate ou 50 ans

21,75 ml

**443PR** Aménagement du territoire. - Contrat régional de développement (CRD) : dossiers de subventions.

1-65

Bordereau de versement

1981-2006

immédiate ou 25 ans

7,90 ml

**465PR** Aménagement du territoire. - Développement et animation des territoires, Contrats territoriaux uniques (CTU) et transitoires ; développement local des pays ; opérations de restructuration de l'artisanat du commerce et des services : dossiers de subventions, contrats, avenants, correspondance, notes, bilans, conventions, études, fiches récapitulatives, comptes rendus.

1-56

Bordereau de versement

1980-2009

immédiate

7,80 ml

## Direction Solidarités (DS)

De 2010 à 2016, la DS vise à améliorer et préserver le cadre et la qualité de vie des Ligériens sur le territoire en intervenant dans plusieurs domaines comme la santé, les jeunes, le logement et l'habitat. Elle développe quatre politiques de solidarités : la solidarité humaine, sociale, territoriale et associative.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

<b>426PR</b> 1-206	Logement et cadre de vie. - Politique du logement, accession à la propriété, amélioration de l'habitat, parc locatif social ; politique de la ville, Contrat Région-ville (CRV), Contrat État-ville, Contrat Région-ville moyenne, grand projet de ville, Contrat métropolitain, Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire (CARENE) ; Plan d'occupation des sols (POS), Plan local d'urbanisme (PLU), hydraulique agricole : étude, convention, bilan, dossiers de réhabilitation, dossiers de requalification urbaine, comptes rendus, rapports, notes, dossier de financement, plans, photographies, contrats, avenants, correspondance, appel à projet, documentation, dossiers contentieux, Schéma de cohérence territoriale (SCOT).	Bordereau de versement	<b>1985-2010</b>	immédiate ou 50 ans	23,70 ml
-----------------------	---	------------------------	------------------	---------------------	----------

### Mission Égalité des droits et dynamiques sociales

De 2010 à 2013, cette mission gérait principalement le Pass culture sport, un mini chéquier destiné aux lycéens.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

<b>374PR</b> 1-95	Programme « Pass culture sport ». - Fonctionnement ; campagne de communication ; prestataires culturels et sportifs, mise en relations ; transport Pass classe, financement : dossiers des partenaires, bordereaux préparatoires au remboursement, bordereaux de recettes, formulaires, pièces comptables.	Bordereau de versement	<b>1999-2004</b>	immédiate ou 25 ans	14, 2 ml
----------------------	--	------------------------	------------------	---------------------	----------

### Pôle Santé et qualité de vie

De 2010 à 2016, ce pôle – qui prend la suite de la Mission Santé-Handicap Solidarités humaines et sociales de la DEPT – a pour missions le suivi des politiques de santé au sens large : santé publique, offre de soins, qualité de vie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap – dont certaines s'insèrent dans le cadre du CPER. Ses actions s'étendent à l'observation de la santé, la prévention et l'éducation à la santé, la lutte contre la désertification médicale. Il a également assuré le pilotage du projet de gérontopôle relatif à la longévité et au vieillissement. .

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

- 477PR**  
1-41
- Politique régionale de santé, programmation et pilotage. - Assises régionales ; schéma régional sanitaire et social (SROS), schéma régional d'organisation sanitaire et sociale (SROSS) ; Conférence régionale de santé ; relations avec les organismes partenaires : notes, articles de presse, correspondance, comptes rendus, procès-verbaux, rapports, bilans, comptes administratifs.  
Financements instruits par le Pôle Santé : dossiers de subventions retenus, notes, correspondance.  
Filière Bois énergie, suivi : comptes rendus, correspondance.

Bordereau de versement	1993-2013	immédiate ou 50 ans	4, 45 ml
------------------------	-----------	---------------------	----------

### Direction Environnement (DEn)

Depuis 2010, la DEn s'occupe de la protection des populations et des activités économiques contre les risques d'inondation fluviale, favorise le développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, développe une politique régionale en faveur de l'éducation à l'environnement, met en œuvre des plans et schémas régionaux en lien avec l'écologie, la gestion des déchets, etc.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

- 421PR**  
1-283
- Énergies renouvelables et éducation à l'environnement. - Partenariat avec l'Agence pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie (ADEME) ; environnement et développement durable, sensibilisation, communication ; programme de Fonds régional d'aides aux initiatives pour l'environnement : dossiers de subventions, dossier préparation.  
Gestion des milieux aquatiques. - Voies navigables, gestion, valorisation ; fonds d'urgence, marée noire due au naufrage d'Érika ; gestion équilibrée de la ressource, financement : comptes rendus, courriers, *Journal de la voie d'eau*, rapports techniques, articles de presse, plans, cartes, schémas de développement fluvial, analyse de toxicité, plan d'intervention Polmar, enquêtes d'opinion, dossiers de subventions, audit, statuts, répertoire numérique détaillé, rapports d'activité.  
Espaces et milieux naturels. - Parcs naturels régionaux (PNR), contribution, fonctionnement ; paysage ligérien, amélioration, restauration, valorisation : budget régional, dossiers de subventions, rapports, comptes rendus, schéma de navigation, courriers.  
Filière forêt bois. – Association Atlanbois, animation de la filière bois ; programme bois-énergie en Pays de la Loire : dossiers de subventions.

Bordereau de versement	1970-2008	immédiate ou 50 ans	36,03 ml
------------------------	-----------	---------------------	----------

**435PR** Patrimoine naturel d'intérêt régional. - Parcs naturels régionaux (PNR) et parc interrégional, contribution : dossiers de subventions, bilan.

1-47

Maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables. - Partenariat avec État-Agence pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie (ADEME)-Région des Pays de la Loire : dossiers de subventions.

Bassins versants. - Protection des espaces naturels, études ; aide à la création d'emploi pour l'environnement ; rivières et voies d'eau, équipement, préservation et valorisation : dossiers de subventions, bilans, études, documentation, notes, courrier.

Bordereau de  
versement

**1990-2004**

immédiate  
ou 50 ans

5,65 ml

**467PR** Pôle maîtrise de l'énergie et déchet. - Économies d'énergie pour les particuliers, aide : dossiers de subventions.

1-40

Bordereau de  
versement

**2009-2010**

50 ans

5,10 ml

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RECHERCHE

Le Conseil régional définit le régime de ses aides économiques et décide de leur octroi aux entreprises. Le développement économique est une compétence confiée aux régions dès la loi de décentralisation du 2 mars 1982. C'est la loi du 13 août 2004 qui leur attribue la mission de coordonner les actions de développement économiques des collectivités territoriales. La Région gère alors les aides aux entreprises, établit un rapport relatif aux aides et régimes d'aides mise en œuvre en Pays de la Loire. On distingue les aides directes (primes à l'emploi et à la création d'entreprises, prêts et avances à taux bonifiés) des aides indirectes (ventes et locations d'immeubles avec rabais, garanties d'emprunt, exonérations de taxe professionnelle). La Région peut engager des études, participer au capital des sociétés de développement régional ou d'économie, des sociétés d'économie mixte. Des actions ponctuelles peuvent être menées pour porter secours à une entreprise en difficulté. Elle participe enfin au financement d'équipements collectifs et aide les initiatives créatrices d'emplois.

Dans le domaine de la recherche et de la technologie, la Région réserve des aides financières aux collectivités et organismes publics ou privés dont les actions répondent à des objectifs généraux qu'elle définit. La recherche est également un domaine d'intervention que la Région a acquis dès les premières lois de la décentralisation en 1982. La Région doit définir et développer les pôles technologiques et techniques, améliorer les technologies existantes et favoriser l'intégration de la recherche dans le développement économique, social et culturel de la région. Depuis la loi du 12 juillet 1999<sup>53</sup>, les collectivités ont la possibilité de soutenir les établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans leurs projets. La Région est alors consultée sur les aspects régionaux des formations supérieures de la recherche.

Plusieurs directions se sont succédé et ont partagé la gestion de cette compétence :

- 1975-1988 : Mission Développement économique ;
- 1988-2004 : Direction Développement économique et recherche (DDER) ;
- 2004-2010 : Direction Action économique (DAE).

Depuis le changement d'organisation des services en 2010, et jusqu'en 2016, la Direction Actions et de l'innovation économique et de l'international puis Direction Action économique innovations et internationalisation (DAE2I) a la responsabilité des politiques de développement économique, d'innovation et d'action à l'international.

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Enseignement supérieur</b>	
	Direction Enseignement supérieur et recherche (DESR)	<b>419PR</b> <b>484PR</b>  La DESR est aussi intervenue dans le domaine de la recherche, secondairement, en gérant des contrats de plan / contrat de projet État-Région (CPER), en assurant le renforcement des grands pôles de recherche et aidant des projets de recherche interrégionaux.
	<b>Culture et sport</b>	
Direction Culture et sports (DCS)	<b>384PR</b>	Documents d'orientations budgétaires, d'infrastructures liées au développement agricole et de la mer de 1982 à 1984.

<sup>53</sup> Loi n°99-587 du 12 juillet 1999 relative à l'innovation et à la recherche.

Renvoi vers la partie		Cotes	Descriptions
		<b>395PR</b>	Publications régionales de la Direction Recherche, de l'enseignement supérieur, de l'international et de l'Europe (DRESIE) et ses ancêtres de 1983 à 2005 et de la DDER de 1972 à 2006.
		<b>441PR</b>	Mallettes et chemises de l'Association du Grand littoral atlantique (AGLIA), des brochures, des plaquettes et des cartes sur le développement aquacole en Pays de la Loire de 1992.
		<b>398 PR</b>	Ouvrages, périodiques et publications officielles produits par les services de la Région Pays de la Loire, rassemblés par les Archives régionales (1974-2006)
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Organismes satellites</b>		
	Association Atlantech	<b>457PR 45W</b>	Documents de fonctionnement de l'association de 1985 à 2010.
	Association Ouest Atlantique	<b>61W</b>	Documents de fonctionnement et relatifs aux activités de promotion économique de l'association de 1970 à 2014.
	<b>Témoignages oraux</b>		
	Alain Thébaud	<b>12AV 15</b>	Témoignage d'Alain Thébaud, chef de service Agriculture et pêche de 2005 à 2014.

### Mission Développement économique

De 1978 à 1988, cette mission se chargeait d'allouer des fonds pour soutenir l'économie régionale et l'emploi, notamment dans les filières industrielles, de la pêche et de l'aquaculture.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**15PR** Développement économique. - Aide régionale à l'industrialisation ; Prime régionale à la création d'entreprises (PRCE) ; Fonds régional d'aide au conseil (FRAC), études : correspondance, dossiers de subventions, statistiques.

1-181

Bordereau de versement      **1975-1985**      immédiate ou 25 ans      18, 50 ml

## Direction Développement économique et recherche (DDER)

De 1988 à 2004, la DDER reprit les missions de son ancêtre. À cela s'ajoutèrent les tâches de soutenir les efforts de la recherche scientifique des organismes publics ou privés régionaux, de créer des pôles et d'allouer des bourses.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
<b>Série de préarchivage</b>					
55PR 1153-1220	Développement économique. - Prime à l'aménagement du territoire (PAT) ; Prime régionale à la création d'entreprises (PCRE) : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	1982-1986	25 ans	6, 8 ml
67PR 1706-1771	Recherche. - Établissements d'enseignement supérieur, financement d'équipements ; Comité consultatif régional de la recherche et du développement technologique (CCRDT), fonctionnement : revue de presse, coupures de presse, correspondance, dossiers de subventions, comptes rendus, plans, procès-verbaux. Développement économique. - Bâtiment industriels, financement ; aide régionale à l'industrialisation, projets rejetés ou abandonnés, bilans ; Caisse des dépôts et consignations (CDC), prêts ; Prime régionale à la création d'entreprises (PRCE) ; Prime à l'aménagement du territoire (PAT) ; Prime d'orientation agricole (POA), financement : correspondance, statistiques, dossiers de subventions, comptes rendus.	Bordereau de versement	1978-1987	immédiate	6, 60 ml
70PR 1861-1911	Fond régional d'aide au conseil (FRAC). - Réunions de comités : comptes rendus.	Bordereau de versement	1985-1988	immédiate	5, 10 ml
79PR 2419-2435	Développement économique. - Prime régionale à la création d'entreprises (PCRE) ; Prime à l'aménagement du territoire (PAT) ; Prime régionale à l'emploi, Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED), récupération, élimination de déchets industriels et agricoles : dossiers de subventions, comptes rendus, notes, correspondance, contrats.	Bordereau de versement	1983-1988	immédiate ou 25 ans	1, 70 ml
86PR 2746-2838	Développement économique. - Prime régionale à la création d'entreprises (PRCE) ; Prime à l'aménagement du territoire (PAT) ; Fonds régional d'aide au conseil (FRAC), études ; zones artisanales et bâtiments industriels, financement : dossiers de subventions, pièces comptables.	Bordereau de versement	1982-1990	immédiate ou 25 ans	9, 28 ml

<p><b>104PR</b> 4461-4693</p>	<p>Développement économique. - Fonds régional d'aide au conseil (FRAC) ; Prime régionale à l'emploi ; Fonds régional d'aide à l'exportation (FRAEX) ; Prime régionale à la création d'entreprises (PRCE) ; Prime à l'aménagement du territoire (PAT) ; zones artisanales et bâtiments industriels, financement ; aide à l'industrialisation : correspondance, règlement, études, dossiers de décisions, études, pièces comptables, conventions, règlements, fiches synthèses, dossiers de subventions. Enseignement supérieur et recherche. - Établissements et centres, financement d'équipements : dossiers de subventions, dossiers de bourses. Pêche et aquaculture. - Financement : dossiers de subventions, rapport.</p>	<p>Bordereau de versement</p>	<p><b>1979-1991</b></p>	<p>immédiate ou 25 ans</p>	<p>23,30 ml</p>
<p><b>117PR</b> 5994- 6099, 6103-6200</p>	<p>Développement économique. - Prime régionale à la création d'entreprise ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) ; Prime régionale à l'emploi ; Fonds régional d'aide au conseil (FRAC) ; Ouest Atlantique, financement ; filière cuir, étude ; Prime à l'aménagement du territoire (PAT) ; Fonds régional d'aide à l'exportation (FRAEX) études, fonctionnement ; Fonds de garantie industrielle ; Société de développement régional de l'ouest ; Prime régionale à la création d'entreprises (PRCE) ; zones artisanales et bâtiments industriels, financement ; élevage, aide à l'installation et à la restructuration ; contrats de modernisation : dossiers de subventions, comptes rendus, correspondance, pièces financières. Pêche et aquaculture. - Aide à la recherche et à l'équipement : dossiers de subventions, correspondance.</p>	<p>Bordereau de versement</p>	<p><b>1977-1993</b></p>	<p>immédiate, 25 ans 50 ans</p>	<p>20, 40 ml</p>
<p><b>133PR</b> 1-130</p>	<p>Développement économique. - Prime régionale à la création d'entreprises (PRCE) ; Prime régionale à l'emploi ; Prime à l'aménagement du territoire (PAT) ; contrats de modernisation ; Fonds régional d'aide au conseil (FRAC) ; Fonds européen de développement régional (FEDER), annulation, décisions ; Fonds régional d'aide à l'exportation (FRAEX) ; Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) : dossiers de subventions, notes, correspondance, comptes rendus. Recherche. - Centres, financement d'équipements : correspondance, études. Développement agricole. - Agriculture des Pays de la Loire, études, expertises ; élevage, aide à l'installation et à la restructuration ; contrats « formation-installation » et « préparation à l'installation » : dossiers de subventions, dossiers d'aménagement. Développement industriel. - Zones artisanales et bâtiments industriels, financement : dossiers de subventions.</p>	<p>Bordereau de versement</p>	<p><b>1985-1993</b></p>	<p>immédiate ou 25 ans</p>	<p>13,60 ml</p>
<p><b>143PR</b> 1-83</p>	<p>Développement industriel. - Fonctionnement ; bâtiments industriels, financement ; Primes régionales à la création d'entreprise (PRCE) ; Primes régionales à l'emploi ; Fonds régional d'aide à la compétitivité : listing, dossiers de subventions, notes, correspondance.</p>	<p>Bordereau de versement</p>	<p><b>1982-1994</b></p>	<p>immédiate ou 25 ans</p>	<p>8,80 ml</p>

**149PR** Développement économique. - Zones artisanales et bâtiments industriels, financement ; Fonds régional d'aide au conseil (FRAC) ; manifestations, financement, fonctionnement ; aide au recrutement des cadres ; Prime régionale à la création d'entreprises (PRCE) ; Prime régionale à l'emploi ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) : notes, correspondance, comptes rendus, dossiers de subventions.

1-71

Pêche. - Produits maritimes, amélioration des conditions de commercialisation : dossiers de subventions.  
Recherche. - Pôles de recherche à vocation interrégionale, financement des programmes, financement des centres et des entreprises, valorisation et diffusion des sciences et techniques : dossiers de subventions.

Bordereau de versement      **1978-1994**      immédiate, 25 ou 50 ans      7,20 ml

**159PR** Développement industriel. - Prime régionale à la création d'entreprises (PRCE), création ; industries, financement : dossiers de subventions, rapports.

1-7, 9,  
11-42,  
44-100,  
102-186

Pêche marine et aquaculture. - Syndicat mixte pour le développement de l'aquaculture en Pays de la Loire ; salon professionnel de la mer ; deuxième rencontre « Association du grand littoral » ; projet de formation productions aquacoles ; produits de la mer et aquaculture, financement de la commercialisation : correspondance, documentation, dossiers de subventions.

Recherche et développement technologique. - Fonctionnement, recrutement, préparation du livre blanc ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) ; financement d'équipements ; études : dossiers de subventions, études, comptes rendus, correspondance, coupures de presse, conventions, procès-verbaux, rapports.

Bordereau de versement      **1976-1993**      immédiate, 25 ou 50 ans      18, 30 ml

**165PR** Développement industriel. - Financement ; Fonds régional d'aide à la compétitivité ; études, financement : dossiers de subventions, arrêtés, comptes rendus, notes, correspondance.

1-74

Recherche et développement technologique. - Comité consultatif régional de la recherche et du développement technologique (CCRDT), fonctionnement ; propositions d'actions interrégionales ; audit de transfert de technologie ; École des mines : comptes rendus, chronos de correspondance.

Bordereau de versement      **1976-1994**      immédiate ou 25 ans      7,20 ml

**169PR** Développement industriel. - Aide régionale à la création d'entreprise (ARCE) ; Prime régionale à la création d'entreprise (PRCE) ; liquidations judiciaires et règlements judiciaires ; cessations d'entreprises ; Fonds régional d'aide au conseil (FRAC) ; aide au recrutement des cadres (ARC) ; Fonds régional d'aide aux marchés extérieurs (FRAME) ; Prime à l'aménagement du territoire (PAT) ; salon « Forum Atlantique de la construction » : dossiers de subventions, correspondance, bilans, documentation, carte.

1-81

Pêche maritime et aquaculture. - Aide aux entreprises aquacoles ; programme d'études ; soutien au renouvellement et à la modernisation de la flotte, construction, transformation, acquisition de navires d'occasion ; aide au renforcement des fonds propres aux entreprises ; amélioration des conditions de commercialisation des produits de la mer, aménagement des criées ; promotion des produits de la mer : dossiers de subventions, correspondance, bilans, documentation, convocations, rapports d'études.

Bordereau de versement      **1978-1995**      immédiate ou 25 ans      8,10 ml

<b>188PR</b> 1-148	<p>Développement industriel. - Prime régionale à la création pour l'insertion ; prime européenne de développement ; aide régionale à la création d'entreprise ; fonds régional à l'exportation ; fonds régional d'aide aux marchés extérieurs ; pré-diagnostic du conseil général ; fonds régional d'aide aux investissements à l'exportation pour l'industrie agro-alimentaire : dossiers de subventions, correspondance.</p> <p>Développement agricole. - Jeunes agriculteurs, aide à l'installation ; viande bovine, aide à la restructuration ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) ; contrat de plan, élaboration : dossiers de subventions, correspondance, conventions, bilan, notes.</p> <p>Recherche et développement technologique. - Contrat de plan / contrat de projet État-Région (CPER), financement ; commissions recherche, fonctionnement ; financement : dossiers de subventions, correspondance, revue de presse, dossiers de bourses.</p>	Bordereau de versement	<b>1985-1998</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	15,20 ml
<b>208PR</b> 1-74	<p>Développement industriel. - Fonctionnement de la direction ; Fonds régional d'aide au Conseil (FRAC) ; aide au recrutement de cadres (ARC) : dossiers de subventions, notes, correspondance, compte rendus.</p> <p>Pêche maritime et aquaculture. - Fonctionnement de la direction ; financement, soutien au renouvellement et à la modernisation de la flotte de pêche, amélioration des criées, laboratoire de biologie marine, aides aux entreprises agricoles : études, dossiers de subventions.</p> <p>Développement agricole. - Financement : dossiers de subventions.</p> <p>Recherche et développement technologique. - Contrat de plan / contrat de projet État-Région (CPER), bourses doctorales et post-doctorales, équipements pour les centres de recherche, structures d'animation et de développement technologique ; financements hors contrat de plan, valorisation et diffusion de la science et de la technique, fonds d'orientation de la recherche, structures d'animation et de développement, aide aux entreprises et aux laboratoires : dossiers de bourses, dossiers de subventions.</p>	Bordereau de versement	<b>1982-1997</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	8,85 ml
<b>259PR</b> 1-80	<p>Développement industriel. - Aide directe aux entreprises, prime régionale à la création d'entreprise (PRCE), Prime régionale à la création d'entreprise artisanale (PRCEA), avance régionale à la création d'entreprise (ARCE) ; aménagement et réduction du temps de travail : dossiers de subventions, rapport d'études, comptes rendus, correspondance.</p> <p>Développement agricole. - Lutte contre la pollution des effluents agricoles : dossiers de subventions.</p> <p>Pêche maritime et aquaculture. - Commission régionale des investissements à la pêche artisanale et à l'aquaculture ; aide aux entreprises aquacoles marines et entreprise de mareyage ; étude en faveur de l'aquaculture ; aide au renouvellement et à la modernisation de la flottille ; acquisition de navires d'occasion ; aide au retrait de la flotte ; promotion des produits de la mer : comptes rendus, rapports d'études, dossiers de subventions.</p>	Bordereau de versement	<b>1985-1999</b>	immédiate ou 25 ans	9,45 ml

<b>269PR</b> 1-185	<p>Développement industriel. - Aides régionales à la création d'entreprise, prime régionale à la création d'entreprises artisanales (PRCEA), aide régionale à la création d'entreprise (ARCE), prime régionale à la création d'entreprise (PRCE), prime régionale à la création d'entreprise jeunes ; aides aux investissements immatériels, comité technique consultatif régional du Fonds régional d'aide au conseil (FRAC), comité technique consultatif régional du Fonds régional d'aide au recrutement des cadres (FRARC) ; aides au développement et à la modernisation des petites et moyennes entreprises-petites et moyennes industries (PME-PMI), fonds de développement des PMI, aide à l'introduction de nouvelles techniques de production, comité technique du conseil régional ; soutien aux organismes à vocation économique, subventions à l'association Ouest Atlantique, conférence régionale des Comités d'expansion, Centre de communication de l'Ouest, Agence nationale pour le développement de la productique appliquée à l'industrie, Centre régional pour l'innovation et le transfert de technologie, Association communautaire de l'estuaire de la Loire, Cellule économique régionale du bâtiment et travaux publics : dossiers de subventions, comptes rendus.</p> <p>Développement agricole. - Collecte et stockage des effluents d'élevage : dossiers de subventions.</p>	Bordereau de versement	<b>1990-2000</b>	immédiate ou 25 ans	20,45 ml
<b>292PR</b> 1-99	<p>Développement industriel. - Aides directes aux entreprises, prime régionale à la création d'entreprise artisanale (PRCEA) ; aide aux infrastructures industrielles : dossiers de subventions.</p> <p>Pêche maritime et aquaculture. - Aide aux entreprises aquacoles ; programme d'études en faveur du développement de l'aquaculture ; soutien au renouvellement et à la modernisation de la flotte de pêche ; amélioration des conditions de commercialisation : dossiers de subventions.</p> <p>Développement agricole. - Progrès et compétitivité, développement de nouvelles filières ; installation de jeunes agriculteurs et élevage de viande bovine : dossiers de subventions.</p>	Bordereau de versement	<b>1990-2001</b>	immédiate ou 25 ans	11,10 ml
<b>310PR</b> 1-11	<p>Développement économique. - Prime régionale à la création d'entreprise artisanale : dossiers de subventions.</p>	Bordereau de versement	<b>1999-2001</b>	immédiate ou 25 ans	1, 10 ml
<b>316PR</b> 1-41, 43-164	<p>Développement industriel. - Prime régionale à la création d'entreprise artisanale ; aide au recrutement des cadres ; Fonds régional d'aide au conseil ; aide à la modernisation des petites et moyennes entreprises-petites et moyennes industries (PME-PMI) ; opérations collectives : dossiers de subventions.</p> <p>Pêche maritime et aquaculture. - Soutien au renouvellement et à la modernisation de la flotte de pêche ; aide aux entreprises aquacoles : dossiers de subventions.</p> <p>Développement agricole. - Installation de jeunes agriculteurs et élevage de viande bovine ; effluents agricoles, collecte et stockage : dossiers de subventions.</p>	Bordereau de versement	<b>1994-2002</b>	immédiate ou 25 ans	22, 20 ml
<b>350PR</b> 1-61	<p>Développement agricole. - Progrès et compétitivité, environnement, action sanitaire, recherche et expérimentation, développement de nouvelles filières ; installation de jeunes agriculteurs ; promotion qualité et commercialisation, actions commerciales et marketing : dossiers de subventions.</p> <p>Pêche maritime et aquaculture. - Construction, transformation et modernisation des navires ; amélioration des conditions de commercialisation des produits de la mer, investissements à terre, qualité et promotion des produits ; aide aux entreprises aquacoles ; programme d'études pour le développement de l'aquaculture : dossiers de subventions.</p>	Bordereau de versement	<b>1993-2003</b>	immédiate ou 25 ans	7,15 ml

### **Service Développement international des entreprises**

Rattachements hiérarchiques successifs :

- 1996-2004 : Direction Développement économique et recherche (DDER) ;
- 2004-2005 : DRESIE.

Ce service gérait de 1996 à 2005 des fonds régionaux pour le développement des entreprises.

#### **Série de préarchivage**

**342PR** Développement industriel. - Fonds régional à l'exportation ; fonds régional d'aide sur les marchés extérieurs ; fonds régional d'aide aux investissements immatériels à l'exportation pour les industries agroalimentaires ; opérations collectives ; aide au recrutement de cadres (ARC), export ; comité technique du Conseil régional, fonctionnement : dossiers de subventions, études, correspondance.

1-65

Bordereau de versement	<b>1992-2002</b>	immédiate ou 25 ans	7, 85 ml
------------------------	------------------	---------------------	----------

### **Service Recherche et développement technologique**

De 1992 à 2004, ce service aidait au développement de la recherche régionale en renforçant les grands pôles de recherche et en favorisant l'émergence de nouvelles équipes thématiques, ainsi que l'accueil de nouveaux chercheurs. En matière de technologie, il devait favoriser le transfert vers les entreprises en faisant émerger les besoins des entreprises et en agissant sur leur capacité d'innovation. Enfin, ce service encourageait les relations entre les chercheurs et les entreprises.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

#### **Série de préarchivage**

**278PR** Recherche. - Renforcement des grands pôles de recherche ; équipement des centres de recherche ; bourses régionales ; programmes européens ; valorisation et diffusion de la science et de la technique ; Fonds d'orientation de la recherche ; projets de développement recherche ; Comité consultatif régional de la recherche et du développement technologique (CCRDT), réunions : dossiers de subventions, comptes rendus.

1-88

Développement technologique. - Aide aux entreprises et aux laboratoires, fonds de développement technologique, Convention de recherche pour les techniciens supérieurs (CORTECHS), stages de longue durée ; Fonds régional d'aide à l'acquisition de technologie ; Fonds régional d'intervention, d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions, comptes rendus.

Bordereau de versement	<b>1990-2000</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	9,60 ml
------------------------	------------------	-------------------------	---------

**331PR** Recherche et développement technologique. - Équipement des centres de recherche ; pôles, financement des programmes ; valorisation et diffusion de la science et de la technique ; Fonds d'orientation de la recherche ; bourses régionales ; projets de recherche interrégionaux ; réseau régional à haut débit ; Union européenne, coopération bilatérale ; entreprises et laboratoires, Convention de recherche pour les techniciens supérieurs (CORTECHS), Fonds de développement technologique, stages de longue durée, Fonds régional d'aide à l'acquisition de la technique ; études et expertises ; secteur agro-alimentaire, veille scientifique : dossiers de subventions.

1-76

Bordereau de versement      **1991-2002**      immédiate, 25 ou 50 ans      8, 85 ml

**356PR** Recherche. - Renforcement des grands pôles de recherche ; équipement des centres de recherche ; bourses régionales ; valorisation et diffusion de la science et de la technique ; Fonds d'orientation de la recherche ; nouvelles équipes émergentes ; projets de recherches interrégionaux ; réseau régional à haut débit : demandes de subventions.

1-43

Développement technologique. - Aides aux entreprises et laboratoires, Convention de recherche pour techniciens supérieurs (CORTECHS), Fonds de développement technologique, stages de longue durée ; Fonds régional d'aide à l'acquisition de la technique ; structures d'animation et de développement technologique ; Fonds régional d'intervention, d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions.

Bordereau de versement      **1993-2003**      immédiate, 25 ou 50 ans      5, 80 ml

### Direction Action économique (DAE)

De 2004 à 2010, la DAE était chargé de contribuer développement industriel et technologique en délivrant des aides et primes sur le territoire régional.

### Service Développement économique

Rattachements hiérarchiques successifs :

- 1992-2004 : DDER ;
- 2004-2005 : DAE.

De 1992 à 2005, ce service accompagnait l'accueil, la création, le développement et la modernisation des entreprises industrielles et commerciales. Il soutenait la modernisation agricole en favorisant l'installation des jeunes, l'expérimentation, la préservation de l'environnement, la valorisation de la qualité. Dans les filières de l'aquaculture et de la pêche, ce service favorisait la formation et l'installation des jeunes, ainsi que le renouvellement de la flotte.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

<b>347PR</b> 1-119	Développement industriel. - Prime régionale à la création d'entreprise artisanale (PRCEA) ; prime régionale à la création d'entreprise (PRCE) ; aide régionale à la création d'entreprises (ARCE) ; prêts à l'accompagnement des micro-projets ; études et expertises ; zones artisanales et bâtiments industriels, financement : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1993-2003</b>	immédiate ou 25 ans	12, 65 ml
<b>352PR</b> 1-21, 23-85	Développement industriel et technologique. - Fonctionnement ; Fonds régional d'aide à l'acquisition de technologie ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) ; Fonds régional d'aide au conseil (FRAC) ; opérations collectives ; Prime régionale à la création d'entreprise artisanale (PRCEA) ; réseau régional à haut débit ; aide régionale au développement des industries agro-alimentaires ; Fonds de développement des petites et moyennes entreprises-petites et moyennes industries (PME-PMI) ; procédure « Atout », aide directe aux entreprises ; Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), partenariat : chronos de correspondance, dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1993-2003</b>	immédiate ou 25 ans	10, 40 ml
<b>370PR</b> 1-173	Développement industriel. - Prime régionale à la création d'entreprise artisanale (PRCEA) ; prime régionale à la création d'entreprise (PRCE) ; prime régionale à la création d'entreprise jeunes ; prime régionale à la création d'entreprise d'insertion ; Fonds régional d'aide au conseil (FRAC) ; aide régionale au développement de l'industrie agroalimentaire ; réseau régional à haut débit ; opérations collectives ; Programme « Énergie ligérienne pour les activités nouvelles » (ÉLAN) ; dossiers de subventions. Pêche maritime et aquaculture. - Financement : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1989-2004</b>	immédiate ou 25 ans	23, 70 ml

## Direction Action économique, innovations et internationalisation (DAE2I)

De 2010 à 2016, la DAE2I intervient dans trois domaines du développement économique : l'innovation, l'international et le financement. Elle assure donc le suivi des politiques régionales dans plusieurs secteurs comme l'industrie, le tourisme, l'agriculture, la pêche, l'économie sociale et solidaire, etc. Elle contribue au développement de la recherche et l'innovation notamment dans les domaines technologiques à l'aide de subventions. Elle accompagne la mutation écologique de l'économie. Enfin, elle favorise le développement international de la Région en matière de diplomatie et de solidarité jusqu'en 2012, date à laquelle ces compétences sont transférés à la Direction Coordination et international (DCI). Sa dénomination a légèrement changé en 2012 en maintenant le même acronyme : elle s'appelait auparavant Direction Actions et innovation économiques et international.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

403PR 1-595	<p>Développement agricole. - Programmes Recherche et innovation, renouvellement des actifs, environnement et agriculture, compétitivité des industries agroalimentaires, développement de l'autonomie protéique, agriculture territoire et société, agriculture durable et filières agro-biologiques, agriculture recherche et innovation : dossiers de subventions.</p> <p>Économie de proximité et création d'entreprises. - Programmes Énergie ligérienne pour des activités nouvelles (ÉLAN), aides à la création d'entreprises (ACE), Fonds de soutien à l'artisanat et au commerce, études et expertise, renforcement des fonds propres des entreprises, animation économique ; Fonds de soutien aux entreprises de l'économie sociale et solidaire : dossiers de subventions, conventions, factures, comptes rendus, bilans.</p> <p>Internationalisation des entreprises. - Réseaux internationaux : dossiers de candidature.</p> <p>Développement technologique. - Relations chercheurs-entreprises : dossier de subventions.</p> <p>Développement industriel. - Appui à la performance industrielle ; manifestations régionales à caractère économique ; Fonds régional d'aides au conseil (FRAC) ; accompagnement des territoires, Prime régionale à l'emploi ; développement technologique ; Fonds d'appui aux filières ; plan régional d'élimination des déchets industriels : comptes rendus, conventions, documentation, dossiers de subventions, notes, études, correspondance, documentation.</p> <p>Pêches maritimes et aquaculture. - Qualité et commercialisation des produits de la mer ; actions communes en faveur des filières ; dispositif d'urgence suite à la marée noire, paiement des intérêts : dossiers de subventions, études.</p> <p>Tourisme. - Aménagement des sites publics touristiques ; organisation de l'offre touristique sur le territoire ; soutien à la filière touristique ; promotion et valorisation du tourisme en Pays de la Loire : dossiers de subventions, études.</p>	Bordereau de versement	1990-2009	50 ans	82, 20 ml
----------------	---	------------------------	-----------	--------	-----------

<b>409PR</b> 1-512	<p>Développement industriel. - Aides directes aux entreprises ; aides aux infrastructures industrielles ; études et expertises ; programme Énergie ligérienne pour les activités nouvelles (ÉLAN) ; accueil de grands projets ; soutien aux organismes à vocation économique ; aides à l'internationalisation ; manifestations à caractère économique : dossiers de subventions, notes, dossiers techniques, dossiers de presse, comptes rendus, correspondance.</p> <p>Pêches maritimes et aquaculture. - Soutien au renouvellement et à la modernisation de la flotte de pêche ; programme d'études en faveur de l'aquaculture ; aides aux entreprises aquacoles ; aménagement et gestion des milieux ; amélioration des conditions de commercialisation des produits de la mer ; actions communes en faveur des filières : études, dossiers de subventions.</p> <p>Développement agricole. - Installation des jeunes agriculteurs ; compétitivité ; programme Pays de la Loire Agriculture ; promotion, commercialisation, qualité, sécurité alimentaire ; plan de confiance pour la filière bovine ; Fonds régional d'interventions, d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions, textes réglementaires, comptes rendus, dossiers techniques.</p> <p>Tourisme. - Soutien aux hébergements et aux structures d'accueil ; aménagement sites publics touristiques, aménagement ; offre touristique sur le territoire, organisation ; FRIEP : dossiers de subventions, études.</p> <p>Recherche et développement technologique. - Opérations collectives régionales menées à l'international ; stages de longue durée : dossiers de subventions.</p>	Bordereau de versement	<b>1991-2007</b>	immédiate ou 50 ans	74, 75 ml
<b>475PR</b> 1-33	<p>Association Ouest Atlantique. - Administration générale ; gestion du personnel ; comptabilité ; programmes Euratlantique et WinAtlantique : contrats d'assurance, relevés de salaires et de charges sociales, factures, relevés et états bancaires.</p>	Bordereau de versement	<b>2005-2013</b>	immédiate ou 50 ans	4, 95 ml
<b>485PR</b> 1-285	<p>Développement industriel et innovation. - Développement et modernisation des entreprises ; appui à la performance industrielle et à l'innovation, aux filières et à l'énergie ; opérations collectives du Contrat État-Région (CPER) ; convention avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ; fonds d'intervention territorial ; plateforme d'innovation et de développement technologique ; manifestations régionales à caractère économique : dossiers de subventions.</p> <p>Internationalisation des entreprises. - Dispositifs régionaux : dossiers de subventions.</p> <p>Économie de proximité et création d'entreprises. - Aides à la création d'entreprises (ACE) ; renforcement des fonds propres des entreprises ; programme régional des métiers d'art ; Fonds de soutien à l'artisanat, aux métiers d'art et au commerce ; fonds de soutien à l'économie sociale et solidaire ; animation économique : dossiers de subventions.</p>	Bordereau de versement	<b>1999-2014</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	44, 25 ml
<b>491PR</b> 1-4	<p>Programme ELAN (Énergie ligérienne pour des activités nouvelles), sélection des projets en comité : dossiers de subventions (convention, fiches individuelles, chartes de partenariat, avis de paiement de stagiaire, CV, proposition et justificatifs de paiement, fiches de suivi et bilan de mission, courriers).</p>	Bordereau de versement	<b>2002-2004</b>	50 ans	0, 6 ml

### Chambre Régionale de commerce et d'industrie (CRCI)

La CRCI est l'organisme chargé de représenter les intérêts des entreprises en Pays de la Loire.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

#### Série de préarchivage

**183PR** Développement économique. - Fonds régional d'aide à l'exportation (FRAEX) : dossiers de subventions.  
1-19

Bordereau de versement      **1984-1989**      immédiate ou 25 ans      1, 90 ml

**184PR** Développement économique. - Fonds régional d'aide au conseil (FRAC) : dossiers de subventions.  
1-80

Bordereau de versement      **1988-1993**      immédiate ou 25 ans      12, 52 ml

### Mission Énergie ligérienne pour les activités nouvelles (ÉLAN)

Cette mission, en activité de 1997 à 2002, aidait la création de projet économique durable qui permettait l'embauche d'un responsable de projet à l'issue des six mois de stage.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

#### Série de préarchivage

**321PR** Programme régional pour l'emploi. - Projets : comptes rendus, correspondance.  
1-38

Bordereau de versement      **1996-1998**      25 ans      4, 85 ml

## TOURISME

Les régions financent la filière touristique, ainsi que des structures afférentes (pôles touristiques et Comités régionaux du tourisme (CRT)). Depuis la mise en œuvre de la clause de compétence générale (article L4211-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT)), la Région est compétente pour mener des actions dans le secteur touristique. Elle intervient pour accompagner les professionnels du tourisme, aider à l'investissement pour les hébergements touristiques et la restauration, la formation professionnelle et favoriser l'accès aux vacances pour tous. Les actions liées au tourisme restent transversales puisqu'elles concernent à la fois le développement économique, le développement culturel, l'aménagement du territoire et la formation professionnelle.

C'est d'abord à la Direction Environnement et cadre de vie (DECV) qu'est revenue la gestion des missions régionales liées au tourisme, puis à la Direction Affaires culturelles et cadre de vie (DACCV) et enfin à la Direction Culture et sports (DCS). Une action de promotion et de valorisation du tourisme en Pays de la Loire est également assurée par ces directions. Le Syndicat Interdépartemental du bassin de la Maine (SIBM) est également intervenu dans les actions touristiques de la région. Les directions ayant en charge ce domaine n'ont pas toujours versé, à ce jour, des archives en lien avec le secteur touristique. Par ailleurs, le tourisme ne constitue pas le domaine d'activité principal des directions de la Région des Pays de la Loire. Aussi convient-il au lecteur de se référer aux parties énumérées ci-dessous :

	Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Aménagement du territoire</b>		
	Direction Environnement et cadre de vie (DECV)	132PR 146PR 156PR 170PR 204PR 4W	De 1992 à 1998, la DECV était en charge de l'amélioration des conditions d'hébergement et du financement des formations en matière de tourisme. Plusieurs subventions ont donc été allouées pour l'innovation touristique, le tourisme fluvial, l'équipement, les parcs naturels.
	<b>Culture et sports</b>		
	Direction Affaires culturelles et cadre de vie (DACCV)	268PR 286PR 294PR 330PR 353PR	La DACCV est intervenue secondairement dans le domaine du tourisme, en gérant les demandes de financement, d'équipement des hébergements et des structures d'accueil, du fonds régional d'aide au conseil architectural et paysager et du Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP). Elle a également eu en charge l'organisation de l'offre touristique sur le territoire. On peut aussi y trouver des archives sur le fonctionnement du Comité régional du tourisme (CRT).
	Direction Culture et sports (DCS) Direction Culture et sports (DCS)	373PR 436PR 395PR 398PR	La DCS a versé des archives relatives au soutien de la filière touristique. Publications régionales relatives au secteur touristique de 1974 à 2006.
	<b>Développement économie et recherche</b>		
Direction Action et innovation économiques et international (DAE2I)	403PR 409PR	La DAE2I est intervenue secondairement dans le domaine du tourisme, notamment pour l'aménagement des sites publics touristiques, dans l'organisation de l'offre sur le territoire et pour soutenir la filière touristique.	
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Organismes satellites</b>		
	Syndicat interdépartemental du bassin de la Maine (SIBM)	344PR 15W	Archives du SIBM qui a coordonné une politique d'aménagement et de développement du tourisme fluvial de 1969 à 2001.

## ÉDUCATION

Les actions menées en matière d'éducation résultent des compétences larges octroyées dès 1983 par les différents actes de la décentralisation. La région assume la propriété, la construction, l'entretien, l'équipement, le fonctionnement et le financement des lycées publics, des établissements d'éducation spéciale et des lycées professionnels maritimes. Elle devient même propriétaire des établissements publics. L'institution régionale intervient aussi dans l'équipement des lycées privés et l'amélioration du cadre de vie des lycéens.

Ces premières actions ont d'abord été gérées au cours des années 80 par la Mission Éducation. La région élabore alors le schéma prévisionnel des formations des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spéciale. Depuis la loi du 13 août 2004<sup>54</sup>, la Région devient également responsable du recrutement et de la gestion des personnels techniciens, ouvrier et de service (TOS) des lycées. Enfin, la région peut participer au financement d'une part significative des établissements universitaires publics. Elle attribue des bourses en faveur des étudiants, notamment dans le cadre de la mobilité européenne.

Plusieurs directions ont versé leurs archives :

- 1990-1991 : Direction Éducation (DE) ;
- 1991-2004 : Direction Éducation et enseignement supérieur (DEES) ;
- 2004-2010 : DE.

Depuis 2010, la Direction Lycées (DL) a repris la compétence éducation.

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sport</b>	
	Direction Culture et sports (DCS)	<p><b>438PR</b> Documents liés à la construction, l'extension, la restructuration des bâtiments de l'enseignement secondaire et supérieur de 1987 à 1997.</p> <p><b>440PR</b> Classeurs DETOX sur le stockage et l'utilisation des produits toxiques en milieu scolaire.</p>
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Finances et moyens généraux</b>	
	Direction Patrimoine immobilier (DPI)	<p><b>388PR</b> <b>411PR</b> <b>412PR</b> <b>428PR</b> <b>455PR</b> <b>456PR</b> <b>480PR</b> <b>482PR</b> <b>51W</b></p> <p>La direction est intervenue dans la gestion des bâtiments de l'enseignement secondaire.</p>
	<b>Services assurant le fonctionnement du Conseil régional, l'administration générale et les ressources humaines</b>	
	Direction Assemblées et moyens généraux (DAMG), Pôle Secrétariat de la Présidence	<p><b>69W</b> Dossiers relatifs au suivi particulier du projet de lycée à Beauréau (Maine-et-Loire) de 2005 à 2012.</p>
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Organismes satellites</b>	
	Association Euroouest	<p><b>41W</b> Cette association assurait une mission d'intérêt public de 1989 à 1998 et gérait notamment les « Tickets ouest pour l'Europe » (TOPE).</p>

<sup>54</sup> Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

<b>Témoignages oraux</b>		
Jean Lelu	<b>12AV 1</b>	Témoignage oral de Jean Lelu, directeur de la Direction Éducation (DE) de février 1991 à juillet 2002.

### Direction Éducation et enseignement supérieur (DEES)

La DEES veillait de 1991 à 2004 à maintenir sur le territoire régional une offre de formation initiale. Elle participait à la gestion des établissements d'enseignement secondaire publics et privés et des bâtiments administratifs pour le fonctionnement, la construction, la rénovation, les travaux d'extension, de maintenance et l'équipement. Elle engageait également des actions de soutien à la mobilité lycéenne et étudiante.

En matière d'enseignement supérieur, la direction œuvrait afin de diversifier l'offre de formation et de doter les établissements d'équipements technologiques de l'information et de la communication.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

#### Série de préarchivage

**277PR** Enseignement secondaire. - Établissements publics, dotations de fonctionnement, assurances ; programme d'aides à l'enseignement privé ; fonds d'aide aux initiatives régionales en matière éducative ; programme Detox, produits toxiques, prévention, traitement ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions, correspondance.

1-112,  
120, 121

Bordereau de  
versement

**1986-2000**

immédiate  
ou 50 ans

11, 70 ml

**297PR** Enseignement secondaire. - Établissements privés sous contrat d'association, fonctionnement, forfaits d'externat ; établissements privés, financement immobilier et mobilier, Fonds social des lycéens (FSL) ; établissements publics, financement d'équipements, fonds commun des services d'hébergement : notes, comptes rendus, correspondance, dossiers de subventions, dossiers administratifs, dossiers techniques.

1-144

Bordereau de  
versement

**1990-2001**

Immédiate,  
25 ou 50 ans

17, 60 ml

**462PR** Établissements d'enseignement supérieur. - Financement de construction et d'acquisition ; programme « Forma+ » ; Fonds d'aide aux initiatives régionales en matière éducative (FAIRE) ; sinistres de bâtiments sans dommage corporel : présentation des projets, notification, arrêté, convention, liste des participants, présentation du programme, charte de partenariat, pièces justificatives.

1-34

Bordereau de  
versement

**1992-2006**

immédiate  
ou 50 ans

4, 40 ml

**Série d'archives historiques**

**43W**  
1-2402 Enseignement secondaire et supérieur. - Politique générale, élaboration, suivi des politiques, transfert de compétences, prospective, planification, programmation, organisation, relations avec les acteurs de l'enseignement, demandes d'interventions ; communication, manifestations, événements, forums, concours, publications, financement d'actions extérieures ; bâtiments publics, administratifs et d'enseignement, attribution des marchés, construction, extension, opérations de maintenance lourde, visites de sécurité ; actions éducatives, programmes ; administration et financement, fonctionnement, investissement, conseil d'administration, comptabilité ; établissements privés sous contrat d'association, financement ; actions pour l'enseignement supérieur, élaboration de programmes, soutien aux établissements, participation aux organismes de développement de l'enseignement supérieur : correspondance, discours, plaquettes, notes, programmes, pièces comptables, brochures, arrêtés, communiqués, dossiers de presse, procès-verbaux, rapports, listes d'émargement, dossiers de marchés publics, comptes rendus, projets pédagogiques, dossiers de subventions.

Répertoire  
numérique  
détaillé

**1977-2002**

immédiate,  
25 ou 50 ans

237, 29 ml

**Service Construction et travaux**

De 1992 à 2002, ce service organisait et supervisait les travaux d'aménagement, de maintenance des établissements d'enseignement secondaire, de rénovation des logements de fonction et la gestion des urgences liées à des exigences de sécurité ou à des sinistres. Ces missions amenaient donc le service à lancer des appels d'offres auprès des entreprises. Par ailleurs, il réalisait des études techniques pour une meilleure définition des besoins et estimation des coûts. Il veillait aussi à doter les établissements en équipements (mobilier, matériel informatique, etc.).

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

**287PR**  
1-67 Enseignement secondaire. - Établissements publics, études, honoraires, expertises, travaux d'urgence, travaux d'aménagement et de maintenance ; logements de fonction, travaux d'aménagement : dossiers administratifs, dossiers techniques, plans, correspondance, pièces comptables.

Bordereau de  
versement

**1991-2001**

immédiate  
ou 25 ans

9, 50 ml

**299PR**  
1-101 Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'urgence, travaux d'aménagement et de maintenance, études, expertises, honoraires des services techniques ; logements de fonction, travaux d'aménagement ; programme pluriannuel d'investissement ; Institut universitaire professionnalisé (IUP) en ingénierie, projets de concours, travaux d'aménagement : dossiers administratifs, dossiers techniques, plans, correspondance, procès-verbaux, pièces comptables.

Bordereau de  
versement

**1991-2001**

immédiate  
ou 25 ans

13, 65 ml

<b>302PR</b> 1-16	Enseignement secondaire et supérieur. - Établissements publics, travaux d'aménagement : dossiers des ouvrages exécutés (DOE), dossiers des interventions ultérieures des ouvrages (DIUO) des opérations terminées.	Bordereau de versement	<b>1996-2001</b>	25 ans	1, 60 ml
<b>304PR</b> 1-19, 24-177, 179-191	Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement et de maintenance, travaux d'urgence et de sécurité, études, honoraires et expertises, honoraires des services techniques ; logements de fonction, travaux d'aménagement et de maintenance ; comités d'appel d'offre et jurys de maîtrise d'œuvre, fonctionnement : dossiers administratifs, dossier techniques, procès-verbaux.	Bordereau de versement	<b>1988-2002</b>	immédiate ou 25 ans	25, 45 ml
<b>311PR</b> 1-36, 38-53	Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement et de maintenance, travaux d'urgence et de sécurité, études, honoraires et expertises : dossiers administratifs, dossiers techniques, plans, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1995-2001</b>	immédiate ou 25 ans	7 ml
<b>312PR</b> 1-67, 69-106	Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement et de maintenance, études, honoraires et expertises, travaux d'urgence, honoraires des services techniques, programme d'action pour les lycéens ; logements de fonctions, travaux d'aménagement ; formation professionnelle : pièces comptables, dossiers administratifs, dossiers techniques, plans.	Bordereau de versement	<b>1993-2001</b>	immédiate ou 25 ans	13, 95 ml
<b>313PR</b> 1-66	Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement et de maintenance, programme d'action pour les lycéens ; logements de fonction, travaux d'aménagement : pièces comptables, dossiers administratifs, dossiers techniques, plans.	Bordereau de versement	<b>1994-2002</b>	immédiate ou 25 ans	8, 50 ml
<b>320PR</b> 1-62	Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement et de maintenance ; logements de fonction, travaux d'aménagement : pièces comptables, dossiers administratifs, dossiers techniques, plans.	Bordereau de versement	<b>1996-2002</b>	immédiate ou 25 ans	8, 75 ml
<b>326PR</b> 1-27, 30-42, 44-48	Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement et de maintenance, travaux d'urgence ; logements de fonction, études, honoraires et expertises : dossiers administratifs, dossiers techniques, plans, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1995-2002</b>	immédiate ou 25 ans	5, 90 ml

<b>328PR</b> 1-48	Enseignement secondaire. - Lycée Clemenceau, travaux d'aménagement : dossiers administratifs, dossier d'appel d'offre restreint, projets, diagnostic, bordereau quantitatif estimatif, actes d'engagement, cahier des clauses techniques particulières, cahier des clauses administratives, plans.	Bordereau de versement	<b>1995-2002</b>	immédiate ou 25 ans	9, 15 ml
<b>329PR</b> 1-62	Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement et de maintenance, travaux d'urgence, études, honoraires et expertises, honoraires des services techniques ; direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Loire-Atlantique, honoraires : pièces comptables, dossiers techniques.	Bordereau de versement	<b>1994-2002</b>	immédiate ou 25 ans	8, 20 ml
<b>333PR</b> 1, 5, 7	Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement : dossiers techniques, offres non retenues.	Bordereau de versement	<b>1995-2002</b>	25 ans	0, 45 ml
<b>334PR</b> 1-21	Enseignement secondaire. - Lycées Jean Monnet et Mendès-France, travaux d'aménagement : dossiers des ouvrages exécutés (DOE), dossiers des interventions ultérieures des ouvrages (DIUO).	Bordereau de versement	<b>1996-2001</b>	immédiate	2, 10 ml
<b>336PR</b> 1-10	Enseignement secondaire. - Lycée Atlantique, travaux d'urgence ; lycée E. Branly, aménagement de l'espace couvert, restructuration du centre de formation des apprentis (CFA) ; lycée de Lattre de Tassigny, réfection de l'extraction cuisine, remplacement des séparateurs, réfection de la passerelle internat et des espaces extérieurs : dossiers des ouvrages exécutés (DOE), dossiers des interventions ultérieures des ouvrages (DIUO).	Bordereau de versement	<b>1997-2003</b>	immédiate	1 ml
<b>341PR</b> 1-98	Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'urgence, travaux d'aménagement et de maintenance ; logements de fonction, travaux d'aménagement et de maintenance : pièces comptables, dossiers techniques, dossiers de consultation des entreprises, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1991-2003</b>	immédiate	13, 70 ml
<b>346PR</b> 1	Enseignement secondaire. - Lycée Le Mans Sud, travaux d'aménagement : dossiers des ouvrages exécutés (DOE), dossier technique.	Bordereau de versement	<b>1998-1999</b>	immédiate	0, 08 ml
<b>348PR</b> 1-198	Enseignement secondaire et supérieur. - Établissements publics, travaux d'aménagement et de maintenance, travaux d'urgence et de sécurité : dossiers administratifs, correspondance, dossiers techniques.	Bordereau de versement	<b>1991-2003</b>	immédiate ou 25 ans	30, 62 ml

**349PR** Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement et de maintenance, travaux d'urgence, études, honoraires et expertises ; logements de fonction, travaux d'aménagement et de maintenance : dossiers administratifs, correspondance, dossiers techniques.  
1-36,  
38-69

Bordereau de versement      **1991-2003**      immédiate ou 25 ans      10, 05 ml

**366PR** Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'urgence, d'aménagement et de maintenance, câblage de l'équipement multimédia ; plan pluriannuel d'investissement ; logements de fonction, travaux d'aménagement et de maintenance : dossiers administratifs, dossiers techniques, correspondance.  
1-40

Bordereau de versement      **1990-2003**      immédiate ou 25 ans      6 ml

### Série d'archives historiques

**16W** Bâtiments d'enseignement secondaire et supérieur et Hôtel de Région maîtrise d'ouvrage. - Concours d'architecture : maquettes.  
1-16

[À noter : la consultation des documents est possible à partir de photographies numériques cotées 2Num2].

Répertoire numérique détaillé 2Num2      **1984-2003**      immédiate      17, 20 ml

**26W** Bâtiment maîtrise d'ouvrage. - Fonds régional d'art contemporain (FRAC), concours d'architecture : maquette du lauréat.  
1

Bordereau de versement      **1996**      immédiate      0, 73 ml

**40W** Projets d'architectes pour les bâtiments réalisés par la Région des Pays de la Loire : panneaux d'exposition.  
1-231

[À noter : la consultation des documents est possible à partir de photographies numériques cotées 3Num1].

Répertoire numérique détaillé 3Num1      **1987-2000**      immédiate      3, 18 ml

### Série de reproductions d'archives sur support informatique

**2Num2** Architecture et ingénierie. - Concours de projets : photographies numériques des maquettes.  
CD1  
[À noter : ce fonds est composé des photographies numériques des maquettes reçues par la Région des Pays de la Loire lors de concours d'architecture et cotées en 16W].

Répertoire numérique détaillé      **1983-2003**      immédiate      0, 01 ml

**3Num1** Architecture et ingénierie. - Concours de projets : photographies numériques des panneaux d'exposition.  
**CD1-66** [À noter : ce fonds est composé des photographies numériques des panneaux reçus par la Région des Pays de la Loire lors de concours d'architecture et cotés en 40W].

Répertoire  
numérique  
détaillé      **1987-2000**      immédiate      0, 1 ml

### Direction Éducation (DE)

De 2004 à 2010, cette direction a repris uniquement une partie des compétences de la DEES, l'enseignement supérieur étant confié à la Direction Recherche, enseignement supérieur, international et Europe (DRESIE).

### Service Équipement et fonctionnements des établissements d'enseignement

Rattachements hiérarchiques successifs :

- 1992-2004 : DEES ;
- 2004-2006 : DE.

Ce service aidait les établissements d'enseignement secondaire à se doter d'équipements mobiliers, matériels et pédagogiques. Il assurait le suivi des actes liés au fonctionnement des lycées, comme les comptes administratifs (CA) par exemple, participait au financement des voyages scolaires et distribuait des aides aux lycéens dans le cadre des Fonds sociaux lycéens (FSL).

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### **Série de préarchivage**

**281PR** Enseignement secondaire. - Établissements publics, fonctionnement, budget, décisions modificatives : comptes financiers, procès-verbaux.

1-12,  
33-58

Bordereau de versement      **1989-2001**      immédiate      3, 80 ml

**308PR** Enseignement secondaire. - Établissements publics, fonctionnement, financement d'équipements ; établissements privés, programme d'aide à l'enseignement privé : dossiers de subventions, pièces comptables.

1-96,  
98-186

Bordereau de versement      **1993-2002**      immédiate      19, 80 ml

**340PR** Enseignement secondaire. - Établissements publics, fonctionnement, budget primitif, financement d'équipements, décision modificative ; établissements privés, financement immobilier et mobilier, Fonds social lycéens (FSL) : procès-verbal, dossiers de subventions.

1-10,  
30-175

Bordereau de versement      **1993-2002**      immédiate  
25 ou 50 ans      16, 95 ml

**355PR** Enseignement secondaire. - Établissements publics, fonctionnement, financement d'équipements ; établissements privés, financement immobilier et mobilier, Fonds social lycéens (FSL) ; programme Syllabus, aide à l'installation de salles multimédia ; Fonds d'aide aux initiatives régionales en matière éducative ; voyages éducatifs culturels, financement : dossiers de subventions, pièces comptables, enquête, rapports.

1-34,  
54-167

Bordereau de versement      **1993-2003**      immédiate  
25 ou 50 ans      15, 90 ml

**371PR** Enseignement secondaire. - Établissements publics, fonctionnement, budget primitif, contentieux terminés, décisions modificatives ; équipements, aide à la maintenance ; équipements sportifs publics et privés, dotation d'utilisation ; établissements privés, financement mobilier et immobilier, Fonds social lycéens (FSL) : procès-verbaux, dossiers de subventions, comptes financiers.

1-63,  
85-232

Bordereau de versement      **1989-2004**      25 ans      23, 65 ml

### Service Conduite d'opération

Rattachements hiérarchiques successifs :

- 2002-2004 : DEES ;
- 2004-2006 : DE.

Ce service avait en charge les mêmes missions que le Service Constructions et travaux.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### **Série de préarchivage**

**367PR** Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'urgence d'aménagement et de maintenance, programme d'action pour les lycéens ; logements de fonction, travaux d'aménagement et de maintenance : dossiers administratifs, dossiers techniques.

1-93

Bordereau de versement      **1994-2003**      immédiate  
ou 25 ans      13, 65 ml

**368PR** Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'urgence d'aménagement et de maintenance, programme d'action pour les lycéens ; logements de fonction, travaux d'aménagement et de maintenance : dossiers administratifs, dossiers techniques.

1-66

Bordereau de versement      **1994-2004**      immédiate  
ou 25 ans      9, 80 ml

**375PR** Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement, de maintenance, d'urgence et de sécurité, études, honoraires et expertises, plan d'action pour les lycéens ; logements de fonction, travaux d'aménagement et de maintenance ; Institut des sciences et technologie de l'ingénieur d'Angers (ISTIA) et Institut national d'horticulture (INH), financement : dossiers administratifs, dossiers techniques, pièces comptables, correspondance.

1-77

Bordereau de versement      **1989-2004**      immédiate  
ou 25 ans      10, 50 ml

<b>376PR</b> 1-28, 30-86	Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement, de maintenance, d'urgence et de sécurité, études, honoraires et expertises, plan d'action pour les lycéens ; logements de fonction, travaux d'aménagement et de maintenance ; Institut universitaire de technologie (IUT) de Laval, financement : dossiers administratifs, dossiers techniques, pièces comptables, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1991-2004</b>	immédiate ou 25 ans	12, 60 ml
<b>377PR</b> 1-77	Enseignement secondaire. - Lycée Clemenceau, travaux d'aménagement : dossiers administratifs, dossiers techniques, plans, photographies, vidéos.	Bordereau de versement	<b>1993-2004</b>	immédiate ou 25 ans	11, 10 ml
<b>378PR</b> 1-41, 43-46	Enseignement secondaire. - Établissements publics, travaux d'aménagement, de maintenance, de sécurité, plan d'action pour les lycéens ; programme Syllabus, aide à l'installation de salles multimédia : dossiers administratifs, dossiers techniques, pièces comptables.	Bordereau de versement	<b>1995-2005</b>	immédiate ou 25 ans	6, 65 ml
<b>410PR</b> 1-188	Établissements publics locaux d'enseignement (EPL) du Maine-et-Loire. - Construction, rénovation lourdes, extension ; travaux de maintenance de sécurité et d'urgence ; investissements immobiliers ; logements de fonction, rénovation : dossiers administratifs et techniques, pièces contractuelles, plans, études, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1966-2007</b>	immédiate	26, 15 ml

### **Service Maîtrise d'ouvrage**

Rattachements hiérarchiques successifs :

- 2002-2004 : DEES ;
- 2004-2006 : DE.

Ce service, ayant existé de 2002 à 2006, s'occupait de réaliser les travaux de construction. Il définissait les programmes de construction et assurait le financement. Il déterminait dans les programmes les objectifs des opérations de construction, ainsi que les contraintes et les exigences. Il choisissait les entrepreneurs pour la conduite des travaux (appels d'offres).

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### ***Série de préarchivage***

<b>383PR</b> 1-109	Enseignement secondaire. - Établissements publics, relevés in situ : plans, croquis.	Bordereau de versement	<b>2000</b>	Immédiate	15, 15 ml
-----------------------	--	---------------------------	-------------	-----------	-----------

### Service Action éducative

Rattachements hiérarchiques successifs :

- 1992-2004 : DEES ;
- 2004-2006 : DE.

Ce service, de 1992 à 2006, avait pour tâche de soutenir les projets pédagogiques des établissements à caractère innovant, de développer des activités scolaires et extrascolaires. Il pouvait contribuer à l'allègement des frais de scolarité supportés par les familles et enfin aider à la scolarisation des lycéens atteints de troubles de santé.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### **Série de préarchivage**

<b>290PR</b> 1-161	Établissements scolaires. - Dotation d'aide à l'équipement technologique : dossiers de bourses, listings récapitulatifs.	Bordereau de versement	<b>1998-2001</b>	50 ans	16, 10 ml
<b>293PR</b> 1-46	Enseignement secondaire. - Formation initiale, modernisation ; programme d'aide directe : dossiers de subvention, rapports de commissions.	Bordereau de versement	<b>1990-2000</b>	50 ans	5, 60 ml
<b>322PR</b> 1-100	Établissements scolaires. - Dotation d'aide à l'équipement technologique : dossiers de bourses, listings récapitulatifs.	Bordereau de versement	<b>2001-2002</b>	50 ans	14, 45 ml
<b>351PR</b> 1-124	Établissements scolaires. - Dotation d'aide à l'équipement technologique : dossiers de bourses, listings récapitulatifs.	Bordereau de versement	<b>2002-2003</b>	50 ans	12, 50 ml

**Direction Lycées (DL)**

Depuis 2010, la DL a repris les missions de la Direction Éducation (DE) à l'exception des constructions et travaux dans les établissements d'enseignement. Elle assure donc la gestion des moyens liés au fonctionnement des établissements scolaires, des actions éducatives et sociales, du patrimoine scolaire mobilier et immobilier, avec la Direction Patrimoine immobilier (DPI), responsable de la maîtrise d'ouvrage.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
<b>Série de préarchivage</b>					
<b>389PR</b> 1-134	Enseignement secondaire. - Établissements publics, fonctionnement, aide à la maintenance des équipements, décisions modificatives : pièces comptables, procès-verbaux, comptes rendus, notes, correspondance.	Bordereau de versement	<b>2003-2007</b>	immédiate	17, 95 ml
<b>399PR</b> 1-356	Établissements scolaires. - Dotation d'aide à l'équipement technologique : dossiers de bourses, listings récapitulatifs.	Bordereau de versement	<b>2003-2005</b>	50 ans	36, 10 ml
<b>415PR</b> 1-203	Enseignement secondaire. - Établissements privés, investissement, fonctionnement : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1996-2010</b>	immédiate	20, 25 ml
<b>416PR</b> 1-163	Établissements publics. - Finances, budget primitifs, décisions modificatives ; conseils d'administration, délibérations ; locaux, utilisation ; fonds commun des services d'hébergement : comptes financiers, procès-verbaux, délibérations, conventions.	Bordereau de versement	<b>2001-2010</b>	immédiate	24, 30 ml
<b>425PR</b> 1-113	Établissements publics et privés. - Dotation d'aide à l'équipement technologique : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>2005-2006</b>	50 ans	11, 30 ml
<b>466PR</b> 1-56	Enseignement secondaire. - Établissements privés, investissement ; fonctionnement : dossiers de subvention.	Bordereau de versement	<b>2001-2013</b>	immédiate ou 50 ans	5, 70 ml

## FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

Un rôle de premier plan est exercé dans ces domaines. Depuis leur création, les conseils régionaux gèrent les actions et les programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue. Cependant certaines régions comme les Pays de la Loire n'ont pas attendu le transfert de ces compétences, prévu par la loi du 7 janvier 1983<sup>55</sup>, pour assurer cette politique. Plusieurs lois ont permis le renforcement de ces compétences comme la loi du 20 décembre 1993<sup>56</sup>, celle du 13 août 2004<sup>57</sup> ou encore celle du 24 novembre 2009<sup>58</sup>. La région élabore des Plans régionaux de développement des formations professionnelles, définissant les actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes et favorisant un développement cohérent des filières de formation. Chaque année, elle arrête également un programme d'apprentissage et de formation professionnelle, qui sert de base au conventionnement des stages, à la rémunération des stagiaires et aux conventions avec les organismes gestionnaires des centres de formation d'apprentis (CFA). En outre, elle participe à la création et à la rénovation des CFA, encourage le développement de sections d'apprentissage au sein des établissements scolaires, finance les formations par apprentissage et les employeurs d'apprentis.

Voici la liste des services ayant versé leurs archives :

- 1986-1988 : Direction Générale des services (DGS) / Mission Formation professionnelle et apprentissage ;
- depuis 2010, la gestion de ces compétences a été répartie entre deux directions : la Direction Apprentissage (DA) et la Direction Emploi et formation professionnelle (DEFP).

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions	
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sport</b>		
	Direction Culture et sports (DCS)	395PR 440PR	Publications régionales de la Direction Formation professionnelle et apprentissage (DFPA) de 1986 à 2001. Pochette « l'apprentissage apprend aussi à réussir. Il suffit de suivre le plan » de 1993.
	<b>Développement économique et recherche</b>		
	Mission Énergie ligérienne pour les activités nouvelles (ÉLAN)	321PR	Dossiers projets des programmes régionaux pour l'emploi de 1996 à 1998.
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Témoignages oraux</b>		
	Madeleine Moriceau	12AV 8	Témoignage de Madeleine Moriceau, responsable de l'antenne Formation professionnelle de la région des Pays de la Loire en Sarthe (1996-2009).

<sup>55</sup> Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions.

<sup>56</sup> Loi quinquennale n°93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle.

<sup>57</sup> Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

<sup>58</sup> Loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie.

## Mission Formation professionnelle et apprentissage

De 1986 à 1988, elle finançait les actions de formation professionnelle et en faveur de l'apprentissage en partenariat avec d'autres institutions, notamment les centres de formation pour apprentis (CFA) ou encore les organismes de formations. Dans ce cadre, elle était amenée à distribuer des Fonds sociaux européens (FSE). Elle établissait également les programmes régionaux de formation.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

<b>13PR</b> 1-96	Formation professionnelle. - Financement d'actions en partenariat avec d'autres institutions : dossiers de subventions, recueil des actes administratifs (RAA), rapports, bulletins, correspondance, convocations, dossiers de financement, états récapitulatifs comptables, conventions, comptes financiers, études.	Bordereau de versement	<b>1982-1986</b>	immédiate ou 50 ans	9, 54 ml
<b>29PR</b> 1-22	Formation professionnelle. - Centres de formation d'apprentis (CFA), financement, équipement ; contrat de plan de la filière électronique : dossiers de subventions, instructions, projets de notification des décisions du Conseil régional.	Bordereau de versement	<b>1979-1986</b>	immédiate ou 25 ans	2, 16 ml
<b>57PR</b> 1305-1311	Formation professionnelle. - Projets d'actions ; propositions de stage : correspondance, rapports, documentation, statistiques.	Bordereau de versement	<b>1979-1986</b>	immédiate	0, 70 ml
<b>76PR</b> 2266-2286	Formation professionnelle et apprentissage : dossiers de bourses, dossiers de rémunération, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1987-1989</b>	immédiate ou 50 ans	2, 10 ml
<b>110PR</b> 5164-5387	Commission sectorielle de la formation professionnelle et comité régional de la formation professionnelle. - Fonctionnement : dossiers de subventions, comptes financiers, budgets prévisionnels, conventions, correspondance, comptes rendus, rapports, documentation, arrêtés, fiches financières.	Bordereau de versement	<b>1981-1991</b>	immédiate	22, 30 ml
<b>125PR</b> 1-54	Formation professionnelle. - Établissements de formation, financement ; Fonds social européen (FSE), enquêtes ; Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS), décisions, instruction ; bourses de la délégation académique à la formation continue, décisions, instruction ; Fonds d'assurance formation (FAF) des salariés, décisions : notes, correspondance, dossiers de bourses, comptes rendus.	Bordereau de versement	<b>1985-1992</b>	immédiate ou 50 ans	5, 40 ml

**134PR** Formation professionnelle. - Programme régional de formation ; comité régional de la formation professionnelle de la promotion sociale et de l'emploi ; Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), financement ; Fonds structurel européen (FSE), enquêtes ; dispositif régional d'aide à la promotion individuelle, financement ; centre de formation d'apprentis (CFA), budgets prévisionnels, programme de rénovation de l'apprentissage : correspondance, bilans, listings mensuels, dossiers de rémunérations, conventions, comptes financiers.

1-165

Bordereau de versement      **1986-1994**      immédiate ou 50 ans      18, 65 ml

**152PR** Formation professionnelle. - Programmation ; Fonds social européen (FSE) : notes, correspondance, conventions.

1-51

Bordereau de versement      **1988-1994**      Immédiate ou 50 ans      5, 30 ml

### Direction Apprentissage (DA)

Cette direction est créée en juillet 2010, suite au nouveau mandat politique de la collectivité régionale et de la nouvelle organisation des directions. La compétence « apprentissage » était auparavant rattachée à la Direction Formation professionnelle et apprentissage (DFPA). La DA gère en premier lieu l'offre de formation. Sa deuxième mission concerne le financement du fonctionnement et des investissements des centres de formation d'apprentis (CFA). Enfin, elle intervient auprès des apprentis et des employeurs, par le versement d'aides.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**448PR** Centres de formation d'apprentissage (CFA). - Investissement, dépenses : dossiers de subventions. Apprentis. - Actions éducatives : dossiers de subventions.

1-51

Bordereau de versement      **2000-2010**      50 ans      7, 15 ml

**458PR** Centres de formation d'apprentissage (CFA). - Fonctionnement du dispositif ; dépenses d'investissements : dossiers de subventions. Apprentis. - Mesures en faveur des apprentis, dotation à l'équipement professionnel, soutien aux apprentis en difficulté financière : dossiers de subventions.

1-37

Bordereau de versement      **2003-2011**      50 ans      5, 20 ml

## Direction Emploi et formation professionnelle (DEFP)

Créée en 2010, cette direction a pour mission la mise en œuvre des mesures et dispositifs facilitant l'accès à la qualification, l'insertion sociale et professionnelle.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
<b>Série de préarchivage</b>					
<b>164PR</b> 1-200	Formation professionnelle. - Investissement ; commission sectorielle de la formation professionnelle et apprentissage, fonctionnement ; programme régional de formation, convention « Pixel » ; programme d'actions de formations ; programmes d'actions préparatoires et d'initiative locale, allocation formation reclassement (AFR) individuel ; Fonds social européen (FSE), enquêtes, demandes de solde ; dispositif régional d'aide à la promotion individuelle, financement ; études, promotion ; programme Pays de la Loire enseignement individualisé à distance (PLEIAD), informatisation : correspondance, documentation, bilans, textes officiels, conventions, dossiers de subventions, enquête.	Bordereau de versement	<b>1985-1995</b>	immédiate ou 50 ans	20, 55 ml
<b>176PR</b> 1-186	Formation professionnelle continue (FPC) et apprentissage. - Dépenses de fonctionnement, programmes d'actions préparatoires et d'initiatives locales, d'allocation formation reclassement (AFR) ; rémunération des stagiaires et aides individuelles, études et accompagnement, audits ; investissement hors contrat de plan et contrat de plan : dossiers de subventions, documentation, procès-verbaux, notes, comptes rendus, conventions annuelles, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1986-1997</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	21, 35 ml
<b>207PR</b> 1-218	Formation professionnelle continue (FPC) et apprentissage. - Fonctionnement, programme régional, programme d'actions préparatoires et d'initiatives locales, d'allocation formation reclassement (AFR), rémunération des stagiaires et aides individuelles, étude et accompagnement ; investissement hors contrat de plan et contrat de plan : documents de travail, dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1989-1998</b>	50 ans	24, 40 ml

**253PR** Formation professionnelle continue (FPC). - Dépenses de fonctionnement, programme régional de formation qualifiante, d'action de formation, contrat de plan, crédit formation individualisée des salariés, accès individuel à la qualification des jeunes, programme et gestion des actions préparatoires d'initiatives locales, programme d'allocations formation reclassement (AFR) individuelles, congés individuels de formation (CIF) longs, transfert de gestion au Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) ; rémunération, cotisation accident du travail des stagiaires ; dispositif « qualité de la formation professionnelle et validation », Service académique de validation des acquis ; investissement en FPC, hors contrat de plan : dossiers de subventions, correspondance, bilan d'exploitation, bordereaux récapitulatifs, fiches navettes.  
 Emploi. - Programme régional pour l'emploi des jeunes : dossiers de subventions.  
 Études et promotion. - Programme Pays de la Loire enseignement individualisé à distance (PLEIAD) : dossiers de subventions.  
 Apprentissage. - Centres de formation des apprentis (CFA), collecte de la taxe d'apprentissage, litiges ; investissement : questionnaires, correspondance, dossiers de subventions.  
 Chambre régionale des comptes (CRC). - Contrôle : correspondance.

Bordereau de versement      **1990-1999**      immédiate, 25 ou 50 ans      20, 10 ml

**280PR** Formation professionnelle. - Actions de formation, programmes de formations, accès individuels à la qualification des jeunes, dispositif régional d'aide à la promotion individuelle, bonification des prêts bancaires ; rémunération des stagiaires ; qualité de la formation et accompagnement des parcours, programme d'accompagnement des jeunes, démarche qualité, participation à l'investissement pour le réseau rural d'information sur la formation ; investissement ; études et promotion, Programme Pays de la Loire Enseignement individualisé à distance (PLEIAD) ; audits ; programme d'adaptation des formations aux besoins de l'économie : dossiers de subventions.  
 Apprentissage. - Rénovation, fonctionnement, informatisation des centres de formation des apprentis (CFA), Olympiades des métiers, fonds de solidarité : dossiers de subventions.  
 Commission sectorielle de la formation professionnelle et apprentissage. - Fonctionnement : procès-verbaux, dossiers présentés.  
 Emploi. - Programme régional pour l'emploi des jeunes : dossiers de subventions.

Bordereau de versement      **1994-2000**      immédiate ou 50 ans      26, 50 ml

**324PR** Formation professionnelle continue (FPC). - Dépenses de fonctionnement, programme régional de formation, des actions préparatoires et d'initiatives locales, d'allocation formation reclassement (AFR), d'accompagnement des coopérations européennes ; stagiaires et autres formes d'accompagnement, financement des bourses de promotion individuelle, bonification des prêts bancaires, rémunérations du dispositif régional d'aide à la promotion individuelle; études et accompagnement ; emploi, contrat 3 500 ; investissement : dossiers de subventions, procès-verbaux.  
 Apprentissage. - Centres de formation et d'apprentissage (CFA), fonctionnement ; rénovation de l'apprentissage ; investissement : dossiers de subventions.  
 Emploi. - Programme régional pour l'emploi des jeunes : dossiers de subventions, procès-verbaux.  
 Commission sectorielle de la formation professionnelle et apprentissage. - Fonctionnement : dossiers de subventions, procès-verbaux, dossiers présentés.

Bordereau de versement      **1992-2001**      immédiate, 25 ou 50 ans      40, 80 ml

*Archives entrées par voie de versement – Services opérationnels – Formation professionnelle et apprentissage*

<b>354PR</b> 1-62, 64-257	Formation professionnelle. - Programme régional de formation ; programme régional des actions préparatoires et d'initiatives locales ; centres de formation professionnelle, financement ; centre de formation d'apprentis (CFA), fonctionnement et financement ; stagiaires, financement ; dispositif régional d'aide à la promotion individuelle : dossiers de subventions, conventions, procès-verbaux, dossiers présentés, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1990-2003</b>	immédiate ou 50 ans	28, 20 ml
<b>358PR</b> 1-331	Formation professionnelle. - Programme régional des formations qualifiantes ; dispositifs individuels ; accompagnement des parcours ; animation des réseaux ; parcours d'insertion, création ; études ; accompagnement des projets européens ; centres de formation, financement : dossiers de subventions, conventions. Emplois jeunes. - Financement, professionnalisation : dossiers de subventions, conventions.	Bordereau de versement	<b>1996-2003</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	37, 65 ml
<b>391PR</b> 1-636	Formation professionnelle et apprentissage. - Aides individuelles, accès individuels à la qualification des jeunes, dispositif « régional d'aide à la promotion individuelles », aide au retour à l'emploi par la formation, allocation formation reclassement (AFR), bonification des prêts bancaires, rémunération des stagiaires ; actions qualifiantes, programme régional de formation qualifiantes ; accompagnement des parcours ; programme régional des actions préparatoires et d'initiatives locales ; formation individuelle des actifs occupés, promotion sociale ; emploi jeunes ; investissement : dossiers de subventions, conventions.	Bordereau de versement	<b>1996-2006</b>	immédiate ou 50 ans	76, 60 ml
<b>401PR</b> 1-49	Formation professionnelle. - Programme d'aides individuelles à la formation des ligériens ; investissements en formation professionnelle continue (FPC) : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1999-2009</b>	immédiate ou 50 ans	6, 05 ml
<b>404PR</b> 1-5, 7-224	Formation professionnelle continue (FPC). - Formation individuelle des actifs occupés ; programme régional des formations qualifiantes ; programme d'aides individuelles à la formation ligérienne ; dépenses d'investissement : dossiers de subventions. Apprentissage. - Dépenses d'investissement : dossier de subventions.	Bordereau de versement	<b>1998-2007</b>	immédiate ou 50 ans	27, 30 ml
<b>424PR</b> 1-330	Formation professionnelle continue (FPC). - Programme d'actions préparatoires et d'initiatives locales ; adaptation des compétences à l'emploi territorial ; programmes territorialisés, offres de formation territorialisée (OFT), réinsertion des détenus ; accompagnement des parcours ; promotion sociale ; ingénierie de formation, formations ouvertes à distance ; observations, études et communication ; développement des compétences pour l'entreprise ; information et animation des réseaux ; aides individuelles, bonification des prêts bancaires : dossiers de subventions. Emploi. - Plan régional « Tremplin vers l'emploi » ; emplois jeunes, formation et professionnalisation : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1998-2010</b>	immédiate ou 50 ans	38 ml

*Archives entrées par voie de versement – Services opérationnels – Formation professionnelle et apprentissage*

**451PR** Formation professionnelle continue (FPC) et emploi. - Ingénierie de formation ; observations, études et communication ; développement des compétences pour l'entreprise ; adaptation des compétences à l'emploi territorial ; rémunération et protection sociale des stagiaires ; programme d'actions préparatoires et d'initiatives locales ; gestion financière des dépenses de fonctionnement et des rémunérations ; aides individuelles ; aides qualifiantes ; offre de formation territorialisée (OFT) ; accompagnement des projets européens ; emplois jeunes : dossiers de subventions, conventions.

1-6, 8-75

Bordereau de versement      **1996-2009**      immédiate ou 50 ans      8, 65 ml

**460PR** Formation professionnelle et apprentissage. - Communication, organisation, fonctionnement ; commission sectorielle, délibérations ; financement : rapport, dossiers de candidats, attestations, dossiers de subventions, factures, bon de commande, notification, arrêtés, pièces justificatives.

1-21

Bordereau de versement      **1999-2005**      immédiate ou 50 ans      2, 20 ml

**463PR** Formation professionnelle continue (FPC). - Actions qualifiantes, programme régional de formations qualifiantes, activités complémentaires ; validation des acquis de l'expérience (VAE) ; aides individuelles à la formation des ligériens ; animation des réseaux, démarche qualité, construction du service public régional de la FPC : dossiers de subventions, feuilles d'émergence, conventions, bilans, synthèses.

1-172

Bordereau de versement      **1999-2012**      immédiate ou 50 ans      21, 45 ml

**468PR** Formation professionnelle continue (FPC). - Offres de formation territorialisée (OFT) ; programme régional de formations qualifiantes : dossiers de marchés, feuilles d'émergence, justificatifs d'absence.

1-163

Bordereau de versement      **2006-2010**      Immédiate, 25 ou 50 ans      22, 20 ml

**478PR** Formations paramédicales et sociales.- Bourses individuelles : dossiers de demandes retenues.

1-90

Bordereau de versement      **2004-2012**      50 ans      23, 80 ml

**483PR** Formation professionnelle continue (FPC). - Actions de formation qualifiante ; validation des acquis de l'expérience (VAE) ; partenariats avec les missions locales ; formation et contrats d'accompagnement dans l'emploi ; aide à la préparation du permis de conduire : dossiers de subventions, conventions, comptes rendus pédagogiques et d'exécution, appel à projet.

1-86

Bordereau de versement      **1993-2012**      immédiate, 25 ou 50 ans      12, 25 ml

**490PR** Formation professionnelle continue (FPC). - Programme régional de formations qualifiantes : dossiers de marchés, feuilles d'émergence, justificatifs d'absence.

1-240

Coordination, animation et ingénierie. - Programme d'investissements en formation professionnelle : dossiers de subventions.

Orientation et emploi durable. - Aides individuelles à la formation des ligériens (AIFL) : dossiers de subventions.

Bordereau de versement      **2004-2014**      immédiate ou 50 ans      34, 65 ml

**Service Développement de l'emploi durable**

Ce service, créé en 2010, a pour missions de développer une politique régionale de l'emploi, à travers plusieurs dispositifs de sécurisation et de création de l'emploi, en lien avec les partenaires locaux.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

<b>481PR</b> 1-110	Emploi. - Dispositif d'aide aux salariés licenciés pour motif économique ; aide à la création d' "emplois tremplins" : dossiers de subventions, conventions, bilans, délibérations.	Bordereau de versement	<b>2005-2013</b>	50 ans	15, 45 ml
-----------------------	---	------------------------	------------------	--------	-----------

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Les actions menées en matière d'enseignement supérieur résultent de la clause de compétence générale puisqu'elle permet aux régions d'intervenir en appui ou en complément des actions qu'elles mènent sur le fondement de leurs compétences propres, en répondant alors à un intérêt local direct.

En Pays de la Loire, seule la Direction Enseignement supérieur et recherche (DESR) a versé des archives relevant de ce domaine d'intervention.

**En complément sur le sujet :**

	Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sport</b>		
	Direction Culture et sports (DCS)	<b>395PR</b>	Publications régionales de la Direction Education et enseignement supérieur (DEES) et de la Direction Recherche, de l'enseignement supérieur, de l'international et de l'Europe (DRESIE) et ancêtres de 1987 à 2005.
	<b>Éducation</b>		
	Direction Education et enseignement supérieur (DEES)	<b>43W</b>	Archives relatives aux contrats de plan / contrats de projet État-Région (CPER) de 1984 à 1997, au schéma directeur de l'enseignement supérieur, aux enquêtes auprès des établissements d'enseignement supérieur, aux notes et comptes rendus relatifs au fonctionnement de la DEES, aux pièces témoignant des relations avec les acteurs de l'enseignement supérieur, aux manifestations et documents relatifs au maîtrise d'ouvrage des bâtiments d'enseignement supérieur.
	<b>Financements européens – relations internationales</b>		
Direction Recherche, enseignement supérieur, internationale et Europe (DRESIE)	<b>385PR 386PR 387PR 314PR 343PR</b>	Dossiers de bourses du programme « Ticket ouest pour l'Europe » (TOPE) de 1994 à 2002.	
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Organismes satellites</b>		
	Association Atlantech	<b>457PR 45W</b>	Archives du fonctionnement et d'activité de l'association de 1985 à 2010.

**Direction Enseignement supérieur et recherche (DESR)**

La DESR met en œuvre, depuis sa création en 2010, les politiques régionales visant à l'attractivité et la professionnalisation de l'offre de formation supérieure, démocratise l'accès à l'enseignement supérieur, améliore les conditions de vie étudiante, accompagne les initiatives des associations étudiantes et encourage la mobilité internationale des jeunes. Elle participe aussi au développement de la recherche et à la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle en Pays de la Loire.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
<b>Série de préarchivage</b>					
<b>419PR</b> 1-165	Recherche. - Contrat de plan / contrat de projet État-Région (CPER) ; renforcement des grands pôles de recherche ; centres de recherche, équipement ; bourses régionales ; rayonnement de la science ; diffusion de la culture scientifique et technique ; projets de recherche interrégionaux ; intégration dans les programmes européens ; technologies de l'information et de la communication ; construction et réhabilitation de bâtiments : dossier de subventions. Développement technologique. - Fonds de développement de la technologie : dossiers de subventions. Établissement supérieur. - Programme de formation ; fonctionnement : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1997-2007</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	23, 15 ml
<b>420PR</b> 1-233	Enseignement supérieur. - Programmes « Ticket ouest pour l'Europe » (TOPE) et « Ticket ouest pour l'international » ; bourses d'accueil des étudiants étrangers en double diplôme : règlement, comptes rendus, lettre d'intention, candidature, courriers, tableaux de bord, bilans, conventions.	Bordereau de versement	<b>1989-2008</b>	immédiate ou 50 ans	32, 70 ml
<b>484PR</b> 1-141	Direction, préparation budgétaire : plannings, rapports, notes, correspondance. Recherche. - Contrat de projet État-Région (CPER) ; intégration dans les réseaux européens ; rayonnement de la science ; accueil de nouvelles équipes ; bourses régionales ; grands équipements structurants et équipements des centres de recherche ; programmes de recherche interrégionaux : dossiers de subventions, conventions, fiches de liaison, grilles d'évaluation scientifique des projets, rapports, lettres de notification, correspondance, justificatifs financiers. Développement technologique. - Proposition de projets ; Fonds européen de développement régional (FEDER) : dossiers de subventions, fiches d'évaluation, études, comptes rendus, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1998-2011</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	18, 75 ml

**Service Enseignement supérieur, mobilité internationale et vie étudiante**

Depuis la création de la direction, ce service se charge de la mobilité des étudiants.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

**472PR** Mobilité des jeunes. - Forfait « ENVOLEO » ; bourses d'accueil des étudiants étrangers en double diplôme, accompagnement de la mobilité entrante ; Fonds d'aide au commerce extérieur (FACE) ;  
**1-192** conventions, arrêtés, pièces justificatifs, correspondance.

Bordereau de versement      **1986-2011**      50 ans      28, 80 ml

## JEUNESSE ET CITOYENNETÉ

L'intervention de la Région dans le domaine jeunesse et citoyenneté répond à un intérêt local direct dans le respect des compétences des autres collectivités territoriales sur le territoire régional. Il ne constitue jamais le domaine d'activité principal des directions de la Région des Pays de la Loire qui sont intervenues dans ce domaine à titre secondaire. Aussi convient-il de se référer aux parties du guide présentées ci-dessous :

Renvoi vers la partie		Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sport</b>		
	Direction Affaires culturelles et cadre de vie (DACCV)	<b>268PR, 294PR</b>	De 1998 à 2004, la DACCV a géré les demandes de subventions relatives aux aides humanitaires du fonds régional.
	<b>Aménagement du territoire</b>		
	Direction Solidarités (DS)	<b>374PR</b>	La DS gère le programme « Pass Culture sport » appelé maintenant « Pacte 15-30 » : mini-chéquier destiné aux jeunes composé de plusieurs pass permettant d'obtenir des réductions et des entrées gratuites dans plusieurs domaines comme les compétitions sportives par exemple.

## CULTURE ET SPORT

La région peut intervenir dans tous les domaines culturels et sportifs : patrimoine, musique, danse, théâtre, lecture, écriture, design, architecture, musées, centres culturels, arts visuels, sport de haut niveau, équipements sportifs, etc. Elle facilite l'accès à la culture, aux loisirs et à la pratique sportive en soutenant financièrement des projets. La plupart des compétences du secteur culturel sont attribuées par la loi à titre exclusif ou partagé, de manière obligatoire ou facultative. Par exemple, la Région collecte, de manière obligatoire les données pour l'inventaire général du patrimoine culturel et se charge de la conservation et la mise en valeur des archives régionales. La Région intervient dans le secteur sportif en aidant la construction, l'entretien des équipements sportifs et en versant des subventions aux associations sportives. Elle contribue également à la mise en œuvre du Plan régional de développement du sport de haut niveau. Des actions ont été poursuivies pour une progression constante des sportifs ligériens tout en favorisant leur parcours individuel. La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales donne à la Région plus de responsabilités dans ces domaines.

En Pays de la Loire, voici la liste des directions (et leurs dates d'activité) ayant versé des archives en lien avec ce domaine :

- 1990-1992 : Direction Qualité de la vie (DQV) ;
- 1998-2004 : Direction Affaires culturelles et cadre de vie (DACCV) ;
- 2004-2016 : Direction Culture et sports (DCS) ;
- A partir de janvier 2017 : Direction générale adjointe et Direction Culture, sport et associations (DCSA).

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Services assurant le fonctionnement du Conseil régional, l'administration générale et les ressources humaines</b>	
	Direction Assemblées et moyens généraux (DAMG)	70W Archives versées par la Présidence de la Commission Culture, sport, citoyenneté et éducation populaire de 2004 à 2015.
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Aménagement du territoire</b>	
	Direction Environnement et cadre de vie (DECV)	132PR 146PR 156PR 162PR 170PR 240PR 4W La DECV est intervenue secondairement dans ce domaine de 1992 à 1998, en gérant des demandes de subvention.
	Direction Solidarités (DS)	477PR La DS est intervenue en matière de santé de 2010 à 2016.

**Direction Qualité de la vie (DQV)**

La DQV eut pour tâche de mener les actions régionales en faveur de la culture, du tourisme, des parcs régionaux, des équipements sportifs et socio-culturels entre 1990 et 1992. L'équipe de rédaction de la revue culturelle régionale « 303 » était une association satellite rattachée à cette direction.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
<b>Série de préarchivage</b>					
<b>83PR</b> 2614- 2664, 2666-2682	Action culturelle. - Bourses d'aide à la création ; revue 303 ; Orchestre philharmonique des Pays de la Loire (OPPL) : dossiers de subventions, pièces comptables. Santé. - Établissements, équipement mobilier, construction, travaux : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1977-1989</b>	immédiate, 50 ans	7, 04 ml
<b>105PR</b> 4694-4854	Action culturelle. - Création artistique et audiovisuelle : dossiers de subventions, chronos de courrier, notes. Sport. - Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) ; structures d'entraînement et de formation ; stages d'élites régionales ; formation : dossiers de bourses, dossiers de subventions. Tourisme. - Financement, Comité régional du tourisme (CRT), petite hôtellerie, tourisme vert, Parcs naturels régionaux (PNR) : dossiers de subventions. Santé. - Établissements et organismes médico-sociaux, financement : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1980-1991</b>	immédiate ou 50 ans	16, 10 ml
<b>126PR</b> 1-37	Environnement. - Aire d'autoroute de Parcé-sur-Sarthe, projet, étude ; Parcs naturels régionaux (PNR), budget, révision de charte : chartes, pièces budgétaires, dossiers préparatoires. Action culturelle. - Financement ; fonctionnement de la direction : dossiers de subventions, correspondance, chronos de courrier.	Bordereau de versement	<b>1978-1992</b>	immédiate	3, 75 ml

**Direction Affaires culturelles et cadre de vie (DACCV)**

De 1998 à 2004, cette direction avait les mêmes missions que celle à laquelle elle succède.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
<b>Série de préarchivage</b>					
<b>268PR</b> 1-83	Sport. - Programmes d'aide aux athlètes, à l'acquisition de matériel, aux structures d'entraînement et de formation, au suivi médical, aux équipements ; plan golfique régional : dossiers de subventions, dossiers de bourses. Action culturelle. - Patrimoine régional, entretien : dossiers de subventions. Tourisme. - Conseil et ingénierie ; équipements ; programme de soutien aux hébergements et structures d'accueil : dossiers de subventions. Aide humanitaire. - Fonds régional d'aide humanitaire (FRAH) : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1988-1999</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	10, 15 ml
<b>286PR</b> 1-57	Action culturelle. - Patrimoine régional, monuments historiques protégés, patrimoine non protégé des petites communes, centres des anciens protégés ; opérations contractualisées, équipements culturels de proximité, Fonds d'acquisition de matériel : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1990-1999</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	7, 55 ml
<b>294PR</b> 1-201	Aide humanitaire. - Fonds régional d'aide humanitaire (FRAH) : dossiers de subventions. Action culturelle. - Financement, patrimoine régional, équipements culturels ; Fonds régional d'aide au développement des initiatives culturelles (FRADIC) ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subvention, correspondance. Tourisme. - Conseil et ingénierie touristique ; équipements, financement ; programme de soutien aux hébergements et structures d'accueil : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1987-2000</b>	immédiate, 25 ou 50 ans	23, 65 ml
<b>330PR</b> 1-120, 122-177	Action culturelle. - Équipements culturels, financement ; Fonds régional d'aide au développement des initiatives culturelles (FRADIC) ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) ; chéquiers culture et sport : dossiers de subventions, dossiers de bourses, dossiers de demandes de chéquiers, conventions. Tourisme. - Conseil et ingénierie ; équipements, financement ; programme de soutien aux hébergements et structures d'accueil : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1998-2001</b>	immédiate, ou 50 ans	23, 25 ml

**353PR** 1-230 Tourisme. - Programme de soutien aux hébergements et structures d'accueil ; conseil et ingénierie touristique ; activités touristiques en développement, équipement ; offre touristique sur le territoire, organisation : comptes rendus, correspondance, notes, dossiers de subventions.  
Action culturelle. - Patrimoine régional ; équipement culturel ; musées ; théâtre ; musique et danse ; festivals ; Fonds régional d'aides au développement des initiatives culturelles (FRADIC) ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions.  
Sport. - Programme, aides aux athlètes, aides aux structures d'entraînement et de formation ; Plan régional de développement du sport de haut niveau : dossiers de subventions, dossiers de bourses, correspondance, notes.  
Santé. - Hospices / maison de retraite, amélioration des conditions d'accueil des personnes âgées : dossiers de subventions.

Bordereau de  
versement

**1983-2003**

immédiate,  
25 ou 50 ans

30, 60 ml

**Direction Culture et sports (DCS)**

La DCS a en charge depuis 2004 les missions relatives au développement culturel, au patrimoine, au sport et à l'éducation populaire. Seules les compétences en matière d'inventaire général du patrimoine et des archives relèvent d'une compétence obligatoire, le reste reposant sur des interventions volontaristes. Elle finance également les structures d'accueil et aménage les sites publics.

La direction a également versé des archives de l'Association régionale de coordination des activités musicales et chorégraphiques (ARCAMC) dont elle s'est trouvé dépositaire, lorsque celle-ci a disparu, en 2000. L'ARCAMC était une association loi 1901 créée en 1978 dans le but de soutenir et promouvoir toute action de création musicale en Pays de la Loire, en lien avec les collectivités territoriales et organismes à vocation musicale et chorégraphique.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

<b>373PR</b> 1-174	<p>Tourisme. - Promotion et valorisation ; sites publics touristiques, aménagement ; itinéraires cyclables ; sites touristiques, aménagement, requalification ; tourisme le long des voies d'eau ; soutien au tourisme ; immobilier locatif de loisir ; structures d'accueil diffuses en milieu rural ; hôtellerie ; restaurants ; soutien à la filière nautique ; centres équestres ; offre touristique sur le territoire, organisation ; Fonds d'aide au conseil et aux études stratégiques : dossiers de subventions.</p> <p>Sport. - Programmes régionaux d'aide aux athlètes, d'aide aux présélectionnés olympiques, d'aide à l'acquisition de matériel sportif, d'aide aux déplacements des équipes de ligues, d'aide aux structures d'entraînement et de formation, d'aide au suivi médical ; action du Comité régional olympique et sportif (CROS) ; bourses de formation ; bourses d'accompagnement à un plan de carrière sportif et professionnel ; vie sportive ; pôles sportifs extra-scolaires et universitaires ; sections sportives régionales en milieu scolaire ; équipement sportif de haut niveau et de haute compétition : dossiers de subventions.</p> <p>Action culturelle. - Patrimoine régional ; centre anciens protégés ; patrimoine non protégé des petites communes ; monuments historiques ; classes du patrimoine ; équipements culturels et Fonds d'acquisition de matériel (FAM) ; spectacle vivant et développement culturel ; fonctionnement des structures régionales ; structures théâtrales ; centre chorégraphiques nationaux ; création et diffusion artistiques ; festivals ; créations dramatiques, chorégraphiques, musicales ; résidences d'artistes ; formation et pratique amateurs ; pôles musicaux ; actions chorégraphiques et dramatiques ; Centre de formation des enseignements des écoles de musique et de danse ; développement culturel et politique territoriale ; Fonds régional d'aide au développement des initiatives culturelles (FRADIC) ; soutien à la création et à la production audiovisuelle ; Fonds régional d'intervention, d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions.</p>	Bordereau de versement	<b>1995-2004</b>	immédiate 25 ou 50 ans	23, 70 ml
<b>432PR</b> 1-143	<p>Action culturelle. - Actions territoriales, équipements culturels, Fonds d'acquisition de matériel (FAM), Fonds d'action culturelle (FAC), Fonds d'intervention pour la culture (FIC) ; spectacle vivant et développement culturel, fonctionnement des structures, création artistique, comité Art et spectacles, diffusion artistique, sensibilisation, formation et pratiques amateurs, investissement ; Fonds régional d'interventions, d'études et de promotion (FRIEP) ; audiovisuel, équipement culturel ; livres et lecture : dossiers de subventions, exemplaire du coffret de livres offert aux jeunes mariés.</p>	Bordereau de versement	<b>1982-2007</b>	immédiate ou 50 ans	19, 05 ml

**434PR** Action culturelle. - Actions territoriales, équipement culturel, Fonds d'acquisition de matériel (FAM),  
 1-140 Fonds d'action culturelle (FAC), Fonds régional d'interventions, d'études et de promotion (FRIEP) ;  
 patrimoine et musée, monuments historiques, patrimoine régional non protégé, patrimoine des centres  
 anciens protégés, petites cités de caractère, diffusion, valorisation, Fonds régional d'aide à la  
 restauration ; Fonds d'intervention pour le patrimoine, aide à l'investissement, Fonds régional  
 d'acquisition ; art vivant et développement culturel ; Centre culturel de l'ouest de l'Abbaye de  
 Fontevraud : dossiers de subventions.

Bordereau de 1992-2007 immédiate 15, 60 ml  
 versement ou 50 ans

**436PR** Patrimoine régional. - Protégé et non protégé ; valorisation et animation : dossiers de subventions.  
 1-152 Action culturelle. - Actions territoriales, équipements culturels, Fonds d'action culturelle (FAC) ;  
 spectacle vivant et développement culturel, fonctionnement des structures, diffusion artistique,  
 sensibilisation, formation et pratiques amateurs ; Fonds régional d'interventions, d'études et de  
 promotion (FRIEP) ; audiovisuel, soutien à la création et à la production ; Association régionale pour la  
 promotion de la création audiovisuelle (ARPCA) ; livres et lecture, patrimoine écrit, soutien à la  
 production et à la diffusion littéraire ; arts plastiques, création et diffusion, Fonds régional d'art  
 contemporain (FRAC) : dossiers de subvention.  
 Tourisme. - Programme, aide au tourisme culturel : dossiers de subvention.

Bordereau de 1984-2006 immédiate 18, 80 ml  
 versement ou 50 ans

**442PR** Politique sportive régionale. - Sport de haut niveau, aide aux athlètes, aides aux présélectionnés  
 1-129 olympiques, aide aux clubs sportifs de haut niveau, aide au suivi médical, lutte anti-dopage, aide à  
 l'acquisition de minibus ; aides aux ligues ; programme « sport pour tous », aide aux manifestations  
 sportives, Comité régional olympique et sportif (CROS), accessibilité et intégration des personnes en  
 situation de handicap au sport, conférence régionale consultative du sport ; équipement et centres  
 d'accueil, Syndicat mixte des 24 heures du Mans : dossiers de subventions, procès-verbaux, dossiers  
 de marché, conventions.

Bordereau de 1989-2010 immédiate 17, 55 ml.  
 versement ou 50 ans

**444PR** Vie associative et jeunesse. - Pass Culture Sport : conventions, bordereaux de versement, certificats de  
 1-176 comptage.  
 Politique sportive régionale. - Programme « sport pour tous », aides aux manifestations sportives ; sport  
 de haut niveau, aides aux clubs sportifs de haut niveau ; équipements et centre d'accueil sportifs :  
 dossiers de subventions.  
 Action culturelle. - Action territoriale, équipements culturels, rénovation, réhabilitation, développement  
 culturel ; arts de la scène ; arts plastiques ; audiovisuel ; patrimoine régional ; Fonds régional  
 d'intervention, d'études et de promotion (FRIEP) : dossiers de subventions, conventions.

Bordereau de 1990-2009 immédiate 22, 80 ml  
 versement ou 50 ans

<b>445PR</b> 1-126	Politique sportive régionale. - Plan régional de développement du sport de haut niveau, aide aux structures d'entraînement et de formation, aide à l'acquisition de matériel, aide aux athlètes, aide au suivi médical ; vie sportive régionale, aide au déplacement des équipes de ligue, Fonds régional d'intervention d'étude et de promotion (FRIEP), Fonds d'intervention pour le sport, aide aux manifestations sportives : dossiers de subventions. Action culturelle. - Spectacle vivant et développement culturel, diffusion artistique ; patrimoine régional, diffusion, valorisation : dossiers de subventions, conventions.	Bordereau de versement	<b>1986-2007</b>	immédiate ou 50 ans	17, 35 ml
<b>447PR</b> 1-69	Action culturelle. - Audiovisuel, aide à la création cinématographique, bureau d'accueil des tournages, aide à la diffusion, équipements culturels structurants ; livres et lecture, revues régionales « <i>Encres de Loire</i> » et « <i>303</i> », manifestations littéraires, résidences de poètes, soutien à la filière du livre ; musique et danse, fonctionnement des structures régionales : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	<b>1986-2006</b>	immédiate ou 50 ans	8, 55 ml
<b>452PR</b> 1-10	Association régionale de coordination des activités musicales et chorégraphiques (ARCAMC). - Fonctionnement, instances délibératives, comptabilité, personnel, locaux ; activités, promotion de la musique et danse, formation des professionnels : procès-verbaux, audits, rapports, bilans d'activité, statuts, conventions, correspondance, dossier de dissolution, études, grands livres des comptes, balance des comptes, organigramme, bail de locaux, contrats.	Bordereau de versement	<b>1984-2001</b>	immédiate ou 50 ans	0, 75 ml
<b>489PR</b> 1-60	Action culturelle. - Arts de la scène ; Festival d'Avignon : demandes de subventions, dossiers de candidature, documents de travail, comptes rendus, bilan, dossier financier, revues de presse, documents de communication, correspondance.	Bordereau de versement	<b>1998-2011</b>	immédiate	8, 3 ml

**Service Patrimoine**

Rattaché à la DCS depuis 2005, ce service est chargé de la recherche de l'inventaire regroupant des chercheurs qui travaillent sur le territoire régional et sur les différentes thématiques de l'inventaire et de la documentation et la valorisation du travail de recherche. Il met en œuvre une politique d'aide à certaines dynamiques territoriales en matière de patrimoine.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

<b>450PR</b> 1-61	Patrimoine. - Conservation et restauration, zone de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU), petites cités de caractère, centre anciens protégés, Fonds régional d'acquisition des musées, Fonds régional d'aide à la restauration, abbaye royale de Fontevraud, monuments historiques ; programmes thématiques, fouilles archéologiques, patrimoine fluvial, maritime et industriel, parcs et jardins ; diffusion et valorisation, manifestations, chantiers écoles : dossiers de subventions.	Bordereau de versement	1996-2011	50 ans	7, 15 ml
----------------------	--	------------------------	-----------	--------	----------

**Série d'archives historiques**

<b>54W</b> 1-276	Patrimoine, inventaire mobilier et immobilier. - Maine-et-Loire ; Loire-Atlantique ; Sarthe : fiches descriptives, photographies, relevés cadastraux.	Bordereau de versement	1974-1997	immédiate	20 ml
<b>57W</b> 1-276	Patrimoine, inventaire mobilier et immobilier. - Sarthe ; Maine-et-Loire : fiches descriptives, photographies, relevés cadastraux.	Bordereau de versement	1977-2004	immédiate	9, 44 ml
<b>58W</b> 1-16	Patrimoine, inventaire mobilier et immobilier. – Canton de la Ferté-Bernard (Sarthe), objets mobiliers : fiches descriptives, photographies, relevés cadastraux.	Bordereau de versement	1973-2001	immédiate	1, 44 ml
<b>65W</b> 1-36	Patrimoine, inventaire mobilier et immobilier. - Fontenay-le-Comte (Vendée) : fiches descriptives, photographies, relevés cadastraux.	Bordereau de versement	1994-2000	immédiate	4, 40 ml
<b>67W</b> 1-36	Patrimoine, inventaire mobilier et immobilier. - Canton de Vihiers (Maine-et-Loire) : fiches descriptives, photographies, relevés cadastraux.	Bordereau de versement	1981-1986	immédiate	2, 97 ml

**Pôle Archives régionales**

Rattachements hiérarchiques successifs de la fonction gestion des archives régionales :

- 1990-1991 : Direction Budget et service administratifs (DBSA) ;
- 1991-1992 : Bureau Gestion des moyens ;
- 1992-1998 : Service Accueil information, documentation et archives ;
- 1998-2002 : Service Juridique, documentation et archives ;
- 2002-2004 : Service Ressources documentaires et archives ;
- 2004-2006 : Direction Systèmes d'information (DSI) ;
- 2006-2013 : Service Documentation et archives de la DSI ;
- 2013-2017 : Service Coordination ressources et Archives régionales de la Direction Culture et sports (DCS) puis Direction Culture, jeunesse, sport, vie associative et bénévolat (DCJSVAB) ;
- depuis 2017 : Direction Culture, sport et associations (DCSA).

Les Archives régionales collectent, classent, conservent, communiquent et mettent en valeur les documents produits ou reçus par les services de la Région et les organismes satellites dans l'exercice de leur activité ainsi que quelques fonds d'origine privée. Autrefois rapprochées à la fonction documentation, elles ont parfois stocké des publications dont elles ont assuré l'archivage à la place des services auteurs de même que l'archivage de quelques petits ensembles de documents laissés en vrac dans leurs magasins et qui ont vocation à être reclassés à terme avec les versements archives de leurs véritables auteurs, si cela s'avère possible.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

**384PR** Mission régionale. - Centre d'études techniques de l'équipement (CETE) de l'Ouest ; palmarès régional de l'habitat ; organisme régional d'études et d'aménagement d'aire métropolitaine (OREAM) ; Direction des Télécommunications, fonctionnement ; cellule économique régionale ; commission administrative paritaire (CAP) des personnels des offices publics d'habitats à loyers modérés (HLM) ; Fonds spécial d'investissement routier ; infrastructures et transports ; régionalisation du budget de l'Etat ; Projet d'aéroport Notre-Dame des Landes ; aide à l'habitat et au logement ; Direction Développement agricole et mer ; Direction Plan, orientations budgétaires, infrastructures et éducation : comptes rendus, rapports, procès-verbaux, notes, correspondance, chronos de courrier, pièces comptables, coupures de presse, revue de presse, textes officiels, documentation, bilans, avis, arrêtés, plans, extraits de registres de délibérations.

1-27

Bordereau de versement

1971-1984

immédiate ou 50 ans

3 ml

**395PR** Publications régionales. - Direction Culture et sport (DCS), Direction Aménagement du territoire (DAT), Direction Formation professionnelle et apprentissage (DFPA), Direction Ressources humaines (DRH), Direction Recherche, enseignement supérieur, international et Europe (DRESIE), Direction Éducation et enseignement supérieur (DEES), Direction Développement économique et recherche (DDER), Direction Affaires financières informatique et gestion (DAFIG), Direction Assemblée et moyens généraux (DAMG), Direction Assemblée, ressources humaines et administration (DARHA), Direction Communication (DCom), domaines d'activité tourisme, culture et sport.

1-46

Bordereau de versement

1972-2006

immédiate

5 ml

<b>397PR</b> 1-10	Communication. - Promotion ; manifestations ; émissions télévisuelles ; documentaires : documents audiovisuels sur support magnétique.	Bordereau de versement	<b>1981-2002</b>	immédiate	1, 53 ml
<b>398PR</b> 1, 3-4, 6, 9, 19-20, 22-24, 26, 28, 33, 35, 40-41, 43, 45-51, 54- 56, 60-61	Ouvrages, périodiques et publications officielles produits par les services de la Région Pays de la Loire, rassemblés par les Archives régionales. - Financement européen et relations internationales ; administration générale ; aménagement du territoire ; transports ; tourisme ; culture et sport ; développement économique ; système d'information ; élus ; communication ; conseil régional : exemplaires.	Répertoire numérique détaillé	<b>1974-2006</b>	immédiate	3, 39 ml
<b>433PR</b> 1-31	Publications officielles. - Relations État-Établissement public régional (EPR) ; relations État-Conseil régional ; Conseil régional et Conseil économique et social (CES) : rapports, études, bilans, comptes administratifs, projets d'avis, avis, vœux.	Bordereau de versement	<b>1974-2005</b>	immédiate	3, 83 ml
<b>438PR</b> 1-13	Enseignement secondaire et supérieur. - Concours d'architecture : panneaux d'exposition, plans.	Bordereau de versement	<b>1987-1997</b>	immédiate	1, 84 ml
<b>439PR</b> 1-103	Affiches. - Supports de communication internes ; promotion des compétences de la région auprès du grand public ; événements et de projets culturels et sportifs subventionnés ; publication de la revue culturelle « 303 ».	Bordereau de versement	<b>1986-2005</b>	immédiate	1, 71 ml
<b>440PR</b> 1	Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP), région et Préfecture des Pays de la Loire ; classeur, projet « Detox » de stockage et utilisation des produits toxiques en milieu scolaire, association du grand littoral atlantique (AGLIA) : cassette audio, plaquette, brochure, invitation, mallette, support promotionnel.	Bordereau de versement	<b>1992, 1993</b>	immédiate	0, 54 ml
<b>441PR</b> 1-5	Aménagement du territoire. - Port autonome Nantes-Saint-Nazaire ; aménagement du bassin de la Loire, aménagement : études, notes, documents budgétaires, documentation, procès-verbaux, comptes rendus de réunions, dossiers techniques, plans.	Bordereau de versement	<b>1973-1995</b>	immédiate	0, 60 ml

**461PR** Culture et sport. - Aides aux structures, dépenses de fonctionnement et d'investissement ; Fonds régional d'aide au développement des initiatives culturel (FRADIC) ; programme de diffusion de festivals ; festivals de musique, Folle journée, Orchestre nationale des Pays de la Loire (ONPL), réunions, partenariat avec l'association « le nouveau pavillon » : dossier de subventions, procès-verbaux, rapport, compte administratif, recueil des actes administratifs (RAA), revue de presse, convention.

1-88

Bordereau de versement      **1990-2006**      immédiate ou 50 ans      11, 05 ml

### Série d'archives historiques

**1W** Conseil régional - Commissions permanentes, délibérations ; bureau du comité économique et social, décisions ; fonctionnement, préparation du budget primitif, décisions modificatives : comptes administratifs, comptes de gestion, rapports, recueils des actes administratifs (RAA), procès-verbaux, pièces comptables.

1-292

Répertoire numérique détaillé      **1974-1994**      immédiate      10, 1 ml

**8W** Conseil régional - Séances plénières, délibérations ; commission permanente, délibérations : comptes administratifs, comptes de gestion, rapports, procès-verbaux, recueils des actes administratifs (RAA).

1-19

Bordereau de versement      **1994-1998**      immédiate      2, 2 ml

**30W** Conseil régional - Budget, préparation, décisions modificatives : comptes administratifs, comptes de gestion, rapports, recueils des actes administratifs (RAA), procès-verbaux.

1-88

Répertoire numérique détaillé      **1998-2004**      immédiate      21 ml

**64W** Œuvres littéraires d'auteurs ligériens éditées et distribuées par la Région dans le cadre du "Coffret des jeunes mariés" : exemplaires.

1

Bordereau de versement      **1994-1997**      immédiate      0, 12 ml

**68W** Emissions télévisées "Mon général" consacrées à l'ouvrage d'Olivier Guichard sur le Général De Gaulle. - Enregistrements : 4 cassettes vidéo U-MATIC PAL.

1-4

Répertoire numérique détaillé      **[1979-1980]**      immédiate      0, 09 ml

## FINANCEMENTS EUROPÉENS ET RELATIONS INTERNATIONALES

Les relations internationales font partie des compétences non spécifiques des régions puisqu'elles concernent l'ensemble des collectivités territoriales. Dès leur création, les collectivités territoriales peuvent nouer des relations extérieures. La loi du 2 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements autorise les régions à conclure, dans le respect des engagements internationaux de la France, des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement. Les régions instruisent également des programmes et de nombreux projets avec l'appui financier de l'Union européenne.

Au sein du Conseil régional, plusieurs directions se sont succédé et ont partagé la gestion des missions touchant au domaine européen et à celui des relations internationales. Voici la liste des directions ayant versé des archives sur ces aspects (avec leurs dates d'activité) :

- 1989-1998 : Direction Affaires européennes (DAE) ;
- 1998-2004 : Direction Relations européennes et internationales (DREI) ;
- 2004-2010 : Direction Recherche, enseignement supérieur, international et Europe (DRESIE).

Depuis 2012, la Direction Contractualisation (DC) gère les actions menées pour le financement européen et les relations internationales.

Ces directions informent le grand public sur les politiques communautaires, accompagnent les structures régionales dans leur démarche européenne, développent les coopérations institutionnelles avec d'autres régions en Europe et en direction de nouveaux continents, participent aux réseaux interrégionaux (tels l'Arc atlantique et l'Assemblée des régions d'Europe), assurent la gestion des fonds structurels européens et accordent des bourses d'aide à la mobilité européenne. La Région s'engage également pour mettre en œuvre des projets et opérations dictés par contrats de plan État-Région (CPER), renommés contrat projet État-Région en 2006.

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sport</b>	
	Direction Culture et sports (DCS)	<b>395PR</b> Publications régionales de la Direction Recherche, de l'enseignement supérieur, de l'international et de l'Europe et ses ancêtres de 1983 à 2005.
	<b>Enseignement supérieur</b>	
	Direction Enseignement supérieur et recherche (DESR)	<b>419PR 420PR 484PR</b> La DESR intervient dans la gestion des dossiers de bourses (« Ticket ouest pour l'Europe » (TOPE)) et dans le renforcement des pôles de recherche en instruisant des contrats de plan / contrats de projet État-Région (CPER).
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Organismes satellites</b>	
	Association Eurouest	<b>41W</b> L'association Eurouest menait des actions sur la recherche et le développement économique et gérait les opérations transnationales de 1989 à 1998.
	<b>Témoignages oraux</b>	
	Sophie Auger	<b>12AV 11</b> Témoignage de Sophie Auger, chargé de mission et chef de service dans les secteurs de l'aménagement du territoire et des programmes européens de 1985 à 2010.

## Direction Affaires européennes (DAE)

La DAE gérait les programmes européens de 1989 à 1998.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**145PR** Programmes européens. - Lingua, projet Atlantour ; association Eurouest, assemblée générale, conseil d'administration, comité de pilotage de l'action « Ticket ouest pour l'Europe » (TOPE) ; TOPE, gestion, financement : procès-verbaux, chronos de correspondance, comptes rendus, correspondance, dossiers de bourses, conventions, ordre du jour.

1-112

Bordereau de versement

1987-1994

immédiate ou 50 ans

12, 20 ml

**155PR** Relations internationales et programmes européens. - Fonctionnement, financement et gestion, Assemblée des réunions d'Europe (ARE), Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM), Groupe Atlantique du comité des régions, Centre européen de développement régional (CEDRE), programme « Ticket ouest pour l'Europe » (TOPE) ; projet de coopération « Atlantic RIM » ; Arc atlantique, commission, évolution, colloque ; partenariat interrégionaux ; Bureau de coopération Bretagne-Pays de la Loire, inauguration ; fonds structurels : comptes rendus, notes, documentation de travail, études, conventions, agendas, dossiers de subventions, demandes de bourses, bilans de stages, rapports, courriers, programmes.

1-83

Bordereau de versement

1985-1995

immédiate, 25 ou 50 ans

8, 55 ml

**177PR** Affaires européennes. - Arc atlantique, fonctionnement, publications, présentation de projets ; Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM), fonctionnement ; projet « Recite » ; Centre européen de développement régional (CEDRE), fonctionnement ; association Eurouest, fonctionnement : chronos de correspondance, pièces comptables, coupures de presse.

1-94

Bordereau de versement

1990-1995

immédiate

10, 30 ml

## Direction Relations européennes et internationales (DREI)

La DREI a repris les missions de son aïeule de 1998 à 2004.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
<b>Série de préarchivage</b>					
<b>265PR</b> 1-29	Association Eurouest. - Fonctionnement, création, organisation, gestion du personnel, budget, création des politiques, sensibilisation à l'Europe, opérations transnationales ; Fonds régional d'intervention d'études et de promotion (FRIEP) : documentation, correspondance, statuts, comptes rendus, procès-verbaux, bilans financiers, pièces comptables, rapports, conventions, fiches, formulaires.	Bordereau de versement	<b>1989-2000</b>	immédiate ou 50 ans	2, 90 ml
<b>266PR</b> 1-79	Affaires européennes. - Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM) ; Coopération aux programmes européens ; patrimoine balnéaire, réunion ; Association régionale des agents de développement local ; programme d'action pour les collectivités territoriales ; coopération interrégionale avec la Hongrie, l'Allemagne, Emilie-Romagne ; Schleswig-Holstein ; Arc atlantique : dossiers de subventions, documentation, procès-verbaux, rapports.	Bordereau de versement	<b>1988-1999</b>	immédiate	7, 90 ml
<b>288PR</b> 1-34	Association Eurouest. - Fonctionnement, gestion du personnel, budget, adhésions ; « <i>Lettre Fax</i> » ; manifestations culturelles, organisation : comptes rendus, procès-verbaux, pièces comptables, dossiers de personnel, déclarations sociales, correspondance, documentation, bulletins d'adhésion, publications.	Bordereau de versement	<b>1989-1998</b>	immédiate ou 50 ans	3, 40 ml
<b>364PR</b> 1-33	Association Eurouest. - Fonctionnement, gestion du personnel ; comptabilité ; programme « Ticket ouest Pour l'Europe » (TOPE) ; programmes européens ; rencontres « Inovaia », organisation : dossiers de subventions, dossiers de suivi, propositions de projets, cassettes vidéos, bulletins de salaires, procès-verbaux, comptes rendus, livres de comptes.	Bordereau de versement	<b>1989-1998</b>	immédiate ou 50 ans	3, 7 ml

## Direction Recherche, enseignement supérieur, international et Europe (DRESIE)

De 2004 à 2010, la DRESIE informait sur les politiques communautaires, accompagnait les structures régionales dans leur démarche européenne, développait les coopérations institutionnelles avec d'autres régions en Europe et en direction de nouveaux continents, participait aux réseaux interrégionaux (tels l'Arc Atlantique et l'Assemblée des régions d'Europe), assurait la gestion des Fonds structurels européens (FSE). Elle était également chargée de favoriser la mobilité des jeunes dans l'ensemble des pays d'Europe

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

<b>385PR</b> 1-147	Programme européen. - « Ticket ouest pour l'Europe » (TOPE) : dossiers de bourses, contrats.	Bordereau de versement	1999-2003	50 ans	17, 30 ml
<b>386PR</b> 1-66	Programme européen. - « Ticket ouest pour l'Europe » (TOPE) : dossiers de bourses, conventions.	Bordereau de versement	1998-2004	50 ans	8 ml
<b>387PR</b> 1-95	Enseignement supérieur. - Programme « Ticket ouest pour l'Europe » (TOPE) : dossiers de bourses, conventions.	Bordereau de versement	2000-2005	50 ans	11, 85 ml

### Service Mobilité des jeunes

Rattachements hiérarchiques successifs :

- 1992-2004 : Direction Éducation et enseignement supérieur (DEES) ;
- 2004-2005 : DRESIE.

Ce service apportait un soutien financier aux projets de voyages éducatifs collectifs des lycées et accordait des bourses à la mobilité des jeunes pour effectuer des stages ou des études à l'étranger.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

<b>314PR</b> 1-211	Mobilité des jeunes. - Programmes, « Ticket ouest pour l'Europe » (TOPE), aide régionale aux voyages éducatifs : dossiers de bourses, contrats, conventions, correspondance.	Bordereau de versement	1994-2000	50 ans	22, 80 ml
-----------------------	--	------------------------	-----------	--------	-----------

**343PR** Programme européen. - « Ticket ouest pour l'Europe » (TOPE) : dossiers de bourse, conventions.  
1-71,  
73-86,  
88-129

Bordereau de versement      **1999-2001**      50 ans      14, 15 ml

### Direction Contractualisation (DC)

Depuis 2012, cette direction gère principalement les fonds structurels européens (FSE, FEDER, etc.).

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**413PR** Programme européen « INTERREG IIIB espace atlantique ». - Structuration polycentrique et pôles de compétence ; développement de transport et de la société de l'information, environnement et ressources naturelles ; renforcement et promotion de l'identité atlantique : factures, bilans, correspondance.  
1-199

Bordereau de versement      **2004-2006**      immédiate      25, 95 ml.

**446PR** Fonds structurels européens (FSE). - Programmes, reconversion industrielle ; développement rural, insertion professionnelle : procès-verbal, compte rendu, dossiers de subventions, correspondance, textes réglementaires, documentation.  
1-37

Bordereau de versement      **1994-2006**      immédiate ou 50 ans      4, 50 ml

**464PR** Financement européen. - Fonds européen de développement régional (FEDER) ; Fond social européen (FSE) : dossiers de demande d'aide, correspondance, conventions, pièces comptables, avis, états récapitulatifs, appels à projets, guide des procédures, notes, catalogues, règlements, rapports, conventions, circulaires, bilans, études, compte rendu, documentation.  
1-250  
Programmation et financement. - Contrat de plan / contrat de projet État-Région (CPER) : publications officielles, bilans, rapports, conventions, correspondance, avis, revue de presse.

Bordereau de versement      **1984-2011**      immédiate ou 50 ans      30, 32 ml

# ARCHIVES ENTRÉES PAR VOIE EXTRAORDINAIRE

## ORGANISMES SATELLITES

### COMITÉ DES ŒUVRES SOCIALES (COS)

Créé en 1990 sous forme d'association, le COS mettait en œuvre et gérait l'action sociale en faveur des agents territoriaux. Le personnel était mis à disposition par l'employeur qui cofinçait l'association. Dissout en 1999, le COS laissait l'Association du personnel de la Région des Pays de la Loire (APRPL) reprendre les mêmes missions de 1999 à 2008. Puis un nouveau COS lui a succédé dès 2008.

En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels		<p><b>Services assurant le fonctionnement du Conseil régional, l'administration générale et les ressources humaines</b></p> <p>Les différentes directions en charge successivement de la gestion des ressources humaines de la Région.</p>
Archives entrées par voie extraordinaire		<p><b>Organismes satellites</b></p> <p>Association du personnel de la Région des Pays de la Loire (APRPL)</p>
	<b>471PR 52W</b>	Documents d'activité de l'APRPL de 1986 à 2007.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**282PR** Fonctionnement. - Statuts et budget ; salaires, déclarations ; Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF), déclarations ; aides exceptionnelles : relevés bancaires, souches de chèques, courriers, procès-verbaux.

1-33

Bordereau de versement

1990-1999

50 ans

3, 80 ml

## SYNDICAT INTERDÉPARTEMENTAL DU BASSIN DE LA MAINE (SIBM)

Le SIBM était un syndicat mixte créé en 1980 pour coordonner l'aménagement et le développement du tourisme et des loisirs sur les rivières navigables du bassin de la Maine (Sarthe, Mayenne, Oudon et Maine). Le syndicat s'est dissout en 1997.

En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie		Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Aménagement du territoire</b>		
	Direction Aménagement du territoire (DAT)	<b>291PR</b>	Documents relatifs au fonctionnement du SIBM de 1984 à 2000.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**344PR** Fonctionnement. - Assurances : contrats, attestations, correspondance.

11

Bordereau de versement	<b>1980-1988</b>	immédiate ou 50 ans	0, 10 ml
------------------------	------------------	---------------------	----------

**Série d'archives historiques**

- 15W** Organisation administrative. - Fonctionnement, réunions du comité syndical et du bureau, communication vers les partenaires du bassin ; constitution et dissolution ; expérience pilote nationale du bassin de la Maine ; statuts, convention avec la Région Pays de la Loire ; voie d'eau, audit sur l'organisation : notes, études, correspondance, discours, brochures, rapports, textes officiels, statuts, comptes rendus, certificats administratifs.
- 1-197 Gestion. - Comptabilité ; biens mobiliers et immobiliers ; personnel, avancement, recrutement, rémunération, cotisations sociales annuelles, stagiaires, médecine du travail ; contentieux ; relations avec les organismes partenaires : correspondance, notes, arrêtés, pièces comptables, registres, conventions, certificats administratifs, listes, comptes rendus, bulletins de salaire, déclarations annuelles, rapports, brochures, coupures de presse.
- Aménagement et développement. - Tourisme et loisirs, animation, coordination, représentation, échanges nationaux, réflexion sur la politique de développement, financement européen ; concours interdépartemental des écluses fleuries ; environnement, démarche qualité et valorisation de la voie d'eau : rapports, mémoires, comptes rendus, conventions, plans, grilles d'enquête, correspondance, notes, programmes, actes de colloque, communiqués de presse, bilans statistiques, cartes, pièces comptables, photographies, coupures de presse, circulaires, questionnaires.
- Gestion et exploitation de la voie d'eau. - Coordination technique, fonctionnement ; opérations d'aménagement et d'équipement ; chômages, avis aux usagers ; écluses, organisation de l'équipement et du personnel : comptes rendus, rapports, correspondance, cahier des charges, études, publications, notes, contrats, plans, règlements, arrêtés, bilans des travaux, listes, photographies, cartes, devis, textes réglementaires, coupures de presse, questionnaires, bulletins de salaire.
- Développement du tourisme et des loisirs. - Gestion technique et commerciale, études, actions de promotion ; relations avec les usagers ; commercialisation des bateaux habitables ; acquisition et affermage de bateaux aux loueurs et aux associations : rapports, statistiques, notes, comptes rendus, correspondance, affiche, autocollants, appels d'offre, cahier des charges, coupures de presse, bilans, conventions, maquettes, bons de commande, croquis, tirages photographiques, planning, règlements, contrats, états des locations, certificats de vente, avant-projet sommaire, dossiers de subventions.
- Association de promotion du tourisme fluvial du bassin de la Maine (APTFBM). - Fonctionnement, assemblées générales et réunions du conseil d'administration ; comptabilité ; gestion du personnel ; promotion du bassin de la Maine ; dissolution et liquidation : rapports, correspondance, statuts, comptes rendus, notes, textes réglementaires, bilan de liquidation, budgets prévisionnels, pièces comptables, supports promotionnels, contrats, coupures de presse, plaquettes.

Répertoire  
numérique

1969-2001

immédiate,  
25, 50 ou 75 ans

11, 44 ml

## ASSOCIATION ATLANTECH

Atlantech était un groupement d'intérêt public (GIP) qui a exercé ses activités de 1988 à 2008. Ses quatre missions étaient la sauvegarde du patrimoine technologique et scientifique, les relations internationales, la valorisation de la recherche et le développement d'un projet d'« université virtuelle des Pays de la Loire » (UVPL).

En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Domaines d'interventions
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Enseignement supérieur</b>
	L'intégralité de ce domaine d'intervention.
	<b>Développement économique et recherche</b>
	Le domaine d'intervention de la recherche.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série de préarchivage

**457PR** 1-26 Fonctionnement. - Gestion du personnel ; relations avec les fournisseurs ; immobilisation financière ; mission patrimoine ; liquidation ; comptabilité ; location d'immeuble : pièces comptables, correspondance, fiches de liaison, taxes, déclarations sociales, état de l'actif, bordereau journal des mandats, factures, bail, contrat de sous-location, état des lieux, bulletins de salaire, factures, extraits du grand livre analytique, bons de commande, frais de déplacement.

Bordereau de versement      **1998-2010**      immédiate ou 50 ans      3, 40 ml

### Série d'archives historiques

**45W** 1-412 Fonctionnement. - Création, implantation, prorogation ; liquidation, accompagnement du personnel, vente ; instances délibératives ; administration générale, fonctionnement ; comptabilité ; personnel, gestion, formation ; relations avec les partenaires ; activités, mission relations internationales, valorisation de la recherche, programmes : correspondance, arrêté, notes, avant-projet, projet, convocations, documents préparatoires, procès-verbaux, comptes annuels, pièces comptables, contrat de travail, fiche de renseignements.

Répertoire numérique détaillé      **1985-2009**      immédiate ou 50 ans      48, 61 ml

**ASSOCIATION DU PERSONNEL DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE (APRPL)**

L'APRPL était une association responsable des prestations sociales et activités ludiques proposées aux agents de la Région de 1999 à 2008.

En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Services assurant le fonctionnement du Conseil régional, l'administration générale et les ressources humaines</b>	
	Toutes les directions et particulièrement celles qui s'occupaient des ressources humaines	
Archives entrées par voie extraordinaire	<b>Organismes satellites</b>	
	Comité des Œuvres sociales (COS)	<b>282PR</b> Documents de fonctionnement du COS de 1990 à 1999.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série de préarchivage**

- 471PR** Fonctionnement. - Administration générale ; ressources humaines ; comptabilité : courriers, relevés de comptes, souches de carnets de chèques, cahiers de suivi des recettes et des dépenses, factures.  
**1-26** Prestations sociales et activités ludiques. - Allocations ; prestations de loisirs ; billets d'événements ou de spectacles : pièces justificatives, déclarations, bulletins de commandes, factures, devis, listes.

Répertoire numérique détaillé      **1999-2007**      immédiate ou 50 ans      3, 70 ml

**Série d'archives historiques**

- 52W** Instances décisionnelles. - Assemblées générales et conseil d'administration, élection, réunions ; bureau : feuilles d'émargements, notes, bulletins de vote.  
**1-71** Administration générale. - Création, dissolution ; gestion des adhérents, inscriptions ; fonctionnement ; bulletin de liaison, publication ; ressources humaines ; comptabilité : statuts, avis de publication au *Journal officiel*, étude préalable, comptes rendus, conventions, fichiers des adhérents, notes, correspondance, exemplaires de publication, dossiers du personnel, pièces budgétaires et comptables.  
Prestations sociales et activités ludiques. - Arbre de Noël, préparation, organisation ; bons cadeaux aux enfants et aux adhérents, distribution ; relations avec les fournisseurs ; allocations pour les loisirs, les enfants et les événements familiaux ; prêts aux personnel ; voyages et sorties ludiques ; Maison des Pays de la Loire à Paris, animations : sondages, listes, catalogues, feuilles d'émargement, pièces comptables, correspondance, demandes de prestations, justificatifs, déclarations fiscales, notes d'honoraires, programmes, bulletins d'inscription, documentation, dossiers des intervenants.

Répertoire numérique détaillé      **1986-2007**      immédiate ou 50 ans      4, 10 ml

**ASSOCIATION EUROUEST**

Euroouest était une association assurant une mission d'intérêt public de 1989 à 1998. Ses actions portaient sur la recherche et le développement économique, les opérations transnationales et sur la gestion des bourses régionales en matière de mobilité des jeunes et des étudiants. Elle s'informait également sur l'Europe puisque son objectif était de promouvoir les Pays de la Loire à l'extérieur, notamment en favorisant la participation des acteurs régionaux aux différents programmes qui émanaient de la Communauté économique européenne (CEE).

**En complément sur le sujet :**

Renvoi vers la partie		Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Financements européens – relations internationales</b>		
	Direction Relations européennes et internationales (DREI)	<b>265PR 288PR 364PR</b>	La DREI a versé des archives de l'association Euroouest relatives à son fonctionnement et ses activités, et datant de 1989 à 2000.
	Direction Affaires européennes (DAE)	<b>145PR 177PR</b>	La DAE a versé des archives relatives au programme Euroouest, et datant de 1987 à 1995

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série d'archives historiques**

**41W** Programme « Ticket ouest pour l'Europe » (TOPE). - Actions TOPE, élaboration, suivi, communication ; programmes TOPE, mise en œuvre, gestion : correspondance, conventions, notes, mémoire financier, rapports, contrat, tableaux récapitulatifs, formulaires, lettres de candidature, conventions de stage, attestations, comptes rendus, arrêté d'attribution, communiqué de presse.

1-210

Répertoire numérique détaillé

1989-1998

immédiate ou 50 ans

24, 56 ml

**ASSOCIATION OUEST ATLANTIQUE**

L'association Ouest Atlantique, en activité de 1974 à 2013 était chargée initialement du développement industriel de l'Ouest en lien avec la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), et de la promotion économique du territoire, notamment à l'international. Selon les périodes, elle a regroupé jusqu'à trois Régions : Pays de la Loire, Bretagne, Poitou-Charentes.

**En complément sur le sujet :**

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Communication</b>	
	Direction Communication (DCOM)	<b>53W</b> Enregistrements audiovisuels produits ou reçus par la DCOM de 1983 à 2006, parmi lesquels : enregistrement d'une assemblée générale de l'association Ouest Atlantique (1987).
Entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Développement économie et recherche</b>	
	Direction Action et innovation économiques et international (DAE2I)	<b>475PR</b> Archives de l'association Ouest Atlantique relatives à son fonctionnement (récupérées et versées par la DAE2I à la dissolution de l'association).

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série d'archives historiques**

- 61W** Administration générale. - Création et dissolution; instances délibératives ; gestion du personnel ; comptabilité : correspondance, notes, rapports, statuts, organigrammes, études, enregistrements audiovisuels sur cassettes, programmes, comptes rendus, publications, bulletins de salaire et journaux de paie, dossiers individuels de personnel, livres de comptes et états financiers, demandes de subventions.
- 1-159** Activités de l'association. - Promotion du Grand Ouest ; partenariats économiques ; conseil aux entreprises ; suivi des projets européens de promotion économique Euratlantic et Winatlantic : rapports, études, supports promotionnels papier et audiovisuels, conventions, accords, fiches d'information, comptes rendus, correspondance, livres de comptes et états financiers, cahiers des charges, certificats, candidature.
- Association World Investment Conference (WIC). - Conférence World Investment à La Baule, organisation : programme, publications, correspondance, factures.

Bordereau de versement **1970-2014** immédiate ou 50 ans 9, 80 ml

## FONDS OLIVIER GUICHARD

Le fonds Olivier Guichard remis par convention de dépôt est constitué de documents avec des supports différents : archives papiers, photographiques, audiovisuelles, ouvrages dédicacés et décorations. Il balaye presque soixante-dix ans de la vie de l'homme politique et les différents mandats occupés par celui-ci, en tant que :

- ministre :
  - de l'Industrie (1967-1968) ;
  - du Plan et de l'aménagement du territoire (1968-1969) ;
  - de l'Éducation (1969-1972) ;
  - de l'Équipement et de l'aménagement du territoire (1972-1974) ;
  - de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des transports (mars-mai 1974) ;
  - Garde des sceaux (1976-1977) ;
- député de Loire-Atlantique (1967-1997) ;
- maire :
  - de Néac (1962-1971) ;
  - de La Baule-Escoublac (1971-1995) ;
- président du Conseil régional (1974-1998).

Olivier Guichard fut également un compagnon de route du général De Gaulle et son chef de Cabinet de 1951 à 1958. L'originalité de ce fonds réside dans sa mixité entre archives publiques, émises dans le cadre d'organisations variées (ministères, collectivités territoriales, etc.) et archives privées (correspondances, mouvements et partis politiques).

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie		Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Cabinet du Président du Conseil régional</b>		
		<b>25W</b>	Archives des Cabinets des Présidents de 1974 à 2004 (Olivier Guichard, François Fillon, Jean-Luc Harousseau).
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Culture et sports</b>		
	Direction Culture et sports (DCS)	<b>68W</b>	Emissions télévisées « Mon général » consacrées à l'ouvrage d'Olivier Guichard sur le général De Gaulle.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### Série d'archives historiques

23W 1-866	<p>Ministère de l'Éducation nationale. - Fonctionnement du Cabinet et activités du ministre : chronos de correspondance, notes, correspondance, coupures de presse, études, discours, allocutions, arrêtés, décrets, circulaires, projets de loi, avis, comptes rendus, instructions, propositions de lois.</p> <p>Ministère de l'Aménagement du territoire et Ministère de l'Équipement du logement du tourisme et des transports. - Fonctionnement des Cabinets et activités du ministre : correspondance, brochures, notes, communiqués, coupures de presse, comptes rendus, avis, photographies, rapports, discours.</p> <p>Ministère de la Justice et Garde des sceaux. - Fonctionnement des Cabinets et activités du ministre : chronos de correspondance, notes, correspondance, brochures, coupures de presse.</p> <p>Aménagement du territoire et décentralisation : correspondance, documents de travail, discours, projets de lois, projets de décrets, textes de loi, notes, rapports, circulaires, comptes rendus, allocutions, interviews, communiqués, études, coupures de presse, documentation, synthèses, dossiers de presse, avis, bilans, journal officiel, chartes.</p> <p>Députation de Loire-Atlantique. - Travaux législatifs, propositions de lois, amendements, questions écrites au gouvernement, correspondance avec les électeurs, manifestations : rapports, projets de loi, discours, comptes rendus, brochures, fiches techniques, dossiers de presse, correspondance, brochures, notes, extraits de loi, amendements, études.</p> <p>Présidence du Conseil régional. - Fonctionnement du Cabinet, participation à des organismes et institutions extérieurs, réflexions : statuts, règlements, correspondance, comptes rendus, notes, brochures, documentation, documents préparatoires, procès-verbaux, conventions, rapports d'activité, arrêté des comptes, ordres du jour, coupures de presse, propositions de loi.</p> <p>Mairie de La Baule. - Participation à des réseaux, réflexions menées : statuts, correspondance, conventions, notes, dossiers de subventions, plaquettes, brochures, coupures de presse, communiqués, arrêtés, comptes rendus, études, plans.</p> <p>Activité politique. - Rassemblement du peuple français (RPF) ; Rassemblement pour la république (RPR) ; Union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République (UDR) ; Fédération départementale de Loire-Atlantique ; Association des élus de l'opposition nationale des Pays de la Loire : listes, cartes, notes, correspondance, rapports, coupures de presse, tracts, décrets, comptes rendus, discours, coupures de presse, invitations, plans, programmes, magazines, brochure, guide de l'adhérent, retranscriptions d'interviews, communiqués, statuts, projet de modification de lois, règlement intérieur, notices individuelles, motions, procès-verbaux, factures.</p> <p>Élections. - Projet de découpage des circonscriptions législatives du département de Loire-Atlantique, référendums, présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales : plans, cartes, rapports, coupures de presse, communiqués, notes, correspondance, brochures, projets de loi, tracts, programmes, comptes rendus, discours, décrets, arrêtés, études, tableaux récapitulatifs, analyses, photographies, statistiques.</p> <p>Relations épistolaires et ponctuelles. - Interventions : correspondance, discours, curriculums vitae, rapports, annexes, coupures de presse, notes manuscrites et dactylographiées, plans, photographies.</p> <p>Ouvrages. - « Un chemin tranquille », « Mon Général », projets de livres, élaboration ; livres dédicacés offerts, contributions : notes, extraits d'interviews, discours, revue de presse, notes, correspondance, cartes de visite manuscrites, exemplaires. Ouvrages de grand format remis à Olivier Guichard : exemplaires.</p> <p>Discours : textes dactylographiés, notes manuscrites, correspondance.</p> <p>Presse : coupures, interviews écrites, documents sonores et audiovisuels, correspondance.</p> <p>Biographie et image publique : rapports, questionnaires, sténotypie d'interviews.</p> <p>Agendas : notes manuscrites et dactylographiées, coupures de presse, discours, correspondance.</p>				
--------------	--	--	--	--	--

Vie publique et privée. - Manifestations à portée politique, remise de distinctions honorifiques ; jeunesse ; famille ; relations ; portraits : photographies.  
Enregistrements audiovisuels. - Situation socio-économique, promotion touristique et culturelle ; amitiés politiques ; parcours politique et personnel : cassettes, bandes magnétiques sonores, bobine de film.  
Titres honorifiques : médailles.

Répertoire  
numérique  
détaillé

**1920-1998**

immédiate  
ou 50 ans

29, 55 ml

## TÉMOIGNAGES ORAUX

Les Archives régionales procèdent depuis 2004 à une collecte de témoignages oraux par le biais d'entretiens avec des agents volontaires sur le point de partir à la retraite. Ces entretiens constituent une source sur l'histoire du personnel et de leur métier, l'histoire du Conseil régional et de l'Établissement public régional (EPR), ses domaines d'activités (et notamment leur accroissement), la mise en place des politiques régionales, les relations entretenues avec les autres collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'État. Les agents parlent aussi de la vie des services dans lesquels ils ont travaillé, de leurs conditions de travail, ainsi que de leur parcours personnel dans la collectivité territoriale et en dehors.

Chaque témoignage nécessite la signature d'un contrat par le témoin lui permettant d'autoriser la consultation des enregistrements et de l'instrument de recherche en salle de lecture. Par conséquent, seuls les instruments de recherche des témoignages, dont le contrat a été signé par le témoin sont disponibles en salle de lecture.

### JEAN LELU

Jean Lelu a déteu plusieurs fonctions au Conseil régional :

- 1986 à 1991 : directeur de l'aménagement du territoire (DAT) ;
- 1991 à 2002 : directeur de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (DEES) ;
- 2002 à 2004 : conseiller auprès du président du Conseil régional.

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Cotes	Descriptions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Cabinet du Président du Conseil régional</b>	
	<b>25W</b>	Archives des Cabinets des Présidents de 1974 à 2004 (Olivier Guichard, François Fillon, Jean-Luc Harousseau).
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Aménagement du territoire</b>	
	Direction Aménagement du territoire (DAT)	<b>3PR</b> <b>23PR</b> <b>27PR</b> <b>43PR</b> <b>96PR</b> <b>109PR</b> <b>251PR</b> <b>291PR</b> <b>338PR</b>
		Archives de la direction de 1970 à 2002.
	<b>Éducation</b>	
Direction Éducation et Enseignement supérieur (DEES)	<b>277PR</b> <b>297PR</b> <b>43W</b>	Archives de la direction de 1977 à 2002.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série d'archives audiovisuelles entrées par voie extraordinaire**

- 12 AV**  
1 Entretien du 25 février 2004. - Marine et affaires maritimes, carrière ; chargé de mission au secrétariat général pour les affaires régionales, intégration ; Conseil régional, chargé de mission, organisation de la mission régionale, rattachement des services de l'éducation, constructions scolaires, perception de la Région par les autres collectivités, implication des services de l'État ; aménagement du territoire, décentralisation des lycées ; Direction de l'Éducation, organisation, fonction de directeur, relations avec le personnel, avis personnel sur la décentralisation de l'enseignement secondaire, relations avec les élus, relations avec les Directions départementales de l'équipement (DDE), actions éducatives de la Région, relations avec le rectorat, gestion des lycées, politique à l'égard de l'enseignement privé ; Contrat de plan / contrat de projet État-Région (CPER), préparation, négociation ; schéma prévisionnel des formations, réalisation ; enseignement supérieur, intervention de la Région ; conseiller auprès du président Jean-Luc Harousseau, suivi du plan stratégique « Pays de la Loire 2010 » ; administration régionale, installation dans l'Hôtel de Région, élection des conseillers régionaux au suffrage universel, perception de la Région dans l'opinion : cédéroms.

Inventaire  
chrono-thématique

**2004**

immédiate

0, 1 ml

## ODILE MARTINEAU

Odile Martineau a eu plusieurs fonctions au Conseil régional :

- 1992 à 1994 : juriste ;
- 1994 à 1998 : responsable du Service Juridique ;
- 1998 à 2002 : responsable du Service Juridique, documentation et archives ;
- 2004 à 2007 : responsable du Service Juridique.

### En complément sur le sujet :

Renvoi vers la partie	Domaines d'interventions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Services assurant le fonctionnement du Conseil régional, l'administration générale et les ressources humaines</b>
	Les différentes directions assurant le fonctionnement de l'administration générale.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

### **Série d'archives audiovisuelles entrées par voie extraordinaire**

- 12 AV** Entretiens des 24 janvier et 14 février 2007. - Conseil régional, organisation de la fonction juridique ; Service Juridique, pratiques et perception du droit par les agents, formations du personnel, présentation du précontentieux, participation à la commission d'appel d'offres (CAO), remarques et suivi des contentieux, recours aux cabinets d'avocats ; contrôle de légalité, relations avec le secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR) et avec l'État, application à la Région ; risque juridique, veille, accroissement ; procès suite à la marée noire due au naufrage de l'Érika, action juridique de la Région, relations avec les autres collectivités : cédéroms.

3

Inventaire  
chrono-thématique

2007

10 ans

0, 1 ml

**JOËL LEBLAY**

Joël Leblay a été serveur, agent technique au Service intérieur devenu Service chargé des interventions techniques et logistiques (SITEL) de 1987 à 2007.

**En complément sur le sujet :**

Renvoi vers la partie	Domaines d'interventions
Archives entrées par voie de versement / Services fonctionnels	<b>Services assurant le fonctionnement du Conseil régional, l'administration générale et les ressources humaines</b>
	Les différentes directions assurant le fonctionnement de l'administration générale.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série d'archives audiovisuelles entrées par voie extraordinaire**

**12 AV** Entretien du 30 janvier 2008 - Conseil régional, arrivée, connaissance de l'institution, évolutions, impact de l'accroissement du personnel sur le service intérieur et les rapports entre agents, déménagements ; Service de Réception, activités exercées, conditions et relations de travail ; organisation des manifestations ; Service Intérieur, interventions techniques, recours aux entreprises extérieures, relations entre collègues du service, externalisation ; agent technique, conditions de travail : cédéroms.

4

Inventaire  
 chrono-thématique                      **2008**                      20 ans                      0, 1 ml

**MADELEINE MORICEAU**

Madeleine Moriceau a été responsable de l'antenne Formation professionnelle de la région des Pays de la Loire en Sarthe de 1996 à 2010.

**En complément sur le sujet :**

Renvoi vers la partie	Domaines d'interventions
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Formation professionnelle et apprentissage.</b>
	Les directions étant en charge de la formation professionnelle.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série d'archives audiovisuelles entrées par voie extraordinaire**

**12 AV** Entretien du 24 novembre 2010. - Parcours avant le conseil régional, présentation personnelle, études, recrutement ; Conseil régional, prise de fonction, connaissance personnelle de l'institution ; mission de l'antenne formation, présentation du programme de formation, fonction de responsable d'antenne, évolution des locaux et rattachement hiérarchique ; relations avec les élus, avec les services du sièges à Nantes ; information et accueil du public et partenaires ; vie au travail, déplacement, disponibilité, vécu personnel, carrière, activités ; statut de fonctionnaires : cédéroms.

8

Inventaire  
chrono-thématique

2010

Immédiate

0, 1 ml

**JACQUES CHAUDRONNIER**

Jacques Chaudronnier a été technicien des transports de 1985 à 2009.

**En complément sur le sujet :**

Renvoi vers la partie	Domaines d'interventions
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Aménagement du territoire.</b>
	Les directions étant en charge des transports.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série d'archives audiovisuelles entrées par voie extraordinaire**

**12 AV** Entretien du 26 novembre 2009. - Parcours avant le conseil régional, présentation personnelle ; fonctions et métiers exercés pendant la carrière à la Région ; politique régionale des transports ferroviaires ; outils et méthodes de travail ; relations avec les élus régionaux ; vie au travail ; administration régionale.

7

Inventaire  
chrono-thématique      **2009**      Immédiate      0, 02 ml

**SOPHIE AUGER**

Sophie Auger a été chargée de mission et chef de service dans les secteurs de l'aménagement du territoire et des programmes européens de 1985 à 2010.

**En complément sur le sujet :**

Renvoi vers la partie	Domaines d'interventions		
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Aménagement du territoire.</b>		
			Les directions étant en charge des contrats de territoire, des contrats de plan Etat-Région.
	<b>Financements européens et relations internationales.</b>		
			Les directions étant en charge des programmes européens.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série d'archives audiovisuelles entrées par voie extraordinaire**

<b>12 AV</b>	Entretiens des 11 avril et 19 mai 2011 . - Parcours avant le conseil régional, présentation personnelle ; fonctions et métiers exercés pendant la carrière à la Région ; politique régionale d'aménagement du territoire ; suivi des programmes européens ; démarche prospective et évaluation ; vie au travail ; administration régionale.	Inventaire chrono-thématique	2011	immédiate	0, 5 ml
11					

**LUCIENNE GALLET**

Lucienne Gallet a été gestionnaire dans le domaine de l'aménagement du territoire de 2001 à 2012.

**En complément sur le sujet :**

Renvoi vers la partie	Domaines d'interventions		
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Aménagement du territoire.</b>		
			Les directions étant en charge des infrastructures de transports.
	<b>Financement européen et relations internationales.</b>		
			Les directions étant en charge des relations européennes.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série d'archives audiovisuelles entrées par voie extraordinaire**

**12 AV** Entretien du 21 janvier 2013. - Parcours avant le conseil régional, présentation personnelle ; fonctions et métiers exercés pendant la carrière à la Région ; politiques régionales de contrats avec les pays et des infrastructures de transport ; vie au travail ; administration régionale.

13

Fiche d'analyse synthétique      2013      immédiate      0,02 ml

**ALAIN THEBAUD**

Alain Thébaud a été responsable du service Agriculture et pêche de 2005 à 2014.

**En complément sur le sujet :**

Renvoi vers la partie	Domaines d'interventions	
Archives entrées par voie de versement / Services opérationnels	<b>Développement économique et recherche.</b>	
		Les directions étant en charge de l'agriculture et de la pêche.

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
-----------------	-------------	------------------------------------	----------------	-----------------	------------------

**Série d'archives audiovisuelles entrées par voie extraordinaire**

- 12 AV** Entretien du 5 novembre 2014. - Parcours avant le conseil régional, présentation personnelle ; fonctions et métiers exercés pendant la carrière à la Région ; politiques régionales de développement économique, agriculture et pêche ; travail avec les partenaires et satellites régionaux ; relations avec les élus régionaux ; vie au travail ; administration régionale.

15

Fiche d'analyse synthétique

2015

immédiate

0,06 ml

## DOCUMENTATION ENTRÉE EN BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE

Les publications n'ont de place parmi les fonds d'archives que si elles sont le résultat d'une activité de publication du producteur d'archives lui-même (exemple : le *Magazine de la Région*). Pourtant, la collecte d'archives auprès des services de l'administration régionale, de ses organismes satellites, ou de quelques personnes privées, a drainé quelques publications sans lien direct avec leur activité. Il s'agit d'ouvrages, dossiers documentaires, périodiques et brochures, qui ont été utilisés comme documentation de travail avant d'être jugés obsolètes, ou adressés comme cadeau à certaines personnalités – comme, par exemple, le Président du Conseil régional. Au fil de leurs travaux de classement, les Archives régionales les ont mis de côté en vue de constituer, à terme, une bibliothèque historique.

Les Archives régionales ont veillé à conserver les publications qui pouvaient présenter un intérêt, en complément des archives, pour la compréhension de ces dernières, c'est-à-dire lorsque l'information contenue touche aux particularités de la Région et de ses départements, à l'histoire locale, politique et administrative (décentralisation, transferts de compétences, vie politique locale et nationale...), à l'exercice des compétences de la Région (aménagement du territoire en particulier, mais aussi la formation professionnelle, l'apprentissage ou encore les transports).

Groupe de cotes	Description	Instrument de recherche disponible	Dates extrêmes	Communicabilité	Mètres linéaires
<b>1 ARB</b> 1-5	Publications hors format sur l'administration, l'aménagement du territoire, l'histoire locale, le sport, la vie politique.	Catalogue de la bibliothèque historique	<b>1973-1990</b>	Immédiate	0, 20 ml
<b>2 ARB</b> 1-77	Publications au format in°4 sur l'aménagement du territoire, la collectivité locale <sup>59</sup> , la formation, l'histoire locale, la vie politique.	Catalogue de la bibliothèque historique	<b>1972-2013</b>	Immédiate	0, 74 ml
<b>3 ARB</b> 1-84	Publications au format in°8 sur l'aménagement du territoire, les annuaires, la collectivité locale <sup>59</sup> , l'économie, l'histoire locale, le transport, la vie politique.	Catalogue de la bibliothèque historique	<b>1964-2013</b>	Immédiate	1, 88 ml
<b>4 ARB</b> 1-12	Publications au format in°12 sur l'aménagement du territoire, la collectivité locale <sup>59</sup> , l'histoire locale, la vie politique.	Catalogue de la bibliothèque historique	<b>1970-2008</b>	Immédiate	0, 16 ml

<sup>59</sup> L'expression collectivité locale désigne dans le langage courant ce que la Constitution nomme collectivité territoriale. Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, seule l'expression collectivité territoriale figure dans la Constitution. Même si l'expression collectivité locale n'est plus juridiquement fondée, elle a été utilisée dans le thésaurus matière W du progiciel de gestion des archives par souci d'uniformisation. Lorsqu'une mise à jour du thésaurus sera programmée sur ce progiciel, il conviendra d'indiquer collectivité territoriale à la place de collectivité locale.

## Documentation entrée en bibliothèque historique

**5 ARB** Périodiques sur l'aménagement du territoire, la collectivité locale<sup>59</sup>, l'histoire locale, la vie politique.  
1-110

Catalogue de la bibliothèque  
historique      **1968-1997**      Immédiate      0, 66 ml

**6 ARB** Brochures sur l'apprentissage, la collectivité locale<sup>59</sup>, l'économie, l'emploi, l'enseignement, l'histoire locale, l'infrastructure portuaire, la vie politique.  
1-27

Catalogue de la bibliothèque  
historique      **1975-1998**      Immédiate      0, 16 ml

**7 ARB** Dossiers documentaires sur la collectivité locale<sup>59</sup>.  
1-2

Catalogue de la bibliothèque  
historique      **1980-1991**      Immédiate      0, 08 ml

# ANNEXES

Les annexes sont classées selon l'ordre d'apparition des renvois de notes de bas de page dans l'instrument de recherche.

<b>Annexe I : Glossaire.....</b>	<b>140</b>
<b>Annexe II : Table de sigles et acronymes.....</b>	<b>141</b>
<b>Annexe III : Liste chronologique des présidents de la Région Pays de la Loire.....</b>	<b>149</b>
<b>Annexe IV : Domaines d'activité des producteurs d'archives en juillet 2014 .....</b>	<b>151</b>
<b>Annexe V : Cadre de classement utilisé aux Archives régionales des Pays de la Loire .....</b>	<b>157</b>
<b>Annexe VI : Carte de la région Pays de la Loire.....</b>	<b>158</b>
<b>Annexe VII : Organigrammes .....</b>	<b>159</b>
<b>Annexe VIII : Nombres de cotes par domaine d'activité et par type de service.....</b>	<b>165</b>
<b>Annexe IX : Délais de communicabilité des archives publiques.....</b>	<b>167</b>

## Annexe I : Glossaire

<b>Article</b>	Ensemble de pièces de même provenance, se rapportant à un même objet ou à une même affaire et dont l'importance matérielle n'excède pas la capacité d'une unité matérielle de conditionnement. L'article constitue tout à la fois une unité (intellectuelle) de description et l'unité (matérielle) pour la cotation, le rangement et la communication des documents d'archives. Chaque article est individualisé par une cote et une analyse. Il convient de distinguer l'article du dossier (niveau intellectuel de classement et de description) et de la boîte d'archives (conditionnement matériel).
<b>Archives intermédiaires (ou préarchivage)</b>	Ensemble des documents qui ne sont plus d'usage courant mais néanmoins conservé pour des impératifs de gestion et/ou des impératifs juridiques.
<b>Bordereau de versement</b>	Pièce justificative de l'opération de versement comportant le relevé détaillé des documents ou dossiers remis à un service d'archives par un service versant ; le bordereau de versement tient lieu de procès-verbal de prise en charge et d'instrument de recherche.
<b>Domaine d'activité administrative (ou d'intervention ou de compétence)</b>	Le domaine d'activité administrative correspond aux domaines de compétences exercés par une collectivité territoriale, fixés par la loi.
<b>Entrée par voie extraordinaire</b>	Entrée résultant d'un dépôt, d'un don, d'un achat ou d'un legs, par opposition au versement qui constitue une entrée ordinaire.
<b>Guide [d'archives]</b>	Terme générique utilisé pour désigner les guides de recherche par fonds, les guides de recherche thématique, les guides par service d'archives.
<b>Mètre linéaire ou kilomètre linéaire</b>	Unité de mesure des archives correspondant à la quantité de documents rangés sur une tablette d'un mètre de longueur.
<b>Répertoire numérique détaillé</b>	Répertoire détaillé présentant chaque article dans l'ordre numérique des cotes.
<b>Respect de la provenance (logique de production des archives)</b>	Principe consistant à laisser groupées, sans les mélanger à d'autres, les archives émanant d'un même producteur.
<b>Série</b>	Division primaire d'un cadre de classement, généralement désignée par une lettre ou plusieurs lettres de l'alphabet, appelée(s) « lettre(s) de série » qui ser(ven)t à la cotation des articles qui la composent. La série, qu'il ne faut pas confondre avec la série organique, correspond soit à un fonds, soit à une partie de fonds ou à un regroupement de fonds, soit encore à une tranche chronologique.
<b>Sous-série</b>	Subdivision d'une série.
<b>Versement</b>	Opération matérielle et intellectuelle par laquelle la responsabilité de la conservation d'archives passe de l'administration à un service de préarchivage ou à un service d'archives, ou bien d'un service de préarchivage à un service d'archives. Ce terme désigne aussi, par extension, les documents ainsi transférés. Le fonds d'un service administratif est constitué de plusieurs versements qui peuvent être cotés selon le principe de la série continue.

## Annexe II : Table de sigles et acronymes

Sont compris, aussi dans cette table, tous les sigles et acronymes développés dans les notices de description archivistiques du guide.

<b>ACE</b>	Aide à la création d'entreprises
<b>ACEL</b>	Association communautaire de l'estuaire de la Loire
<b>ADEME</b>	Agence pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie
<b>AFPA</b>	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes
<b>AFR</b>	Allocation formation reclassement
<b>AGLIA</b>	Association du Grand littoral atlantique
<b>AIFL</b>	Aide individuelle à la formation des ligériens
<b>ANRED</b>	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets
<b>ANVAR</b>	Agence nationale de valorisation de la recherche
<b>APRPL</b>	Association du personnel de la région des Pays de la Loire
<b>APTFBM</b>	Association de promotion du tourisme fluvial du bassin de la Maine
<b>ARB</b>	Archives régionales – Bibliothèque (série)
<b>ARC</b>	Aide au recrutement des cadres
<b>ARCAMC</b>	Association régionale de coordination des activités musicales et chorégraphiques
<b>ARCE</b>	Aide régionale à la création d'entreprise
<b>ARE</b>	Assemblée des régions d'Europe
<b>ARPCA</b>	Association régionale pour la promotion de la création audiovisuelle
<b>AV</b>	Audiovisuel (série)
<b>CAO</b>	Commission d'appel d'offre
<b>CAP</b>	Commission administrative paritaire
<b>CAR</b>	Circonscription d'action régionale
<b>CARA</b>	Contrat d'aménagement rural et d'animation
<b>CARENE</b>	Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire
<b>CCRDT</b>	Comité consultatif régional de la recherche et du développement technologique
<b>CCTP</b>	Cahier des clauses techniques et particulières

## *Annexes*

<b>CDC</b>	Caisse des dépôts et consignations
<b>CDR</b>	Contrat régional de développement
<b>CEDRE</b>	Centre européen de développement régional
<b>CEE</b>	Communauté économique européenne
<b>CES</b>	Comité Économique et social
<b>CESR</b>	Conseil Économique et social régional
<b>CESER</b>	Conseil Économique, social et environnemental régional
<b>CETE</b>	Centre d'études techniques de l'équipement
<b>CFA</b>	Centre de formation des apprentis
<b>CGCT</b>	Code général des collectivités territoriales
<b>CHU</b>	Centre hospitalier universitaire
<b>CIF</b>	Congés individuels de formation
<b>CNASEA</b>	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
<b>CNRACL</b>	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales
<b>CODER</b>	Commission de développement économique régional
<b>CORTECHS</b>	Convention de recherche pour les techniciens supérieurs
<b>COS</b>	Comité des Œuvres sociales
<b>CPER</b>	Contrat de plan / contrat de projet État-Région
<b>CRAPE</b>	Convention régionale d'amélioration des paysages et de l'eau
<b>CRC</b>	Chambre régionale des comptes
<b>CRCC</b>	Conférence régionale consultative de la culture
<b>CRCI</b>	Chambre régionale de commerce et d'industrie
<b>CRD</b>	Contrat régional de développement
<b>CREPS</b>	Centre régional d'éducation physique et sportive
<b>CRJ</b>	Conseil régional des jeunes
<b>CRPM</b>	Comité permanent des régions périphériques maritimes
<b>CROS</b>	Comité régional olympique et sportif

## Annexes

<b>CRT</b>	Comité régional du tourisme
<b>CRV</b>	Contrat Région-ville
<b>CTP</b>	Comité technique paritaire
<b>CTU</b>	Contrat territorial unique
<b>D3C</b>	Direction Coordination, conseil et contrôle
<b>D4C</b>	Direction Communication interne, conseil, évaluation, coordination et contractualisation
<b>D4CAE</b>	Direction Communication interne, conseil, évaluation, coordination, contractualisation et affaires européennes
<b>DA</b>	Direction Apprentissage
<b>DACCV</b>	Direction Affaires culturelles et cadre de vie
<b>DAE</b>	Direction Action économique Direction Affaires européennes
<b>DAE2I</b>	Direction Actions et innovation économiques et international Direction Action économique, innovations et internationalisation
<b>DAFIG</b>	Direction Affaires financières, informatique et gestion
<b>DAMG</b>	Direction Assemblées et moyens généraux
<b>DAPEC</b>	Direction Assemblée, plan, évaluations et coordination
<b>DARHA</b>	Direction Assemblée, ressources humaines et administration
<b>DAT</b>	Direction Aménagement du territoire
<b>DATAR</b>	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'aciton régionale
<b>DATD</b>	Direction Action territoriale et démocratie
<b>DATI</b>	Direction Aménagement du territoire et infrastructures
<b>DBSA</b>	Direction Budget et services administratifs
<b>DC</b>	Direction Contractualisation
<b>DCE</b>	Dossier de consultation des entreprises
<b>DCI</b>	Direction Coordination et international
<b>DCOM</b>	Direction Communication
<b>DCS</b>	Direction Culture et sports
<b>DCJSVAB</b>	Direction Culture, jeunesse, sport, vie associative et bénévolat

## *Annexes*

<b>DCSA</b>	Direction Culture, sport et associations
<b>DDE</b>	Direction départementale de l'équipement
<b>DDER</b>	Direction Développement économique et recherche
<b>DE</b>	Direction Éducation
<b>DEn</b>	Direction Environnement
<b>DECV</b>	Direction Environnement et cadre de vie
<b>DEES</b>	Direction Education et enseignement supérieur
<b>DEFP</b>	Direction Emploi et formation professionnelle
<b>DEPT</b>	Direction Environnement et projets de territoire
<b>DERDT</b>	Direction Espaces régionaux et démocratie territoriale
<b>DESR</b>	Direction Enseignement supérieur et recherche
<b>DFCM</b>	Direction Finances, contrôle et marchés
<b>DFMM</b>	Direction Finances, marchés et moyens
<b>DFPA</b>	Direction Formation professionnelle et apprentissage
<b>DFSG</b>	Direction Finances et services généraux
<b>DGS</b>	Direction Générale des services
<b>DIPAT</b>	Direction Infrastructures, plan et aménagement du territoire
<b>DIUO</b>	Dossier des interventions ultérieures des ouvrages
<b>DL</b>	Direction Lycées
<b>DOE</b>	Dossier des ouvrages exécutés
<b>DOIRH</b>	Direction Organisation, informatique et ressources humaines
<b>DOMI</b>	Direction Organisation, méthodes et informatique
<b>DPI</b>	Direction Patrimoine immobilier
<b>DPS2D</b>	Direction Prospective, schémas et développement durable
<b>DQV</b>	Direction Qualité de la vie
<b>DRASS</b>	Direction Régionale des affaires sanitaires et sociales
<b>DREI</b>	Direction Relations européennes et internationales
<b>DRESIE</b>	Direction Recherche, enseignement supérieur, international et Europe

## *Annexes*

<b>DRH</b>	Direction Ressources humaines
<b>DRHAIF</b>	Direction Ressources humaines, assemblée, informatique et finances
<b>DS2IN</b>	Direction Systèmes d'information et innovation numérique
<b>DS</b>	Direction Solidarités
<b>DSCA</b>	Direction Services communs et assemblées
<b>DSGA</b>	Direction Secrétariat général et assemblées
<b>DSI</b>	Direction Systèmes d'information
<b>DSIM</b>	Direction Systèmes d'information et multimédia
<b>DTD</b>	Direction Transports et déplacements
<b>ÉLAN</b>	Énergie ligérienne pour les activités nouvelles
<b>EPLE</b>	Établissement public local d'enseignement
<b>EPR</b>	Établissement public régional
<b>ESTACA</b>	École supérieure des techniques aéronautiques et de construction automobile
<b>FAC</b>	Fonds d'action culturelle
<b>FACE</b>	Fonds d'aide au commerce extérieur
<b>FACES</b>	Fonds d'aide au conseil et aux études stratégiques
<b>FACIT</b>	Fonds d'aide au conseil et à l'innovation touristique
<b>FAI</b>	Fonds annuel d'intervention
<b>FAIRE</b>	Fonds d'aide aux initiatives régionales en matière éducative
<b>FAF</b>	Fonds d'assurance formation
<b>FAM</b>	Fonds d'acquisition de matériel
<b>FCTVA</b>	Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée
<b>FEDER</b>	Fonds européen de développement régional
<b>FIC</b>	Fonds d'intervention pour la culture
<b>FPC</b>	Formation professionnelle continue
<b>FRAC</b>	Fonds régional d'art contemporain Fonds régional d'aide au conseil
<b>FRADIC</b>	Fonds régional d'aide au développement des initiatives culturelles

## Annexes

<b>FRAEX</b>	Fonds régional d'aide à l'exportation
<b>FRAH</b>	Fonds régional d'aide humanitaire
<b>FRAME</b>	Fonds régional d'aide aux marchés extérieurs
<b>FRARC</b>	Fonds régional d'aide au recrutement des cadres
<b>FRAU</b>	Fonds régional d'aménagement urbain
<b>FRCA</b>	Fonds régional Commerce et artisanat
<b>FRIEP</b>	Fonds régional d'intervention d'études et de promotion
<b>FRILE</b>	Fonds régionalisé d'initiatives locales pour emploi
<b>FSE</b>	Fonds social européen
<b>FSL</b>	Fonds social des lycéens
<b>GIP</b>	Groupement d'intérêt public
<b>HLM</b>	Habitats à loyers modérés
<b>INH</b>	Institut national d'horticulture
<b>INRA</b>	Institut national de la recherche agronomique
<b>IRT</b>	Institut de recherches thérapeutiques
<b>ISTIA</b>	Institut des sciences et technologie de l'ingénieur d'Angers
<b>IUP</b>	Institut universitaire professionnalisé
<b>IUT</b>	Institut universitaire de technologie
<b>MAPA</b>	Marché à procédure adaptée
<b>MIAR</b>	Mission Inspection de l'administration régionale
<b>Num</b>	Numérique (série)
<b>OFT</b>	Offre de formation territorialisée
<b>OIP</b>	Observatoire interrégional du politique
<b>ONISEP</b>	Office national d'information sur les enseignements et les professions
<b>ONPL</b>	Orchestre national des Pays de la Loire
<b>OPAH</b>	Opération programmée d'amélioration de l'habitat
<b>OPPL</b>	Orchestre philharmonique des Pays de la Loire

## *Annexes*

<b>OPRAH</b>	Opération programmée régionale d'amélioration de l'habitat
<b>ORAC</b>	Opération de restructuration de l'artisanat et du commerce
<b>ORAH</b>	Opération régionale d'amélioration de l'habitat
<b>OREAM</b>	organisme régional d'études et d'aménagement d'aire métropolitaine
<b>PAT</b>	Prime à l'aménagement du territoire
<b>PEE</b>	Programmes d'échanges d'expérience
<b>PLEIAD</b>	Pays de la Loire enseignement individualisé à distance
<b>PLU</b>	Plan local d'urbanisme
<b>PME-PMI</b>	Petite et moyenne entreprise-petite et moyenne industrie
<b>PNR</b>	Parc naturel régional
<b>PR</b>	Préarchivage (série)
<b>PRAH</b>	Primes régionales à l'amélioration de l'habitat
<b>PRAS</b>	Primes régionales d'accession sociale à la propriété
<b>PRCE</b>	Prime régionale à la création d'entreprise
<b>PRCEA</b>	Prime régionale à la création d'entreprise artisanale
<b>POA</b>	Prime d'orientation agricole
<b>POS</b>	Plan d'occupation des sols
<b>RAA</b>	Recueil des actes administratifs
<b>RPF</b>	Rassemblement du peuple français
<b>RPR</b>	Rassemblement pour la République
<b>RVS</b>	Région à votre service
<b>SCOT</b>	Schéma de cohérence territoriale
<b>SGAR</b>	Secrétariat général pour les affaires régionales
<b>SIAF</b>	Service interministériel des Archives de France
<b>SIBM</b>	Syndicat interdépartemental du bassin de la Maine
<b>SITEL</b>	Service chargé des Interventions techniques et logistiques
<b>SNCF</b>	Société nationale des chemins de fer
<b>SNSM</b>	Société nationale de sauvetage en mer

## Annexes

<b>SRADT</b>	Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire
<b>SRADDET</b>	Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires
<b>SRDE</b>	Schéma régional de développement économique
<b>SRDEII</b>	Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation
<b>SROS</b>	Schéma régional sanitaire et social
<b>SROSS</b>	Schéma régional d'organisation sanitaire et sociale
<b>TGV</b>	Train à grande vitesse
<b>TOPE</b>	Ticket ouest pour l'Europe
<b>TOS</b>	Technicien, ouvrier et de service
<b>TVA</b>	Taxe sur la valeur ajoutée
<b>UDR</b>	Union des démocrates pour la V <sup>e</sup> République
<b>URSSAF</b>	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
<b>UVPL</b>	Université virtuelle des Pays de la Loire
<b>VAE</b>	Validation des acquis de l'expérience
<b>W</b>	Archives historique (série)
<b>ZAC</b>	Zone d'aménagement concerté
<b>ZPPAU</b>	Zone de protection du patrimoine architectural et urbain

## Annexe III : Liste chronologique des présidents de la Région Pays de la Loire

De janvier 1974 à juillet 2014, cinq présidents se sont succédé à la tête du Conseil régional.



36W 330

**Vincent ANSQUER** (janvier-octobre 1974)



23W 459

**Olivier GUICHARD** (octobre 1974-mars 1998)



382PR 10

**François FILLON** (mars 1998-mai 2002)



382PR 10

**Jean-Luc HAROUSSEAU** (mai 2002-mars 2004)

## Annexes



**Jacques AUXIETTE** (mars 2004-décembre 2015 )

**382PR 10**



**Bruno RETAILLEAU** (décembre 2015- )

Document non coté  
(Annuaire régional 2000)

### Documents des Archives régionales des Pays de la Loire :

- 382PR 10** Portrait des présidents : photographie, diapositives (1989-1999) (Archives de la Direction Communication).
- 36W 330** Dossier thématique « Institution régionale et vie des assemblée en Pays de la Loire, 1973-1975 » (1973-1975) (Archives des services chargés de l'information et de la communication extérieure de la Région Pays de la Loire de 1975 à 1992).
- 23W 459** Portrait d'Olivier Guichard, 1 photographie : diapositive, noir et blanc [1960-1979] (Archives d'Olivier Guichard).

## Annexe IV : Domaines d'activité des producteurs d'archives en juillet 2014

Les producteurs d'archives inactifs en juillet 2017 sont grisés dans le tableau.

Producteurs d'archives					Domaines d'activité			
Nom / intitulé	Sigle	Date d'activité	Personne		Principale	Secondaires		
			privée	publique				
Association du personnel de la Région des Pays de la Loire	APRPL	2000-2008	X		Association du personnel			
Association Atlantech		2002-2008	X		Enseignement supérieur	Recherche		
Association Eurouest		1990-1998	X		Éducation	Financements européens - relations internationales		
Association Ouest Atlantique		1974-2013	X		Développement économique			
Chambre Régionale de commerce et d'industrie	CRCI	Depuis 1964		X	Développement économique			
Comité des Œuvres sociales	COS	Depuis 1986	X		Ressources humaines			
Comité Économique et social	CES	1974-1992		X	Conseil économique social et environnemental			
Conseil Économique et social régional	CESR	1992-2010		X	Conseil économique social et environnemental			
Conseil économique social et environnemental régional	CESER	Depuis 2010		X	Conseil économique social et environnemental			
Direction Action économique	DAE	2004-2010		X	Développement économique	Tourisme		
Direction Action et innovation économiques et international	DAE2I	2010-2016		X	Développement économique	Tourisme		
Direction Action territoriale et démocratie	DATD	2010-2016		X	Aménagement du territoire	Formation professionnelle		
Direction Affaires culturelles et cadre de vie	DACCV	1998-2004		X	Culture et sport	Jeunesse et citoyenneté	Tourisme	

Annexes

Producteurs d'archives				Domaines d'activité				
Nom / intitulé	Sigle	Date d'activité	Personne		Principale	Secondaires		
			privée	publique				
Direction Affaires européennes	DAE	1989-1998		X	Financements européens - relations internationales			
Direction Affaires financières, informatique et gestion	DAFIG	1996-2002		X	Finances et moyens généraux			
Direction Aménagement du territoire	DAT	1990-1991 1998-2004		X	Aménagement du territoire			
Direction Aménagement du territoire et infrastructures	DATI	1992-1998		X	Aménagement du territoire			
Direction Apprentissage	DA	Depuis 2010		X	Apprentissage			
Direction Assemblées et moyens généraux	DAMG	2010-2016		X	Conseil régional	Administration générale		
Direction Assemblée, plan évaluation et coordination	DAPEC	1994-1996		X	Conseil régional	Administration générale		
Direction Assemblée, ressources humaines et administration	DARHA	1996-2004		X	Conseil régional	Administration générale	Ressources humaines	
Direction Budget et services administratifs	DBSA	1982-1992		X	Finances et moyens généraux	Administration générale	Ressources humaines	
Direction Coordination, conseil et contrôle	D3C	2004-2007		X	Administration générale			
Direction Communication interne, conseil, évaluation, coordination et contractualisation	D4C	2010		X	Administration générale	Financements européens - relations internationales		
Direction Communication interne, du conseil, de l'évaluation, de la coordination, de la contractualisation et des affaires européennes	D4CAE	2010-2012		X	Administration générale	Financements européens - relations internationales		
Direction Communication	DCOM	Depuis 1991		X	Communication			

Annexes

Producteurs d'archives				Domaines d'activité				
Nom / intitulé	Sigle	Date d'activité	Personne		Principale	Secondaires		
			privée	publique				
Direction Contractualisation	DC	2012-2016		X	Financements européens - relations internationales	Administration générale		
Direction Coordination et international	DCI	2012-2016		X	Financements européens - relations internationales	Administration générale		
Direction Culture et sports	DCS	2004-2016		X	Culture et sport	Jeunesse et citoyenneté		
Direction Culture, jeunesse, sport, vie associative et bénévolat	DCJSVAB	2016		X	Culture et sport	Jeunesse et citoyenneté		
Direction Développement économique et recherche	DDER	1988-2004		X	Développement économique	Recherche		
Direction Éducation	DE	1990-1991 2004-2010		X	Education			
Direction Éducation et enseignement supérieur	DEES	1989-2004		X	Education	Enseignement supérieur		
Direction Emploi et formation professionnelle	DEFP	Depuis 2010		X	Formation professionnelle			
Direction Enseignement supérieur et recherche	DESR	Depuis 2010		X	Enseignement supérieur	Financements européens - relations internationales	Recherche	
Direction Environnement	DEn	2010-2016		X	Aménagement du territoire			
Direction Environnement et cadre de vie	DECV	1992-1998		X	Aménagement du territoire	Culture et sport		
Direction Environnement et projets de territoire	DEPT	2004-2010		X	Aménagement du territoire			
Direction Finances, contrôle et marchés	DFCM	2010-2016		X	Finances et moyens généraux			
Direction Finances, marchés et moyen	DFMM	2002-2004		X	Finances et moyens généraux			

Annexes

Producteurs d'archives					Domaines d'activité			
Nom / intitulé	Sigle	Date d'activité	Personne		Principale	Secondaires		
			privée	publique				
Direction Formation professionnelle et apprentissage	DFPA	1988-2010		X	Formation professionnelle	Apprentissage		
Direction Finances et services généraux	DFSG	2004-2010		X	Finances et moyens généraux			
Direction Générale des services	DGS	Depuis 1984		X	Direction générale des services			
Direction Infrastructures, plan et aménagement du territoire	DIPAT	1991-1992		X	Aménagement du territoire			
Direction Lycées	DL	Depuis 2010		X	Education			
Direction Organisation, informatique et ressources humaines	DOIRH	1991-1992		X	Ressources humaines			
Direction Organisation, méthodes et informatique	DOMI	1990-1991		X	Systèmes d'information			
Direction Patrimoine immobilier	DPI	Depuis 2010		X	Finances et moyens généraux	Aménagement du territoire	Éducation	Formation professionnelle
Direction Prospective, schémas et développement durable	DPS2D	2010-2016		X	Aménagement du territoire	Administration générale		
Direction Qualité de la vie	DQV	1990-1992		X	Culture et sport	Aménagement du territoire	Tourisme	
Direction Recherche, enseignement supérieur, internationale et Europe	DRESIE	2004-2010		X	Financements européens - relations internationales	Enseignement supérieur	Recherche	
Direction Relations européennes et internationales	DREI	1998-2004		X	Financements européens - relations internationales			
Direction Ressources humaines	DRH	Depuis 2004		X	Ressources humaines			
Direction Ressources humaines, administration, informatique et	DRHAIF	1992-1996		X	Administration générale	Finances et moyens généraux	Ressources humaines	Systèmes d'information

Annexes

Producteurs d'archives					Domaines d'activité			
Nom / intitulé	Sigle	Date d'activité	Personne		Principale	Secondaires		
			privée	publique				
finances								
Direction Secrétariat général et assemblées	DSGA	2006-2010		X	Administration générale	Conseil régional		
Direction Services communs et assemblées	DSCA	2008-2010			Conseil régional			
Direction Solidarités	DS	2010-2016		X	Aménagement du territoire	Jeunesse et citoyenneté		
Direction Systèmes d'information	DSI	2004-2006 2002-2016		X	Systèmes d'information			
Direction Systèmes d'information et innovation numérique	DS2IN	2007-2010			Systèmes d'information			
Direction Systèmes d'information et multimédia	DSIM	2002-2004		X	Systèmes d'information			
Direction Transports et déplacements	DTD	2004-2016		X	Aménagement du territoire			
Inspection, Affaires juridiques et évaluation	IAJE	2009		X	Administration générale			
Mission Énergie ligérienne pour les activités nouvelles	ÉLAN	1997-2002		X	Développement économique	Direction générale des services	Formation professionnelle	
Mission Inspection de l'administration régionale	MIAR	2004-2010		X	Administration générale	Direction générale des services		
Mission Formation professionnelle et apprentissage		1986-1988		X	Formation professionnelle	Apprentissage	Direction générale des services	
Olivier Guichard			X	X	Élus			
Roger Boisseau				X	Élus			

Annexes

Producteurs d'archives					Domaines d'activité			
Nom / intitulé	Sigle	Date d'activité	Personne		Principale	Secondaires		
			privée	publique				
Syndicat Interdépartemental du bassin de la Maine	SIBM	1980-1997	X		Aménagement du territoire	Tourisme		

## Annexe V : Cadre de classement utilisé aux Archives régionales des Pays de la Loire

Les séries existantes ne correspondant pas à des domaines d'activité administrative, mais plutôt à des supports ou à des phases dans leur vie de documents d'archives. Le cadre de classement est un plan directeur préétabli qui fixe au sein du service la répartition des fonds et collections en grandes divisions et subdivisions, appelées séries et sous-séries. Le cadre de classement ci-dessous est celui utilisé aux Archives régionales des Pays de la Loire. La série W, réglementaire<sup>60</sup>, est réservée, dans le service, pour les archives historiques du Conseil régional. AV<sup>61</sup> et Num<sup>62</sup> sont aussi issues du cadre réglementaire. Les autres ont été créées par le service.

**ARB** Bibliothèque historique

**AV** Archives audiovisuelles entrées par voie extraordinaire

**Num** Reproduction d'archives sur support informatique

**PR** Préarchivage

**W** Archives historiques

---

<sup>60</sup> Circulaire AD 79-6 du 31 décembre 1979 relative au traitement des documents des archives départementales postérieurs au 10 juillet 1940.

<sup>61</sup> Note AD 7719-1649 du 7 avril 1986 relative à la conservation, classement, cotation et catalogage des documents sonores dans les archives départementales et communales.

<sup>62</sup> Circulaire AD 98-8 du 18 décembre 1998 relative au classement et la cotation des archives dans les services d'archives départementales.

Annexe VI : Carte de la région Pays de la Loire

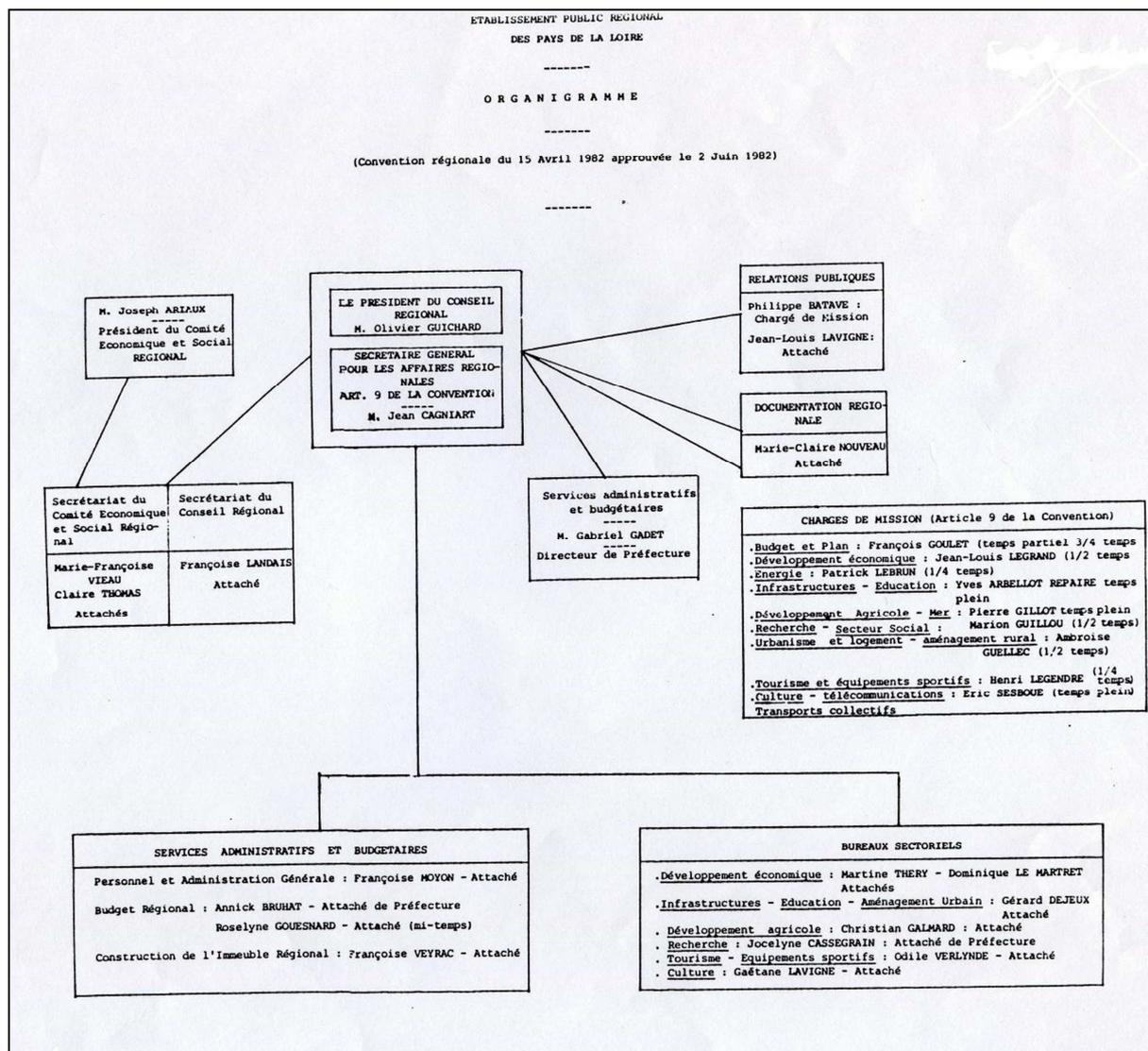


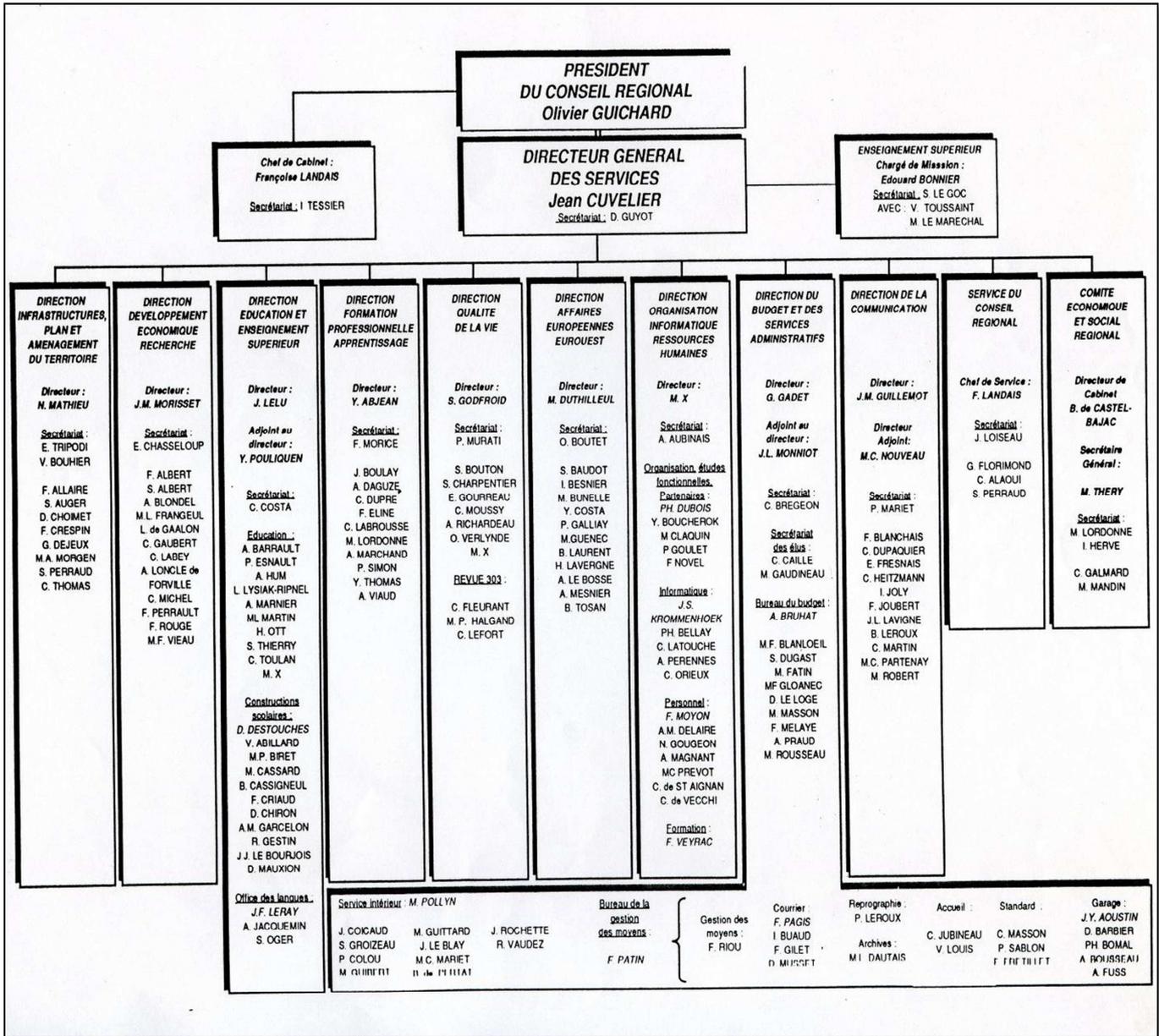
Source Région des Pays de la Loire/©IGN BD CARTO 2002  
Cartographie : DEPT : Cellule Cartographie - Sylvie PERRAUD  
Region.ai - Decembre 2005

## Annexe VII : Organigrammes

Il s'agit d'une sélection d'organigrammes des services régionaux réalisés à des périodes charnières de l'histoire de l'institution comme les lois de la décentralisation, les nouvelles réorganisations de service ou encore les élections régionales par exemple.

1983

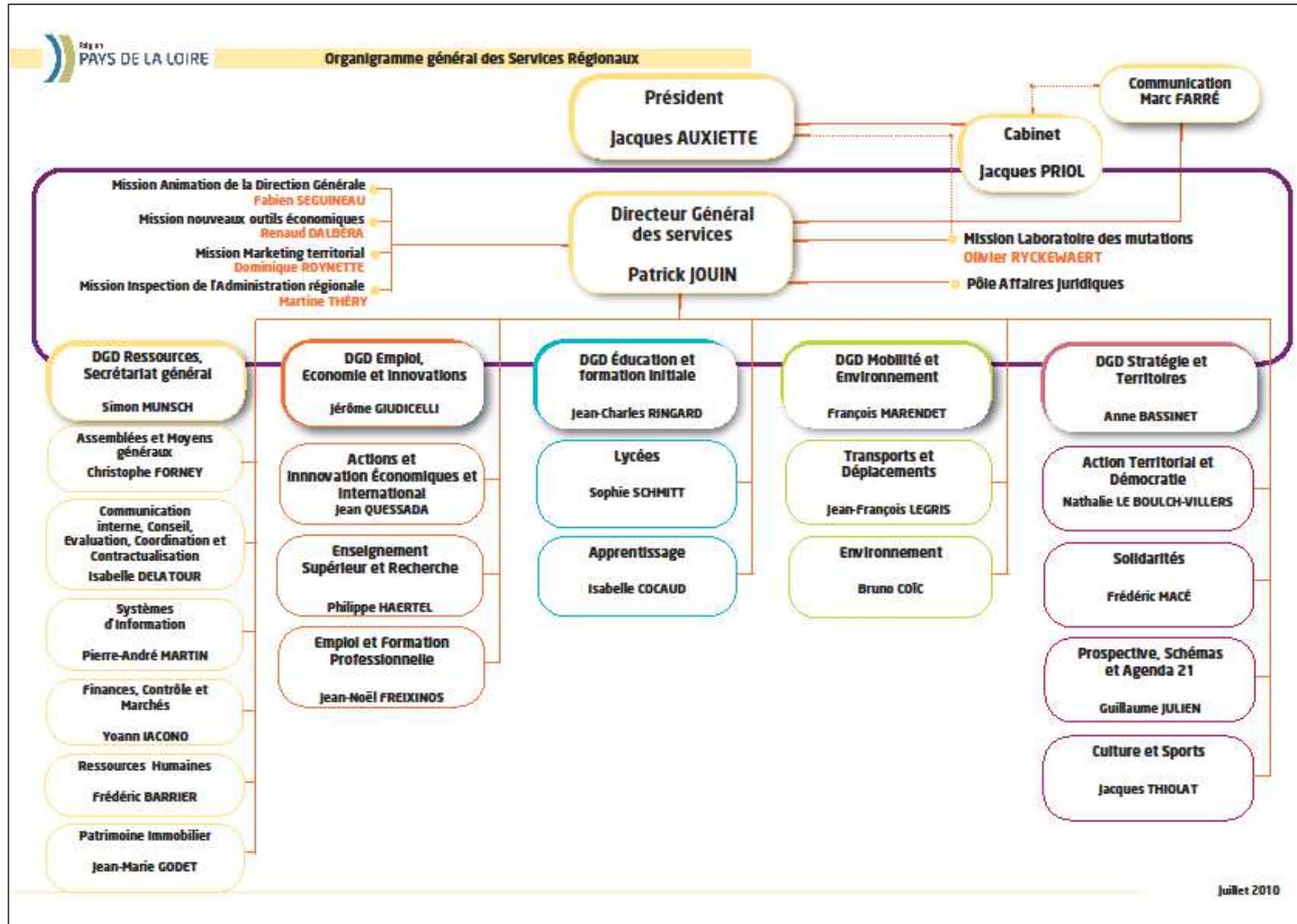




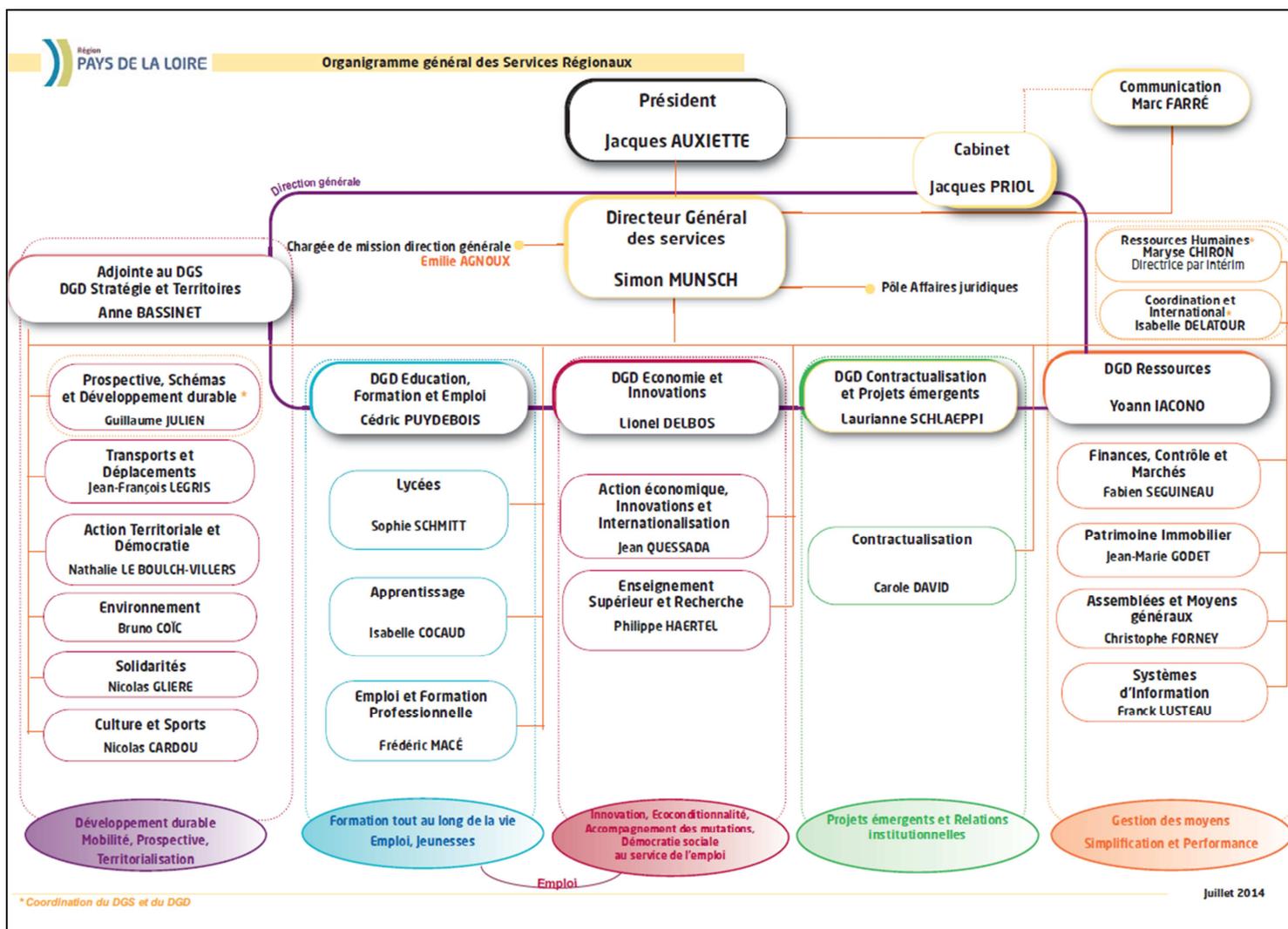




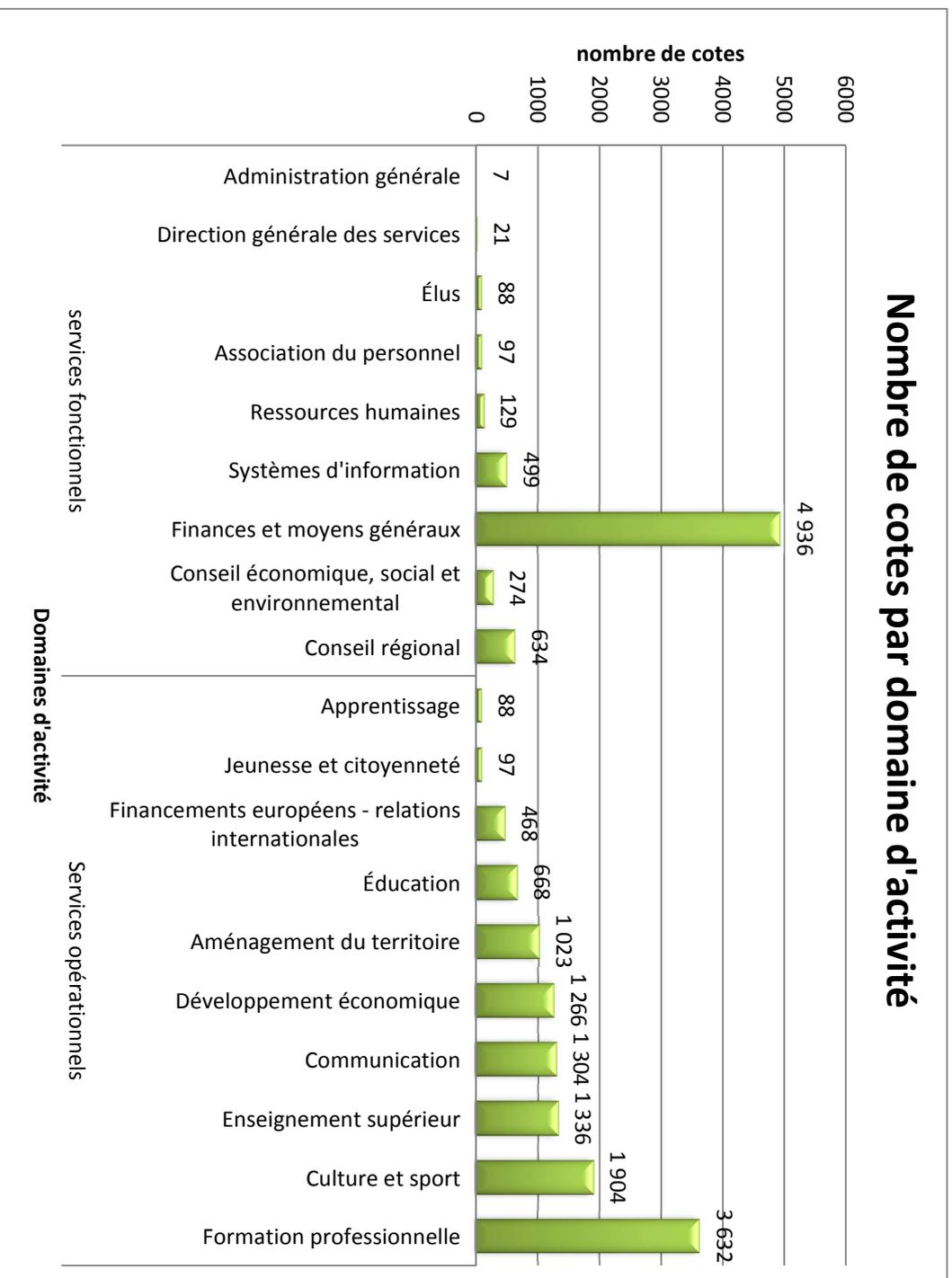
2010

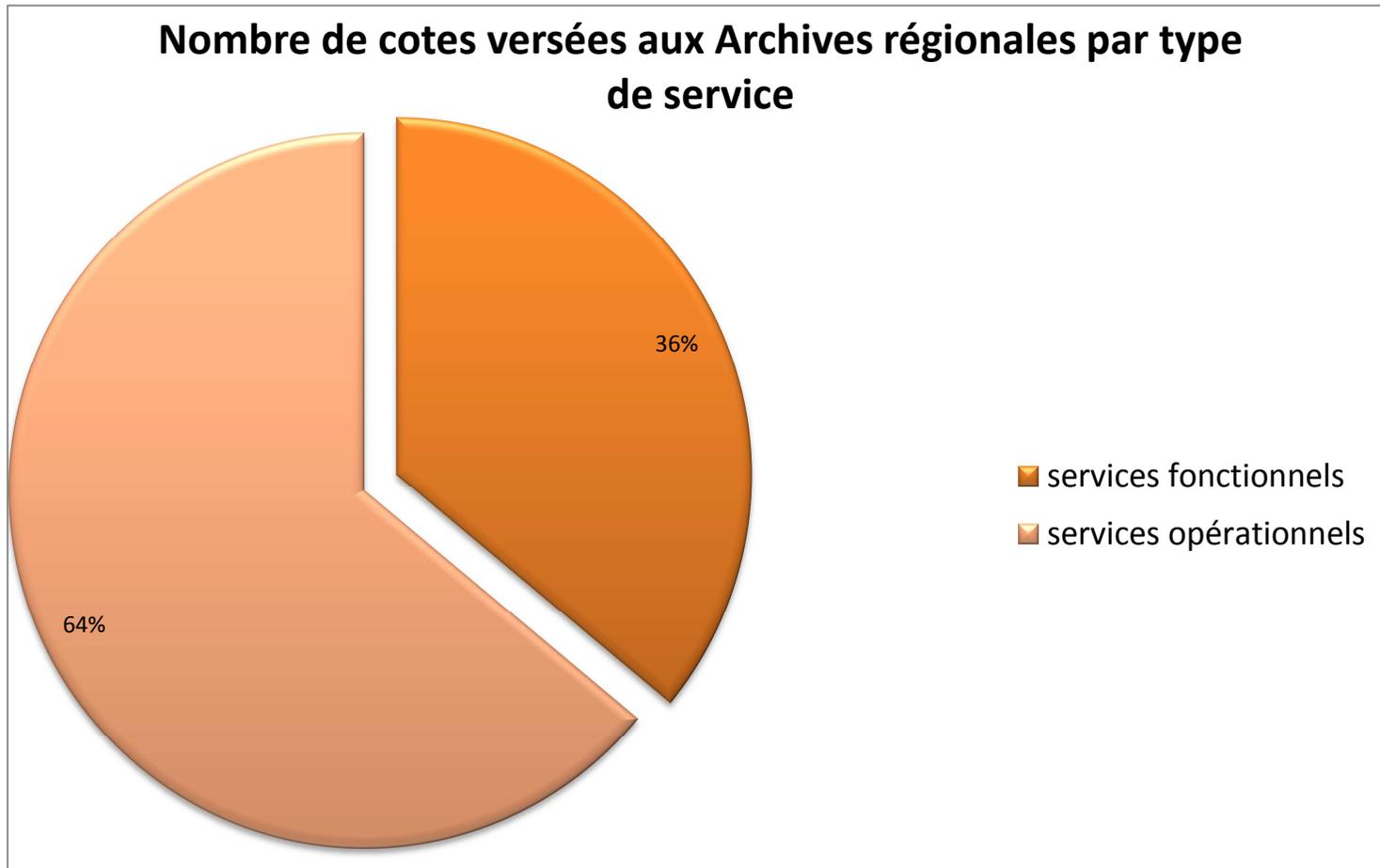


2014



## Annexe VIII : Nombres de cotes par domaine d'activité et par type de service (2014)





## Annexe IX : Délais de communicabilité des archives publiques

Selon l'article 13 de l'ordonnance n°2009-83 du 29 avril 2009, les délais applicables aux archives publiques sont généralement les suivants (ils pourront exceptionnellement être plus longs). Sont en gras, les principaux délais applicables aux documents présents dans le fonds des Archives régionales.

Rappelons que de nombreux documents ne mettant en cause aucun des secrets énumérés ci-dessous sont communicables immédiatement.

Type de secret mis en cause	Délais
<ul style="list-style-type: none"> <li>- au secret des délibérations du Gouvernement et des autorités responsables relevant du pouvoir exécutif</li> <li>- à la conduite des relations extérieures</li> <li>- à la monnaie et au crédit public</li> <li>- <b>au secret en matière commerciale et industrielle</b></li> <li>- à la recherche par les services compétents des infractions fiscales et douanières ou au secret en matière de statistiques</li> </ul>	<p style="text-align: center;">25 ans (à compter de la date du document le plus récent inclus dans le dossier)</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>secret médical</b></li> </ul>	<p style="text-align: center;">25 ans (à compter de la date du décès de l'intéressé) 120 ans (si la date du décès n'est pas connue)</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- au secret de la défense nationale</li> <li>- aux intérêts fondamentaux de l'État dans la conduite de la politique extérieure</li> <li>- à la sûreté de l'État</li> <li>- à la sécurité publique</li> <li>- à la sécurité des personnes ou à la protection de la vie privée</li> <li>- aux documents qui portent <b>une appréciation ou un jugement de valeur sur une personne physique</b></li> <li>- aux documents relatifs à la construction, à l'équipement et au fonctionnement des ouvrages, bâtiments ou parties de bâtiment utilisés pour la détention des personnes ou recevant habituellement des personnes détenues.</li> </ul>	<p style="text-align: center;">50 ans</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>au secret en matière de statistiques</b></li> <li>- aux documents relatifs aux enquêtes réalisées par les services de la police judiciaire</li> <li>- aux documents relatifs aux affaires portées devant les juridictions, sous réserve des dispositions particulières relatives aux jugements, et à l'exécution des décisions de justice ;</li> <li>- aux minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels</li> <li>- pour les registres de naissance et de mariage de l'état civil, à compter de leur clôture</li> </ul>	<p style="text-align: center;">75 ans ou 25 ans (à compter de la date du décès de l'intéressé) 120 ans (si l'intéressé est une personne mineure)</p>

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>3</b>
<b>1. Un guide pour les Archives régionales</b> .....	<b>3</b>
<b>2. Présentation des producteurs d'archives faisant partie du fonds</b> .....	<b>4</b>
2.1. La région des Pays de la Loire.....	4
2.2. Les autres producteurs.....	10
<b>3. Mode d'entrée et traitement des archives</b> .....	<b>11</b>
3.1. Archives : cotation et traitement.....	11
3.2. Documents de bibliothèque .....	11
<b>4. Présentation du guide</b> .....	<b>12</b>
4.1. Plan de classement .....	12
4.2. Présentation des fiches ou « notices » de description .....	14
<b>5. Intérêt des fonds et orientations de recherche offertes</b> .....	<b>15</b>
<b>6. Délais de communicabilité, conditions d'accès, conditions de reproduction, droits d'exploitation</b> .....	<b>15</b>
<b>7. Sources complémentaires</b> .....	<b>16</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>18</b>
<b>1. Collectivités territoriales</b> .....	<b>18</b>
1.1. Textes législatifs et réglementaires .....	18
1.2. Publications .....	19
<b>2. Archives régionales</b> .....	<b>19</b>
2.1. Textes législatifs et réglementaires .....	19
2.2. Publications .....	20
<b>3. Revues, périodiques, publications principales de la Région</b> .....	<b>20</b>
<b>4. Olivier Guichard</b> .....	<b>20</b>
<b>GUIDE</b> .....	<b>21</b>
<b>ARCHIVES ENTRÉES PAR VOIE DE VERSEMENT</b> .....	<b>22</b>
<b>SERVICES FONCTIONNELS</b> .....	<b>22</b>
<b>Services assurant le fonctionnement du Conseil régional, l'administration générale et les ressources humaines</b> .....	<b>22</b>
<i>Direction Assemblée, ressources humaines et administration (DARHA)</i> .....	23
<i>Direction Assemblées et moyens généraux (DAMG)</i> .....	25
<i>Direction Ressources humaines (DRH)</i> .....	29
<i>Pôle Affaires juridiques</i> .....	30
<i>Mission Inspection de l'administration régionale (MIAR)</i> .....	31
<b>Conseil économique, social et environnemental régional (CESER)</b> .....	<b>32</b>
<i>Service chargé du fonctionnement du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER)</i> .....	32
<b>Cabinet du Président du Conseil régional</b> .....	<b>34</b>

<b>Élus.....</b>	<b>35</b>
<b>Finances et moyens généraux .....</b>	<b>37</b>
<i>Direction Budget et services administratifs (DBSA) .....</i>	38
<i>Direction Affaires financières, informatique et gestion (DAFIG) .....</i>	38
<i>Direction Finances et services généraux (DFSG) .....</i>	40
<i>Direction Finances, contrôle et marchés (DFCM) .....</i>	41
<i>Direction Patrimoine immobilier (DPI) .....</i>	43
<b>Communication .....</b>	<b>46</b>
<i>Direction Communication (DCOM).....</i>	46
<b>Systèmes d'information.....</b>	<b>50</b>
<b>SERVICES OPÉRATIONNELS .....</b>	<b>51</b>
<b>Aménagement du territoire.....</b>	<b>51</b>
<i>Direction Aménagement du territoire et infrastructures (DATI) .....</i>	53
<i>Direction Environnement et cadre de vie (DECV) .....</i>	55
<i>Direction Aménagement du territoire (DAT) .....</i>	57
<i>Direction Environnement et projets de territoire (DEPT) .....</i>	60
<i>Direction Transports et déplacements (DTD).....</i>	60
<i>Direction Action territoriale et démocratie (DATD) .....</i>	61
<i>Direction Solidarités (DS).....</i>	62
<i>Direction Environnement (DEn) .....</i>	63
<b>Développement économique et recherche .....</b>	<b>65</b>
<i>Mission Développement économique .....</i>	66
<i>Direction Développement économique et recherche (DDER) .....</i>	67
<i>Direction Action économique (DAE).....</i>	73
<i>Direction Action économique, innovations et internationalisation (DAE2I) .....</i>	75
<i>Chambre Régionale de commerce et d'industrie (CRCI) .....</i>	77
<i>Mission Énergie ligérienne pour les activités nouvelles (ÉLAN).....</i>	77
<b>Tourisme .....</b>	<b>78</b>
<b>Éducation.....</b>	<b>79</b>
<i>Direction Éducation et enseignement supérieur (DEES).....</i>	80
<i>Direction Éducation (DE).....</i>	85
<i>Direction Lycées (DL).....</i>	89
<b>Formation professionnelle et apprentissage .....</b>	<b>90</b>
<i>Mission Formation professionnelle et apprentissage .....</i>	91
<i>Direction Apprentissage (DA).....</i>	92
<i>Direction Emploi et formation professionnelle (DEFP) .....</i>	93
<b>Enseignement supérieur.....</b>	<b>98</b>
<i>Direction Enseignement supérieur et recherche (DESR) .....</i>	99
<b>Jeunesse et citoyenneté .....</b>	<b>101</b>
<b>Culture et sport.....</b>	<b>102</b>
<i>Direction Qualité de la vie (DQV) .....</i>	103
<i>Direction Affaires culturelles et cadre de vie (DACCV) .....</i>	104
<i>Direction Culture et sports (DCS).....</i>	106
<b>Financements européens et relations internationales.....</b>	<b>113</b>
<i>Direction Affaires européennes (DAE) .....</i>	114
<i>Direction Relations européennes et internationales (DREI) .....</i>	115
<i>Direction Recherche, enseignement supérieur, international et Europe (DRESIE).....</i>	116
<i>Direction Contractualisation (DC).....</i>	117
<b>ARCHIVES ENTRÉES PAR VOIE EXTRAORDINAIRE.....</b>	<b>118</b>

<b>ORGANISMES SATELLITES .....</b>	<b>118</b>
Comité des Œuvres sociales (COS).....	118
Syndicat interdépartemental du bassin de la Maine (SIBM).....	119
Association Atlantech.....	121
Association du personnel de la Région des Pays de la Loire (APRPL).....	122
Association Eurouest .....	123
Association Ouest Atlantique .....	124
<b>FONDS OLIVIER GUICHARD.....</b>	<b>125</b>
<b>TÉMOIGNAGES ORAUX .....</b>	<b>128</b>
Jean Lelu.....	128
Odile Martineau .....	130
Joël Leblay.....	131
Madeleine Moriceau .....	132
Jacques Chaudronnier .....	133
Sophie Auger .....	134
Lucienne Gallet.....	135
Alain Thébaud.....	136
<b>DOCUMENTATION ENTRÉE EN BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE .....</b>	<b>137</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>139</b>
Annexe I : Glossaire.....	140
Annexe II : Table de sigles et acronymes.....	141
Annexe III : Liste chronologique des présidents de la Région Pays de la Loire.....	149
Annexe IV : Domaines d'activité des producteurs d'archives en juillet 2014 .....	151
Annexe V : Cadre de classement utilisé aux Archives régionales des Pays de la Loire .....	157
Annexe VI : Carte de la région Pays de la Loire .....	158
Annexe VII : Organigrammes .....	159
Annexe VIII : Nombres de cotes par domaine d'activité et par type de service (2014)...	165
Annexe IX : Délais de communicabilité des archives publiques.....	167